

historia.fr **Historia**

N°1 depuis 1909

**LOUIS XVI ET
MARIE-ANTOINETTE**
Le mariage du siècle
par Franck Ferrand



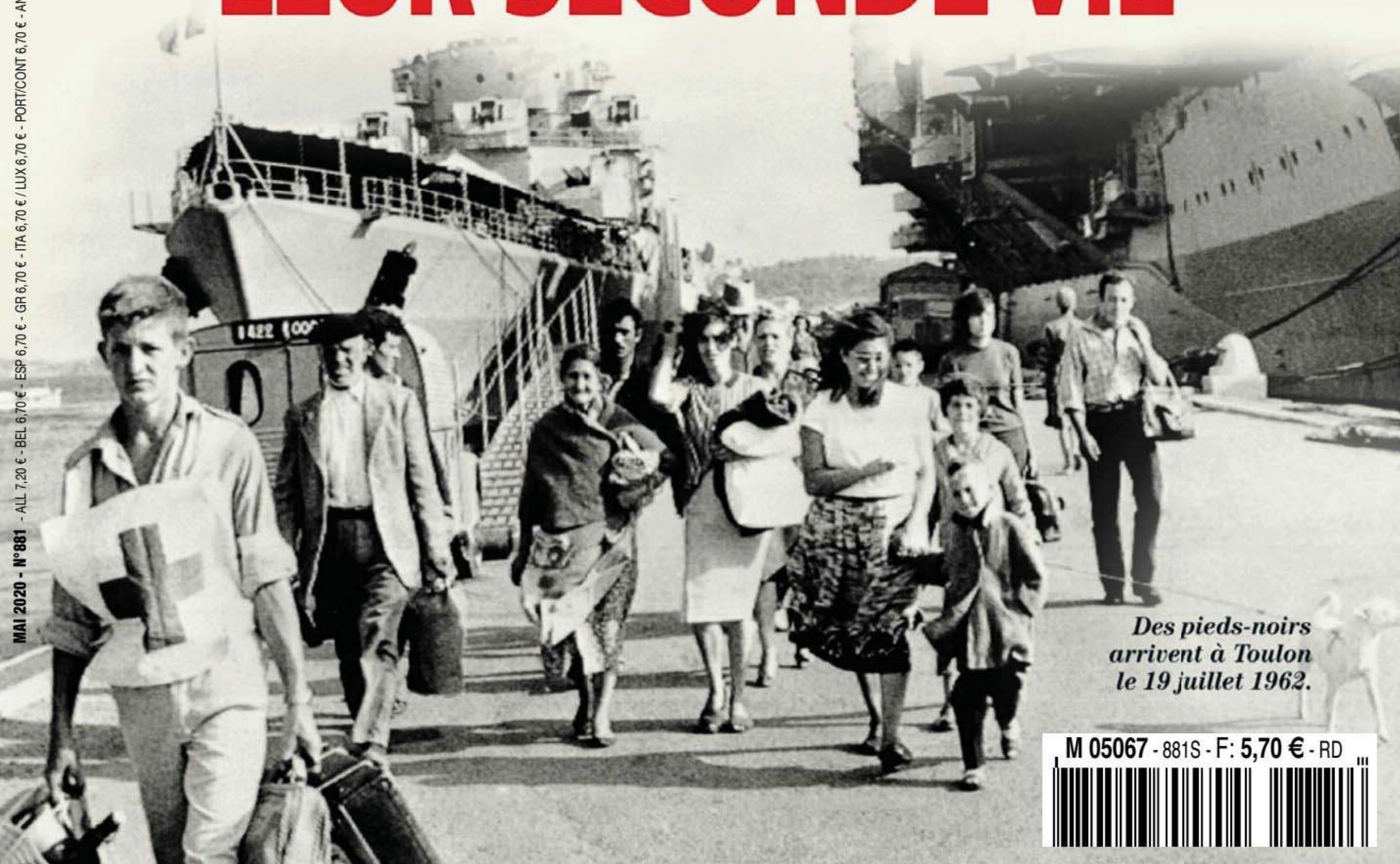
SPÉCIAL
45 PAGES

1962 - 2020

LES PIEDS NOIRS

LEUR SECONDE VIE

MAI 2020 - N°881 - ALL 7,20 € - BEL 6,70 € - ESP 6,70 € - GR 6,70 € - ITA 6,70 € - LUX 6,70 € - PORT/CONT 6,70 € - ANDORRE 5,80 € - CH 11 FS - DOM/S 6,70 € - MAY 8,10 € - TOM/A 1570 XPF - TOM/S 880 XPF - MAR 60 DH - TUN 8,90 TND - CAN 9,99 \$ CAN



*Des pieds-noirs
arrivent à Toulon
le 19 juillet 1962.*

M 05067 - 881S - F: 5,70 € - RD





Retour simple

Le 3 juillet 1962, la France reconnaît l'indépendance de l'Algérie. C'est l'été où, à Marseille, des bateaux bondés déversent, cinq fois par jour, leur flot de rapatriés qui fuient les enlèvements et les exécutions orchestrés par le FLN.

LA SECONDE VIE DES PIEDS-NOIRS EN FRANCE, de 1962 à nos jours

Les accords d'Évian, signés le 18 mars 1962, mettent un terme à la guerre en même temps qu'ils poussent à l'exode des centaines de milliers de ces Européens d'Algérie. Des familles forcées de tout quitter à la hâte, de repartir de zéro, et de vivre le cœur gros d'un « pays en moins, jusqu'à la fin des temps¹ ».

ENQUÊTE RÉALISÉE PAR TRAMOR QUEMENEUR

Beaucoup de textes ont été écrits, beaucoup de films ont été tournés sur l'histoire des pieds-noirs, depuis leur installation et leur vie en Algérie jusqu'à la tragédie de leur arrachement. Souvent avec passion, comme tous les sujets qui touchent à l'Algérie. Mais si les passions sont aussi fortes, c'est qu'il existe encore de nombreux pans méconnus de leur histoire. À commencer même par leur dénomination: «pieds-noirs». Ce terme imagé est apparu avec la guerre d'Algérie, au moment où les «Européens d'Algérie» commencent à perdre leur qua-

lificatif d'«Algériens» au profit de «Français musulmans» qui revendiquent leur nationalité.

Le mot «pied-noir» est cependant beaucoup plus ancien, sans que l'on sache exactement s'il se rattache à la couleur des bottes des colonisateurs, des pieds des vigneron qui foulaient le raisin ou de ceux des machinistes des bateaux à vapeur traversant la Méditerranée... Certains vont même jusqu'à évoquer la participation des Amérindiens Blackfeet au débarquement allié de 1942! Ce qui est certain, c'est que le mot a circulé aux XIX^e et XX^e siècles, avant de se cristalliser sur la population européenne d'Algérie et de la >>>

» désigner collectivement. Ce terme générique est chargé de valeurs contradictoires: volontiers infamant dans la bouche des « métropolitains » qui voyaient d'un mauvais œil cette population allogène, migratoire, débarquant en masse et dans le dénuement en 1962; mais aussi porté en étendard par ceux-là mêmes qui en étaient affublés, comme un fier rappel de leur identité et de leurs origines.

« L'amère patrie »

Mais qui est pied-noir exactement ? Il s'agit en effet d'une population aux contours flous: quel point commun existe-t-il entre une famille arrivée dès les premiers temps de la colonisation, voire avant pour certains Espagnols, et quelqu'un qui s'est installé en Algérie après la Seconde Guerre mondiale ? Aux pieds-noirs ont de plus été assimilés les Juifs d'Algérie, dont certains étaient des autochtones présents depuis l'Antiquité... Et que dire des autres « pieds-noirs », du Maroc et de Tunisie en particulier ? Différences d'ancienneté sur le territoire algérien, différences d'origine, de sensibilité, de devenir. Or, c'est cette question-ci que nous avons choisi de traiter. Parmi les très nombreux témoignages de pieds-noirs, très peu relatent leur arrivée en France, leur installation et leur nouvelle vie. Nous avons voulu éclairer ce pan moins connu de leur histoire, en redonnant la parole à ceux qui ont vécu la douleur de l'arrachement, pour s'installer sur la terre de « l'amère patrie », ou éventuellement ailleurs.

Au début des années 2010, l'un d'entre eux, Philippe Pascal, né à Sidi-bel-Abès en 1954, fils d'agriculteurs près d'Oran, agriculteur lui-même dans le sud de la France, m'avait adressé ce poème, qui résume bien la douleur universelle ressentie par les pieds-noirs: « Réfugié, déraciné/Ici et nulle part en même temps,/Debout, immobile, en plein désert/Ou dans une rue animée, la gorge/Sèche, ne pouvant ni avancer, ni/Reculer.../Réfugié, déraci- »

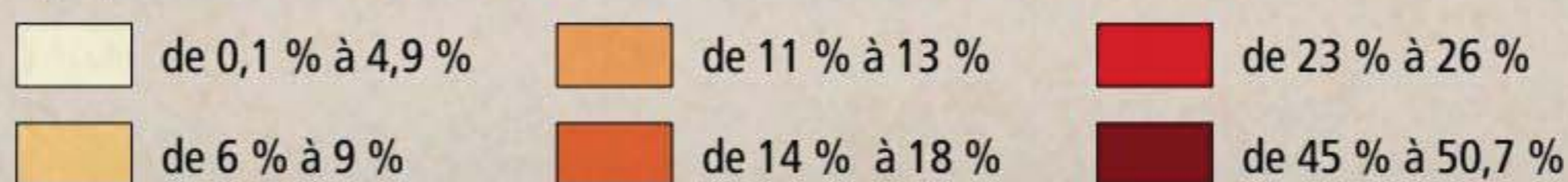
Un pont jeté sur la Méditerranée

La population européenne en Algérie en 1954

Source : Atlas de la guerre d'Algérie. De la conquête à l'indépendance, de Guy Pervillé (Autrement, 2003).

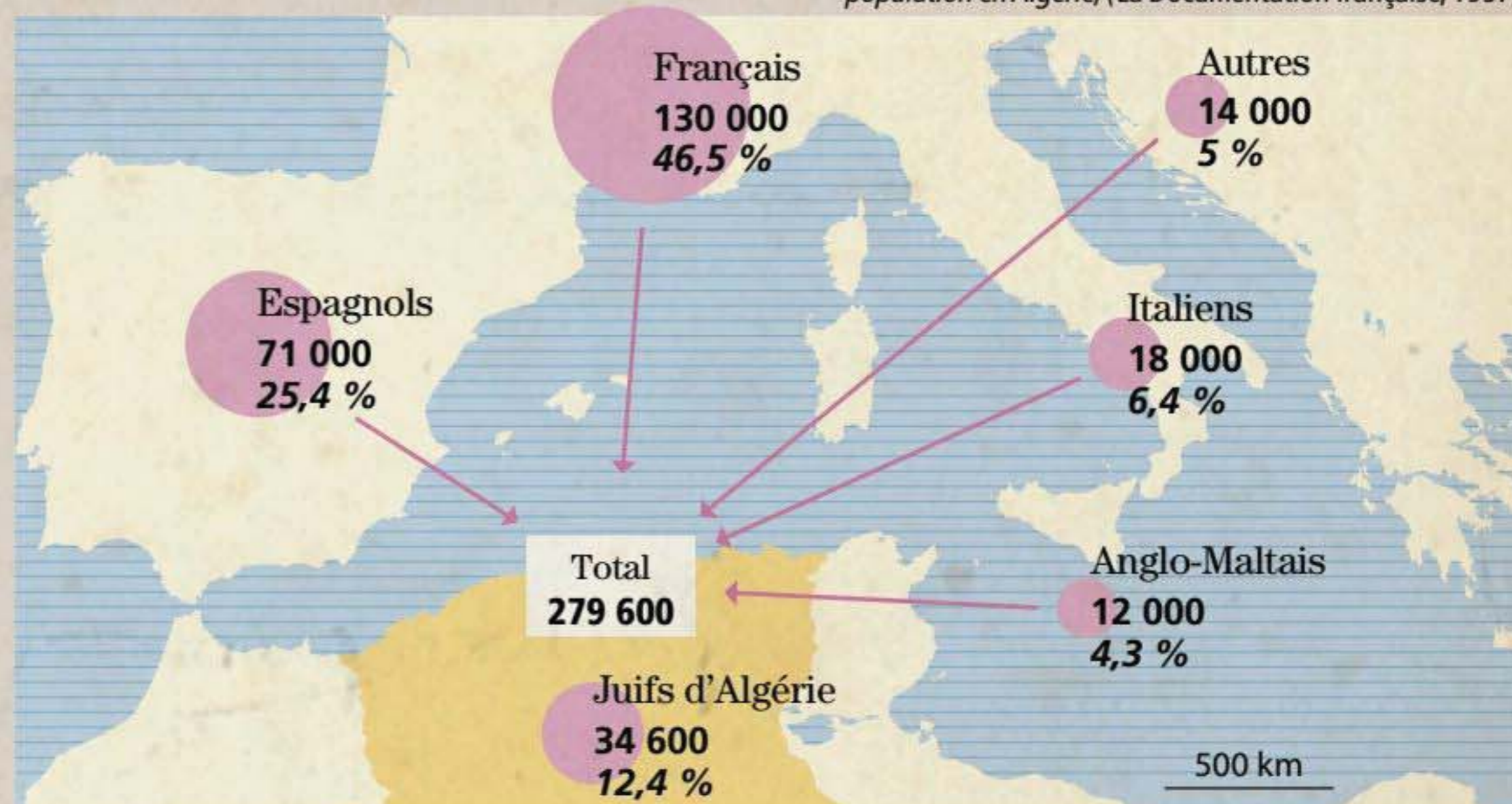


Part de la population européenne par arrondissement (population de 1954, arrondissements de 1959)



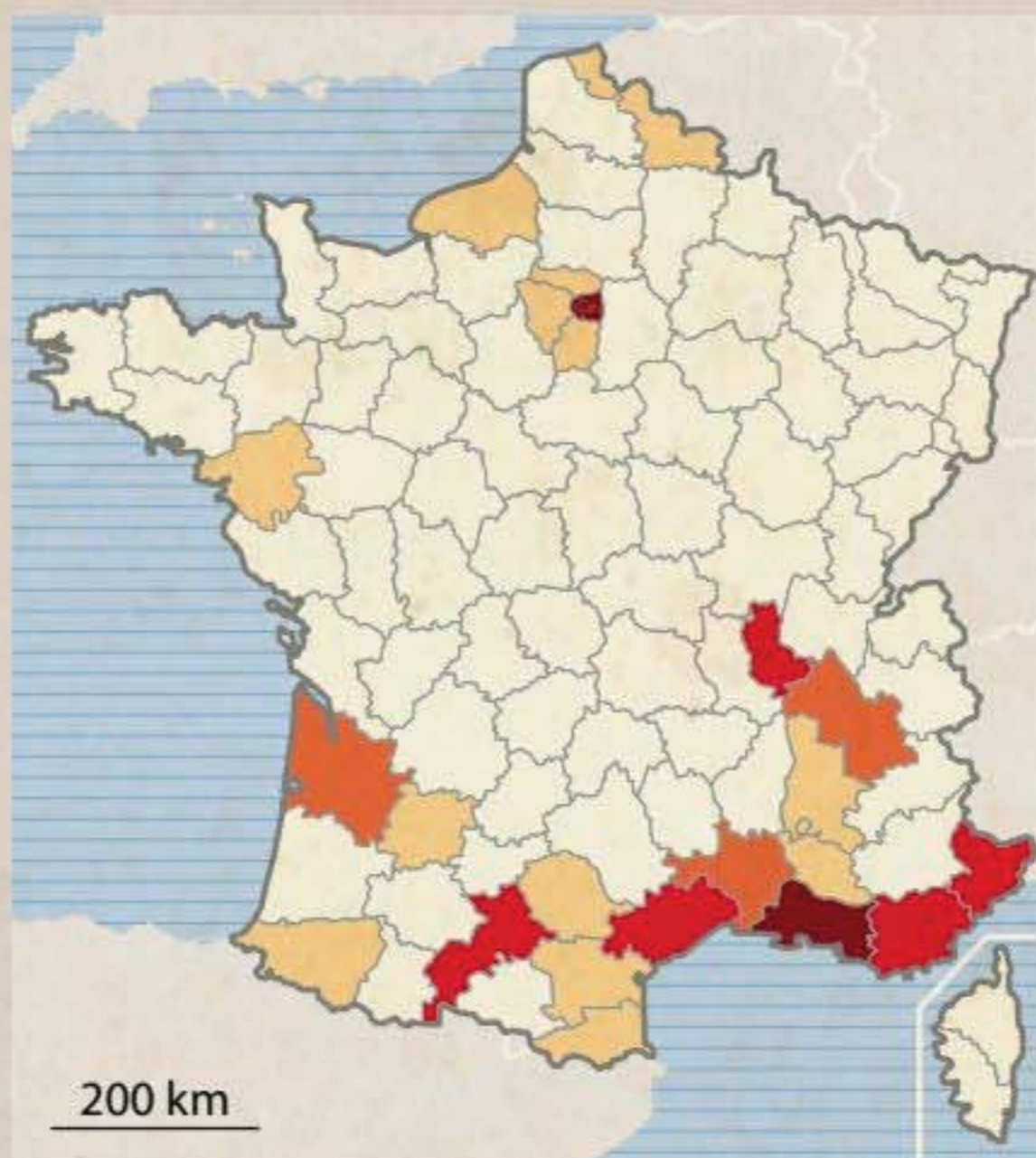
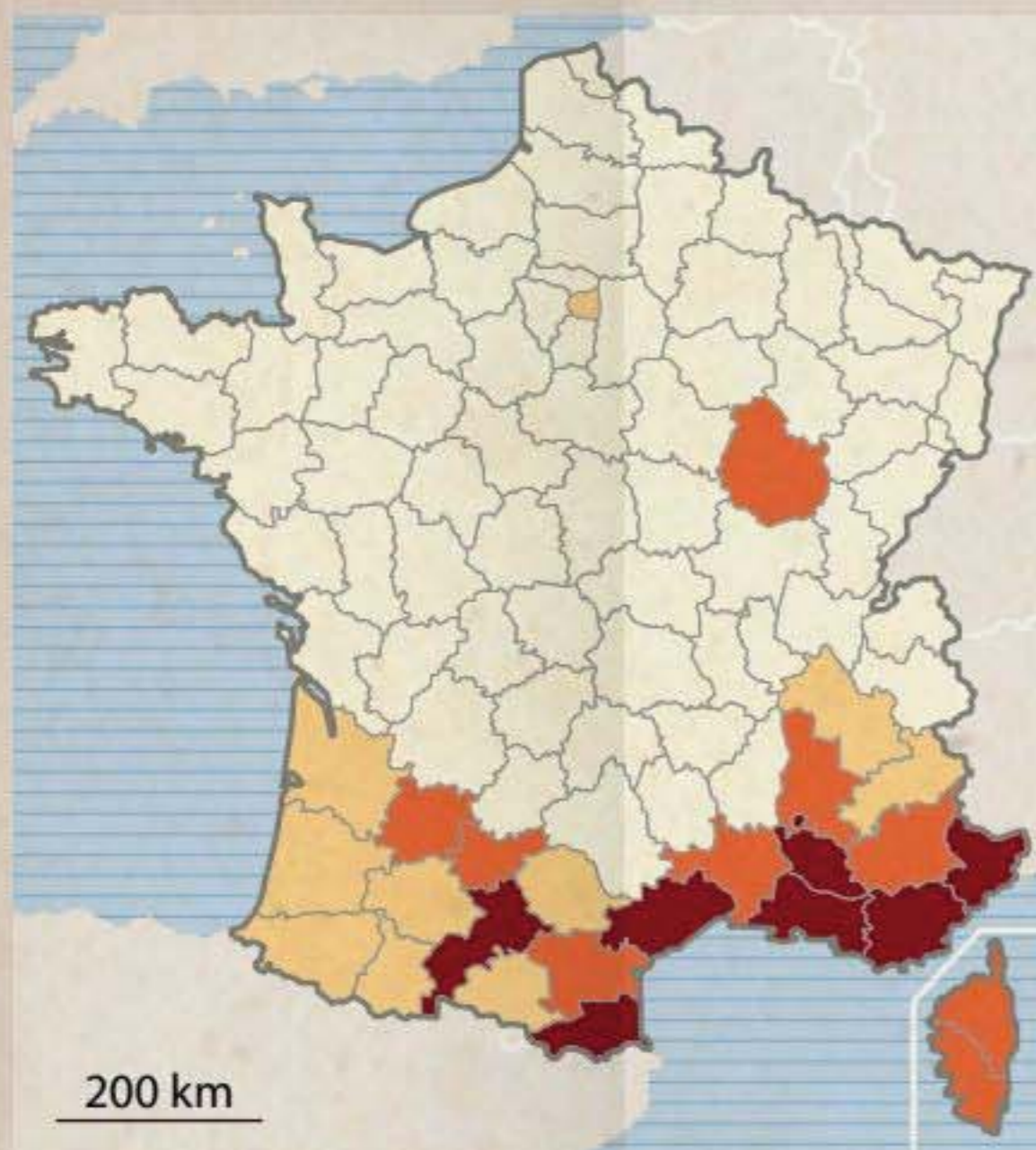
Origines ethnoculturelles des Européens d'Algérie (d'après le recensement de 1872)

Source : Présidence du Conseil, Rapport du Haut comité consultatif de la population et de la famille. Tome II : La population en Algérie, (La Documentation française, 1957).

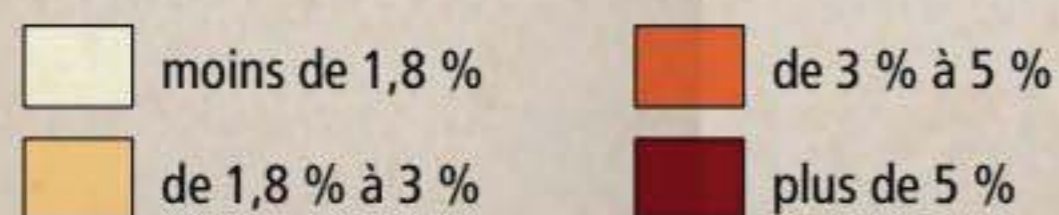


À cette date, les Juifs d'Algérie viennent d'acquiescer la nationalité française par le décret Crémieux (1870). Ils sont rejoints en cela par les descendants des étrangers vivant en Algérie, qui obtiennent la nationalité française avec la loi sur le droit du sol de 1889. Cela fait progressivement baisser la proportion d'étrangers sur le sol algérien : ils ne sont plus que 5 % en 1954.

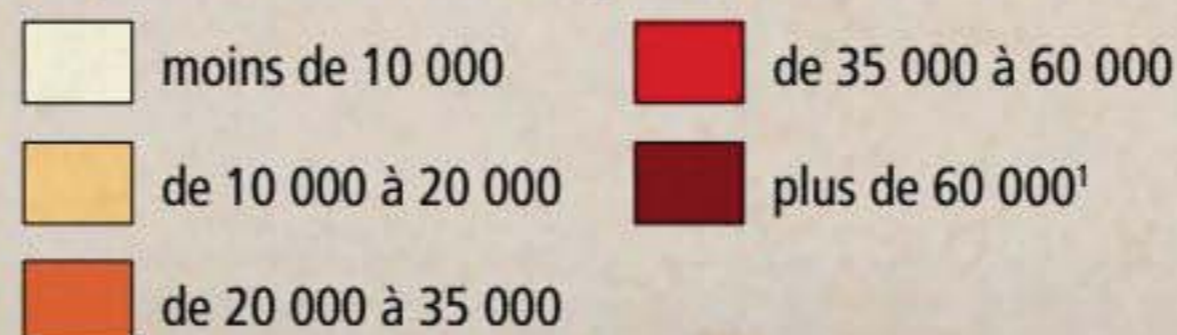
Les rapatriés en France après 1962



Population des rapatriés par rapport à la population totale du département



Implantation des rapatriés



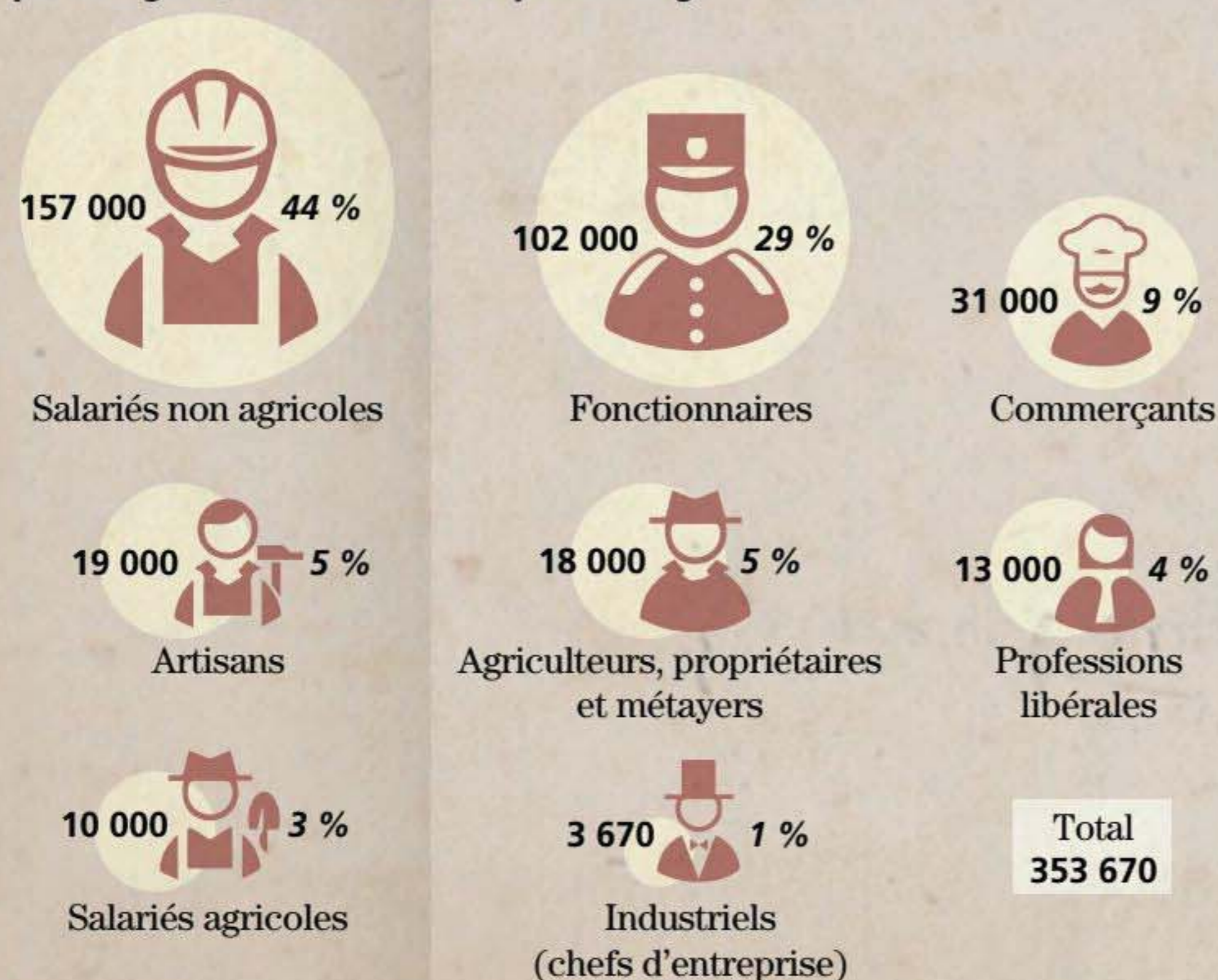
1. Agglomération parisienne : 125 000, Bouches-du-Rhône : 93 000

En 1962, les autorités françaises ne comptabilisent pas précisément les Français d'Algérie au cours du recensement. Néanmoins, la répartition est représentative de la réalité, même si elle ne tient pas compte des mouvements importants qui se sont déroulés au cours des premiers mois qui ont suivi le rapatriement. La catégorie « rapatriés » a été créée pour le recensement de 1968 et permet de savoir précisément où ces derniers se sont durablement installés : essentiellement dans le sud de la France (au sud d'une ligne Bordeaux-Lyon) et en région parisienne.

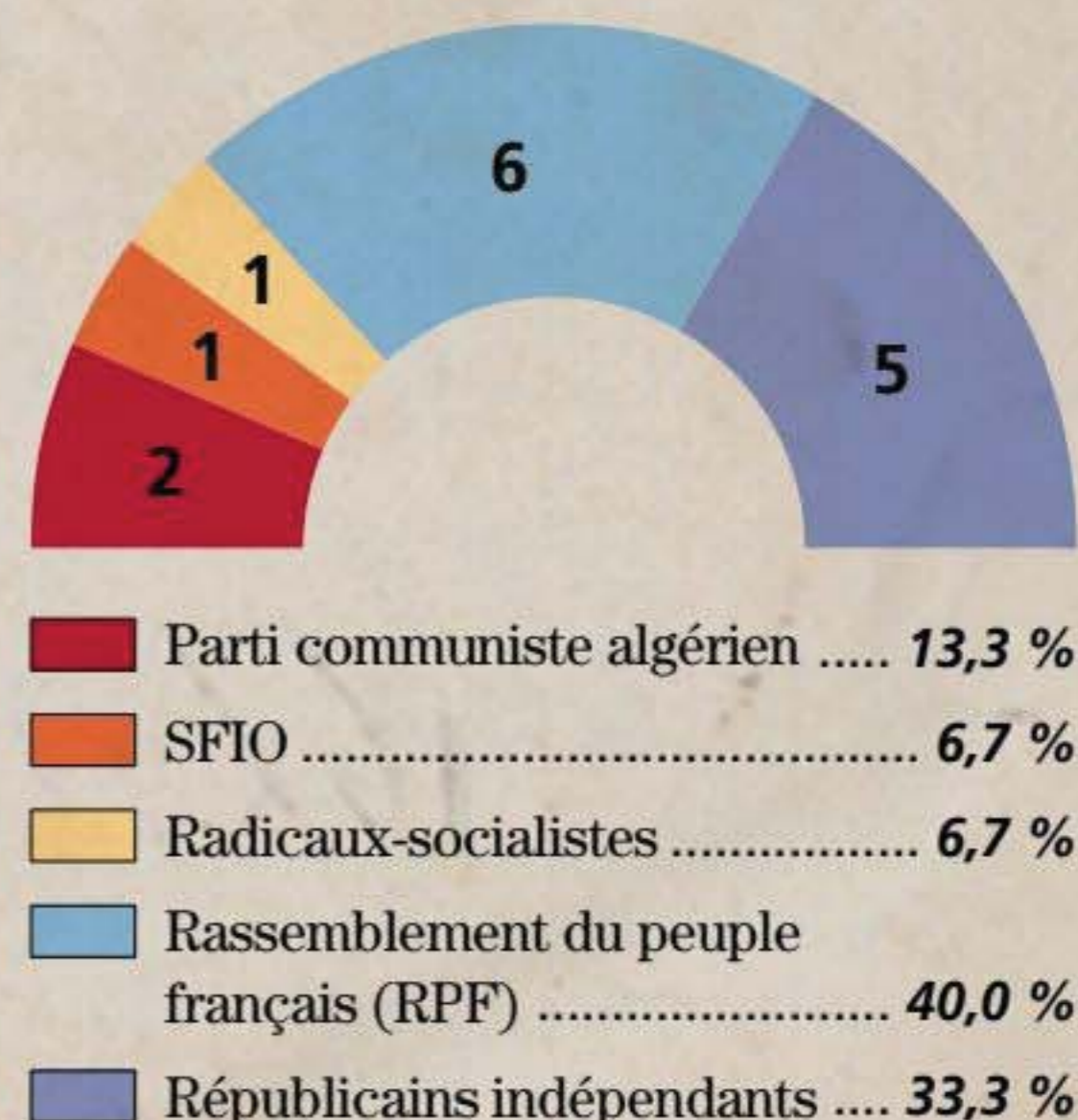
Source : *Les Valises sur le pont. La mémoire du rapatriement maritime d'Algérie, 1962*, sous la direction de Jean-Jacques Jordi, Christelle Harrir et Aymeric Perroy (Marines éditions, 2009).

Structure socioprofessionnelle des Européens d'Algérie en 1954

par catégorie, en nombre et en pourcentage



Couleurs politiques des 15 députés européens d'Algérie (premier collège) aux élections législatives de 1951



» né./Une brise amicale sur la peau, une/Caresse peut-être./Debout, immobile, les yeux/Fermés./Le vent de l'espoir au loin,/Revenir dans ses rêves, en/Attendre d'autres./Réfugié, déraciné. » Philippe Pascal avait quitté Oran avec ses parents en août 1962, après les massacres qui se sont déroulés en juillet, au moment de l'indépendance. La famille était parvenue à prendre un bateau pour Alicante, puis était remontée jusqu'en Catalogne. Là, les enfants avaient été laissés dans la famille maternelle, le temps que les parents trouvent à se loger en France.

Alger rapetisse

D'autres encore sont partis pour l'étranger – ou ont voulu le faire : c'est le cas de Michèle Barbier, née en 1944 dans une famille de fonctionnaires et vivant à Bordj-bou-Argeridj. Elle ne veut pas aller en France, elle « souhaite partir seule, très loin, dans un pays dont elle ne parle pas la langue, qui ne connaîtrait ni les Français ni les Arabes² ». Mais, à 18 ans, elle a besoin de l'autorisation paternelle, et son père a refusé de signer les papiers nécessaires à l'obtention de son visa pour l'Australie, où elle avait obtenu un poste de surveillante dans un lycée d'Adélaïde en récompense de son acharnement à taper aux portes de l'ambassade... Elle opte finalement pour Bordeaux, où une amie de lycée pourra l'aider à se trouver une chambre d'étudiante. Son père l'accompagne jusqu'en France, avant de revenir à Alger, dans l'attente de sa mutation en métropole. « Ils patientent pendant plus de dix-huit heures sur le quai du port. Il fait chaud et le vent se charge de poussières, tandis que des dizaines de familles attendent, assises à même le sol, de trouver une place sur un bateau. [...] Ils parviennent enfin à être embarqués sur un paquebot qui leur paraît immense. Le quai s'éloigne, et Alger tout autour. Les immeubles se drapent de lumières, un soleil complice rehausse leur blancheur. À mesure que le bateau gagne le large, la ville rape-

tisse [...]. Des passagers pleurent en la voyant se perdre déjà dans leur passé. Personne ne parle. Bientôt, la côte africaine n'est plus qu'une ligne, puis un point, puis elle disparaît totalement. Dans quelques heures, une autre côte apparaîtra, vers laquelle elle se dirige, sans se poser de questions sur ce qui l'y attend déjà. Il y aura une autre vie, et puis d'autres visages, d'autres amis... Rien ne finit jamais.³ »

Ils sont plusieurs centaines de milliers à avoir vécu ce déchirement du rapa-

trierment, que certains nomment exil ou même exode, opéré dans l'urgence et la peur. Ensuite, il a fallu s'installer, se reconstruire. Parfois en vain, parfois au contraire pour le meilleur. C'est tout ce parcours que nous avons voulu vous présenter, avec ses heurs et ses malheurs, jusqu'à la transmission de la mémoire aux nouvelles générations. ♦

¹ *Là-bas*, de Tronchet et Sibran (Dupuis, « Aire libre », 2003).

² *Nouvel adieu*, de Michèle Barbier (Éditions du Net, 2016).

³ Idem.

Le triste sort des harkis



PHOTO: R. Y. / INDEPENDANT/MAX PPP

À la fin de la guerre, les désertions se multiplient parmi les soldats d'origine musulmane, en particulier parmi les troupes supplétives, dont les harkis constituent la principale catégorie. Ces désertions se soldent souvent par la mort de soldats français. C'est le prix à payer par les déserteurs pour montrer leur « bonne volonté » à l'Armée de

libération nationale : il n'est ainsi plus possible de revenir en arrière. C'est l'une des raisons pour lesquelles les soldats musulmans de l'armée française sont de plus en plus vus avec suspicion. De plus, les autorités françaises ne veulent pas que des musulmans, fussent-ils anciens combattants, s'installent en grand nombre en France. Enfin, l'appel aux supplétifs ne signifie pas que les soldats restent au sein de l'armée à la fin du conflit – c'est ce qui s'est passé pour la guerre d'Indochine notamment. Mais, dans le cas de l'Algérie, la rupture se fait de manière désastreuse : les harkis sont désarmés et abandonnés au moment du départ. Dès le printemps 1962, ils sont l'objet de représailles, qui s'amplifient après l'indépendance et qui vont faire plusieurs milliers, voire plusieurs dizaines de milliers, de victimes. En dépit de la situation, le secrétaire d'État aux Rapatriés, Robert Boulin, n'autorise le rapatriement que de 5 000 harkis, lesquels doivent justifier que le FLN les menace ! Certains officiers désobéissent aux ordres pour en envoyer clandestinement en France. Au total, 140 000 Algériens, civils et militaires, auraient traversé la Méditerranée entre 1962 et 1963, officiellement ou clandestinement. Ils sont immédiatement conduits dans cinq camps, répartis entre le Larzac (Aveyron), Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), Rivesaltes (Pyrénées-Orientales), Saint-Maurice-l'Ardoise (Gard) et La Rye-Le Vigeant (Vienne). Les conditions de vie y sont très précaires, au point que des enfants y meurent. Une partie des anciens harkis sont ensuite répartis dans des « hameaux de forestage », où ils vivent sous un régime semi-militaire. Ce n'est qu'au milieu des années 1970 que leurs enfants contestent violemment cette situation, notamment à Saint-Maurice-l'Ardoise. Certaines familles continueront pourtant à vivre dans ces lieux de relégation. Aujourd'hui, le camp de Rivesaltes est un mémorial qui célèbre notamment la mémoire des harkis.



L'ARRIVÉE, UNE FORMALITÉ PAS SI SIMPLE

Après des heures d'attente sur les quais d'Alger et une traversée lugubre, les rapatriés posent le pied sur le sol français – sans que le plus dur soit fait...

REPORTERS ASSOCIÉS/GAMMA-RAPHO

L'Algérie faisant partie des départements français, des personnes circulaient régulièrement de part et d'autre de la Méditerranée. Certains métropolitains s'installaient en Algérie, même pendant la guerre, tandis que des Européens d'Algérie retournaient en métropole. Le mouvement s'est accru au cours de la guerre. D'avril à juin 1961, on compte environ 1 500 départs définitifs par mois. Puis ceux-ci augmentent, jusqu'à devenir massifs au cours de l'année 1962, avant l'indépendance de l'Algérie: on enregistre ainsi un pic de 300 000 départs pour le seul mois de juin. Ils se poursuivront les années suivantes, mais de manière moins importante.

Les premiers pieds-noirs à quitter le territoire algérien n'ont pas été considérés comme des rapatriés. Mais, à partir de 1961, c'est le secrétariat d'État aux Rapatriés qui s'occupe d'eux. Auparavant, il existait déjà un Comité d'entraide aux Français rapatriés, créé en 1939. Il avait notamment pris en charge ceux d'Indochine, puis du Maroc et de Tunisie. Rattaché au ministère de l'Intérieur en 1958, il se transforme en commission interministérielle en 1959. Enfin, le 6 mai 1961, le secrétariat d'État aux Rapatriés, sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, voit le jour et est confié à Robert Boulin. La loi-cadre du 26 décembre 1961 élargit la définition du terme « rapatriés »,

Patte blanche Créé le 6 mai 1961, le secrétariat d'État aux Rapatriés met en place un dispositif d'accueil qui sera très vite débordé, comme ici, à Marseille, où les guichets ne désemplissent pas.

qui englobe, selon l'article 1, tous les Français d'outre-mer « ayant dû ou estimé devoir quitter, par suite d'événements politiques, un territoire où ils étaient établis et qui était antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France ». La loi prévoit aussi les procédures et les prestations temporaires de subsistance (proche du salaire minimum) pour la prise en charge des rapatriés à leur arrivée en métropole.

Le dispositif va se révéler rapidement insuffisant. Les guichets mis en place dans les ports (comme à Marseille), les aéroports et les gares sont rapidement débordés. Nombreux sont ceux qui vont devoir se débrouiller seuls. Les plus chanceux ont de la famille ou des amis qui leur offrent un point de repli sans qu'ils aient affaire aux services administratifs. ◆ >>>

« J'avais le sentiment de débarquer sur la lune »

« J'étais à l'école normale d'Alger pour devenir institutrice. Je vivais à El-Biar dans une famille juive d'Algérie, avec mon père et mes trois frères et sœur. [...] En mai [1962], il y avait des attentats à la chaîne de l'OAS. Mon professeur de philosophie m'a appelée pour me dire qu'il était impossible de passer le bac à Alger, et qu'il fallait donc que je parte pour la métropole. Il m'a dit de demander un papier officiel [...] au cas où l'OAS me contrôle, car elle interdisait aux pieds-noirs de partir. Or, ma sœur était déjà en France depuis 1954. Elle habitait Tarbes. Elle était prof et habitait la rue de l'école normale. Ça tombait bien. J'ai pu recevoir un télégramme indiquant que le lycée de jeunes filles de Tarbes acceptait de m'accueillir. Mon père m'a accompagnée jusqu'à l'aéroport, où c'était la cour des miracles. Nous avons attendu, attendu... Il n'y avait pas le choix de l'avion : soit je partais pour Marseille, soit pour Paris, soit pour Toulouse. Coup de chance, c'était pour Toulouse. Par contre, quand je suis arrivée, il n'y avait aucun accueil d'organisé. Je me suis retrouvée seule, avec mes deux valises et un sac à dos [...]. J'ai finalement pris un taxi puis le train pour Tarbes. Là, j'avais le sentiment de débarquer sur la lune. L'atmosphère était sereine, calme. Cela contrastait tellement avec ce que je venais de vivre au cours des derniers mois que je n'en ai rien dit à ma sœur et à mon beau-frère. Du reste, je n'avais qu'une chose en tête : passer mon bac. »

> **Témoignage inédit d'Anne-Marie Machtou, d'El-Biar, près d'Alger.**



KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO

« Ils osent à peine voir [...] ces docks giflés par le mistral »

L'écrivain Jules Roy, Européen d'Algérie proche d'Albert Camus, qui est devenu favorable à l'indépendance algérienne, livre son témoignage sur les retours de ses compatriotes : « Voilà, ils sont partis parce qu'ils ont peur. Jusqu'au 1^{er} juillet, cette peur va grandir et prendre des allures de panique. La raison ne les atteint pas plus qu'autrefois, et ils osent à peine voir cette ville que beaucoup d'entre eux ne connaissent pas, cette cathédrale en sucre gris, ces docks giflés par le mistral. Ce qui les rattache encore à l'Algérie, c'est l'eau du port et le bateau dont ils ont à présent tant de mal à s'arracher. Pour aller où ? Chargés de leurs maigres biens, de matelas, tirant derrière eux des chiens ou soutenant des infirmes, ils avancent en cahotant, ivres de douleur. Vous pourriez supporter ce spectacle, vous ? Moi pas, parce que ce sont les miens, que je leur ai annoncé tout ça s'ils ne partageaient pas ce qu'ils avaient avec les Arabes, et qu'à présent leur malheur m'accable avec eux. »

> **Jules Roy, *L'Express*, 1^{er} juillet 1962.**

« Mes parents avaient des biens [...], ils ont tout perdu »

« Après m'avoir laissé dans la famille de ma mère en Catalogne, mes parents sont venus en France et ont réussi à trouver un petit appartement à Béziers. Mon père était comme un lion en cage dans cet appartement. Lui qui était tout le temps dehors, à travailler dans sa petite propriété, il ne supportait pas d'être enfermé. Mes parents avaient des biens en Algérie, en particulier sa propriété qu'il avait achetée à des Arabes : ce n'était pas une concession. Mais mes parents avaient peu d'argent à

la banque, si bien qu'ils ont tout perdu. Pendant trois ans, cela a été difficile. Heureusement, ils ont pu bénéficier d'un 'prêt rapatriés'. Avec l'argent, mon père a pu acheter un domaine de vingt hectares en 1965. Ils ont été bien accueillis au village. Ils ont en particulier eu un très bon contact avec les anciens appelés du contingent, qui connaissaient l'Algérie. C'étaient les plus compatissants et aidants. »

> **Témoignage inédit de Philippe Pascal, né à Sidi-bel-Abbès.**

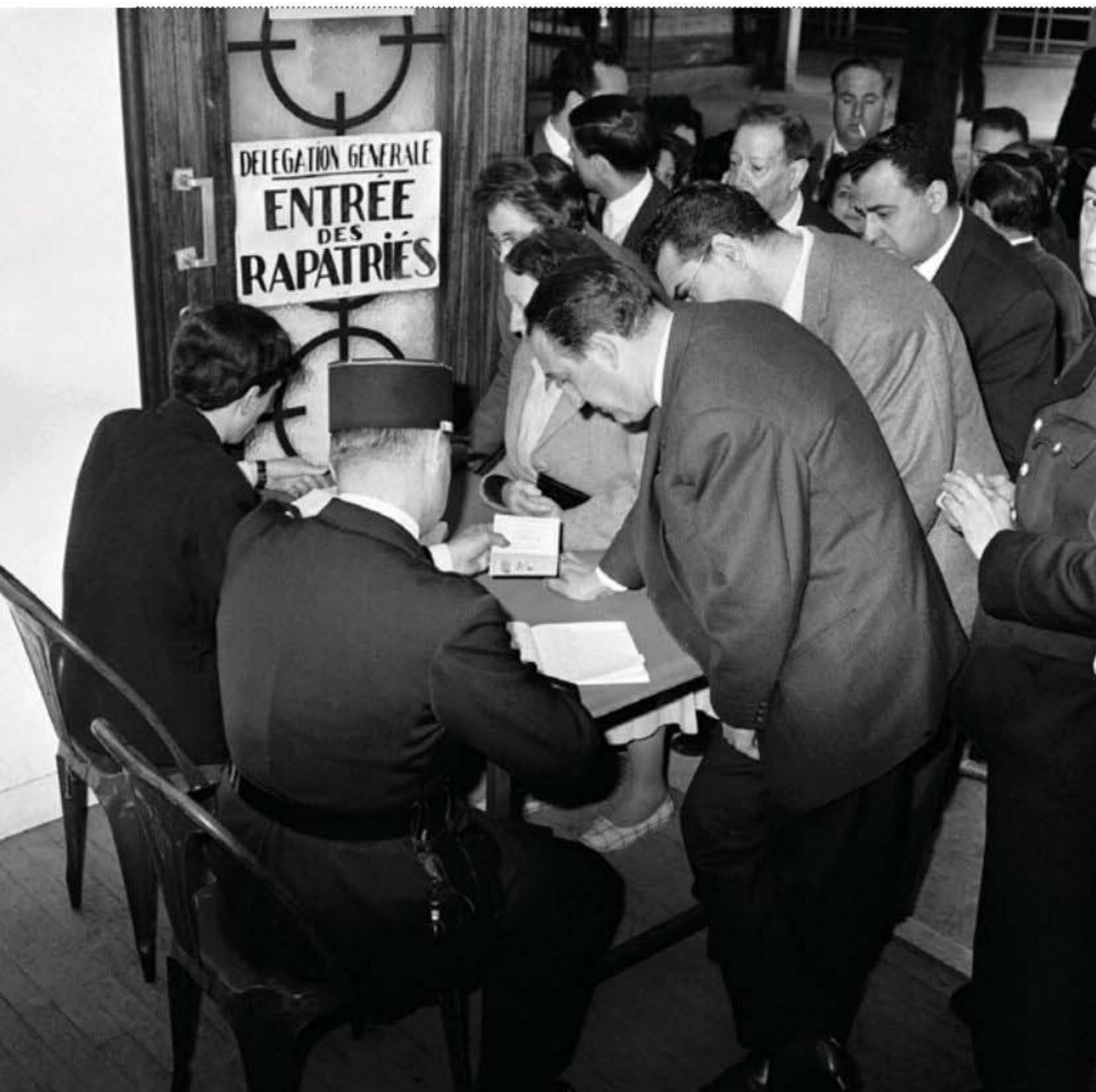
« Un certain progrès sur le néant et l'arbitraire »

Un revirement total s'est [...] produit au Parlement, dans la presse écrite et dans la presse parlée, qui a permis le vote accéléré de la loi-cadre dite d'accueil et de réinstallation des rapatriés. Il faut immédiatement déclarer que, si imparfaite qu'elle soit, cette loi n'en constitue pas moins un certain progrès sur le néant et l'arbitraire qui présidaient jusqu'alors à la répartition des maigres subsides alloués aux rapatriés. Malheureusement, l'application intégrale de cette nouvelle loi n'est pas pour demain. De longs mois vont être nécessaires pour l'élaboration des 62 décrets d'administration publique qu'elle va nécessiter. Car, si nous avons un secrétariat d'État aux Rapatriés, ses actes n'en doivent pas moins être contresignés par les ministres de l'Intérieur, des Finances, des Affaires étrangères, etc., ce qui ne simplifie rien. Mais la question temps n'est pas le seul élément d'inquiétude que nous ayons à envisager. La formule loi-cadre employée par le Gouvernement pour nous donner ces premiers apaisements a eu comme effet de priver les sénateurs et les députés du moyen de le truffer des stipulations de détail qui lui auraient donné toute son efficacité. Certes,



de nombreuses et heureuses suggestions ont été formulées [...]. Et toujours dans ses réponses le secrétaire d'État s'est montré compréhensif de notre sort [...].”

> **Propos d'André Rebreyend**, vice-président de l'Association des rapatriés d'Afrique du Nord et d'outre-mer de la région parisienne, cités dans « Assemblée générale région parisienne », *Le Pied noir*, février 1962.



« Ils ne reçoivent [les prestations] qu'après plusieurs semaines de démarches déprimantes »

Pour la plupart, ces réfugiés ont tout abandonné, leurs biens, leur situation, leurs amitiés, leurs morts, tout ce qui donnait un sens à leur existence. Dans ces conditions navrantes d'improvisation, ils viennent en métropole par mer et par air. Les uns ont des parents et des amis. Les autres, et ce sera le plus grand nombre, ne connaissent personne. Ils ont droit en théorie à des prestations. Mais ils ne les reçoivent qu'après plusieurs semaines de démarches déprimantes, alors que, à leur arrivée sur le sol de France, tout aurait dû être mis en œuvre pour rendre moins cruelle une épreuve qu'il nous appartient de les aider à surmonter le plus rapidement possible. »

> **Extrait de l'« Appel aux hommes de bonne volonté »** (18 juin 1862), écrit par Jules Romains, de l'Académie française, président du Mouvement d'entraide et de solidarité pour les Français d'outre-mer.

Liberté, Égalité... Animosité

Moins concernée par le sort de l'Algérie que par la course à la consommation, la métropole voit d'un mauvais œil l'arrivée de ces anciens « exploités » jugés bruyants et indigents.

Progressivement, les Français métropolitains se sont de plus en plus désintéressés de la situation en Algérie, en dépit de l'envoi continu des appelés du contingent.

L'opinion publique métropolitaine s'est rapidement disposée à accorder l'indépendance à l'Algérie, d'autant que les jeunes soldats étaient de plus en plus nombreux à y mourir. À la fin de la guerre, seule une frange très minoritaire désire conserver « l'Algérie française ». Les gens sont davantage préoccupés par la société de consommation, comme le montrent Chris Marker et Pierre Lhomme dans le film *Le Joli Mai*, tourné en 1962. La guerre devient plus lointaine mais se rappelle à la métropole, en particulier avec les attentats de l'Organisation armée secrète (OAS) à la fin du conflit. Lorsque les pieds-noirs arrivent sur le sol métropolitain, ils ont la réputation d'être de l'OAS et soupçonnés d'importer la violence terroriste. Du reste, la police surveille la venue de certains membres clandestins de cette organisation. En plus, pour beaucoup de « patos » [les Français de la métropole, dans l'argot algérois, NDLR], les pieds-noirs étaient des colons, des exploités qui s'étaient enrichis sur le dos des Arabes, ce que, bien entendu, l'immense majorité n'était pas. Enfin, si l'arrivée de cette population démunie suscite de l'empathie, elle peut aussi servir d'effet repoussoir : ils sont pauvres, avec leurs valises encombrantes, bruyants, avec un accent et des origines différentes, et venant prendre le travail des métropolitains avec des situations préférentielles. Le fait qu'ils ont tout perdu n'entre pas forcément en ligne de compte. Autant de réactions que l'on retrouve de tout temps avec des primo-arrivants ! ♦



Extrait des *Pieds-Noirs à la mer*, de Fred Neidhardt (éd. Marabout, coll. « Marabulles », 2013, p. 33). Dans cette bande dessinée, Fred Neidhardt raconte un épisode de son adolescence durant lequel il a séjourné chez ses grands-parents à Marseille au début des années 1980. Il revient alors sur la vie de sa famille pied-noire. Il dessine ses personnages avec des têtes d'animaux (ici, sa grand-mère), un peu à la manière d'Art Spiegelman dans *Maus*, en ne se fondant pas sur des critères d'origine ethnique mais sur des traits psychologiques.

« LES PIEDS-NOIRS, RENTREZ CHEZ VOUS ! »

« Il fait très beau lorsque le bateau arrive à Marseille. La ville a revêtu un manteau de craie douteuse. Les couleurs ocre et sèches de Notre-Dame-de-la-Garde se détachent avec peine d'un ciel encore chargé de brumes. Près du quai de la Joliette, on peut lire, sur un mur, une inscription haineuse : "Pieds-noirs, rentrez chez vous". "C'est bien ce qu'on fait, persifle le père. On est français, donc, on revient en France." Une fois débarqués, ils se rendent à la gare Saint-Charles pour se renseigner sur les horaires des trains. Il faudra attendre plusieurs heures avant qu'un d'entre eux les emmène vers Bordeaux. Le père met sa valise à la consigne et propose de visiter la ville pour passer le temps. Sur la Canebière, les passants se promènent en tenue décontractée. Tout a l'air facile. Les gens sourient facilement. Quelques garçons essaient de plaisanter avec elle, superficiels, indifférents à ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée... Là-bas, on était prêt à mourir pour la mère patrie, et la mère patrie s'en moque, tout occupée qu'elle est à jouir d'une belle matinée ensoleillée. » ♦

Michèle Barbier, *Une jeunesse comme une autre* (manuscrit inédit).

« QU'ILS AILLENT SE RÉADAPTER AILLEURS ET TOUT IRA POUR LE MIEUX »

« Il y a 15 000 habitants de trop actuellement à Marseille. C'est le nombre des rapatriés d'Algérie, qui pensent que le Grand Nord commence à Avignon. – *Et les enfants ?* – Pas question de les inscrire à l'école, car il n'y a déjà pas assez de places pour les petits Marseillais. – *Est-il vrai qu'il règne dans la ville une certaine tension entre Marseillais et pieds-noirs ?* – Oui, c'est vrai. Au début, le Marseillais était ému par l'arrivée de ces pauvres gens, mais bien vite les "pieds-noirs" ont voulu agir comme ils le faisaient en Algérie, quand ils donnaient des coups de pied aux fesses aux Arabes. Alors les Marseillais se sont rebiffés. Mais, vous-même, regardez en ville : toutes les voitures immatriculées en Algérie sont en infraction. Si les "pieds-noirs" veulent nous chatouiller le bout du nez, ils verront comment mes hommes savent se châtaigner... N'oubliez pas que j'ai avec moi une majorité de dockers et de chauffeurs de taxi ! – *Voyez-vous une solution aux problèmes des rapatriés à Marseille ?* – Oui, qu'ils quittent Marseille en vitesse ; qu'ils essaient de se réadapter ailleurs et tout ira pour le mieux. » ♦



Interview de Gaston Defferre, maire de Marseille de 1953 à 1986, « Que les "pieds noirs" aillent se réadapter ailleurs », *Paris-press l'intransigeant*, 26 juillet 1962.

« LES MARSEILLAIS NOUS REGARDAIENT COMME DES BÊTES CURIEUSES »

« Le plus dur était de ne pas être considérés comme des Français et d'être traités comme des moins que rien. Ça, moi, je supportais pas... Et pourtant je suis quelqu'un de calme. Quand j'ai dû faire modifier ma carte d'identité, le

préposé tape "Algérien" en face de la rubrique "nationalité". Là, j'ai éclaté ; je l'ai pris par le col, et j'ai dit tout ce que j'avais sur le cœur : la guerre et la libération de Marseille à laquelle j'ai participé, ma médaille militaire. Il faudrait peut-être leur dire qu'il n'y avait pas beaucoup de Marseillais pour prendre Notre-Dame-de-la-Garde... Bon, il me répond qu'il va mettre des croix sur "Algérien" et qu'il va ajouter, après, "Français". Tout net, j'ai refusé ; et il

« L'ACCENT EST TRÈS MARQUANT, COMME UNE COULEUR DE PEAU »

« J'étais partagé entre deux cultures. J'étais pied-noir par ma mère, et français par mon père. Ma famille maternelle était très "Algérie française" et même pour certains dans l'OAS. Ma mère était très enracinée en Algérie et elle a donc été déracinée. Mon père était engagé dans un tout autre modèle en Algérie. Il faisait partie des "libéraux d'Algérie", proches notamment de Jacques Chevallier, et il était permanent à Force ouvrière. Quand nous sommes arrivés en France le 22 octobre 1961, un rêve s'est effondré. Je m'étais imaginé à la suite des propos de mon père une France très hospitalière, très émancipée. Cela n'a pas été du tout le cas. J'ai été très mal accueilli, assimilé à un réfugié en quelque sorte. Mon père avait pris des risques contre l'OAS et continuait à en prendre. Il s'est trouvé totalement relégué à Force ouvrière, sans mandat, sans travail même. La situation économique était très précaire. C'était très traumatisant. Le départ avait été très traumatisant déjà, surtout pour ma sœur, qui était plus grande. Les attentats aveugles de l'OAS l'ont très fortement marquée. Ce n'était pas mon cas. Pour moi, le traumatisme s'est fait en France, où je ne me suis pas retrouvé dans mon pays. On s'est retrouvés dans un pays étranger. L'accent est très marquant, comme une couleur de peau. Dans ma classe à l'école, j'étais mis à part. En plus, il fallait que je rattrape le niveau, ce n'était pas évident. Enfin, ma famille qui est arrivée avec le gros de l'exode a éclaté. Nous ne nous fréquentions plus. » ♦

Témoignage inédit du chercheur Jean-Louis Marçot, né à Alger.

m'a refait tout de suite une autre carte d'identité. Je suivais avec lui pour qu'il ne se trompe pas à nouveau... En plus, [les Marseillais] nous regardaient comme des bêtes curieuses. Et, pour eux aussi, ça devait être dur parce qu'ils ne comprenaient pas. Allez savoir ce qu'on avait pu leur dire sur nous pour qu'ils nous accueillent ainsi ! » ♦

Témoignage d'un pied-noir rapporté par Jean-Jacques Jordi dans *1962 : l'arrivée des pieds-noirs* (Autrement, 1995, p. 45-46).

L'ASSOCIATION FAIT LA FORCE

L'arrivée des rapatriés attise un mal français : le manque d'hébergement. Les bénévoles se mobilisent pour trouver des solutions d'accueil.

Depuis la Libération, le logement est un problème récurrent en France.

Les années de reconstruction sont loin d'avoir résorbé le problème, comme l'expose au grand jour l'abbé Pierre dans son fameux appel du 1^{er} février 1954. Or, les rapatriements d'Indochine puis du Maroc et de Tunisie vont amener de nouvelles personnes sur le territoire métropolitain. Si certains se débrouillent facilement, d'autres, au contraire, pauvres déjà dans leur pays d'origine, se retrouvent encore plus marginalisés en France métropolitaine. Parmi eux, certains sont hébergés dans des bidonvilles, comme celui de Noisy-le-Grand, ainsi que le raconte un article du *Pied noir*. Ils rejoignent le sort d'exclus, mais aussi de travailleurs immigrés qui peuplent alors ces campements de fortune des grandes villes françaises, comme à Champigny, à Nanterre ou encore à Lyon. Si les gouvernements mettent en place un secrétariat d'État aux Rapatriés, qui deviendra même un ministère, les moyens sont insuffisants face au mouvement de population massif du printemps 1962.

Dans cette situation, des associations viennent suppléer aux carences de l'autorité publique. C'est ainsi que l'on trouve, par exemple, des associations comme la Croix-Rouge, qui accueille les malades et les jeunes enfants dans le port de Marseille. C'est aussi la raison d'être de La Cimade, d'obédience protestante, spécialisée dans l'accueil

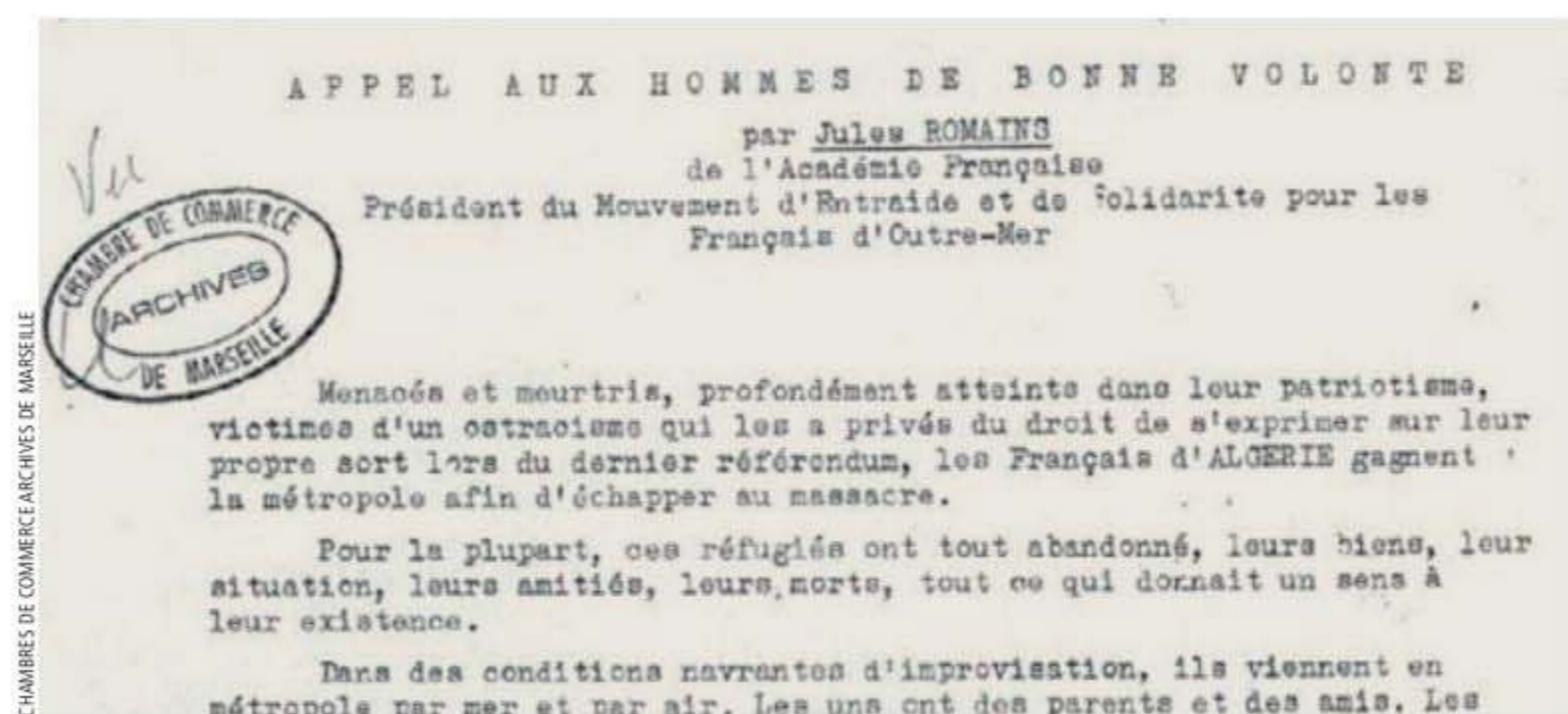
des réfugiés. Le Secours catholique y participe aussi, que ce soit dans le port de Marseille ou encore directement auprès des familles françaises. D'autres associations religieuses, comme le Fonds social juif unifié, participent à ce soutien.

Les premiers rapatriés commencent eux aussi à se rassembler, notamment au sein de l'Association nationale des Français d'Afrique du Nord et d'outre-

mer et leurs amis, fondée à Paris en octobre 1956, notamment par l'avocat Pierre Reveillaud, son premier président. L'écrivain Jules Romains, partisan de « l'Algérie française », créa également une association d'aide aux rapatriés : le Mouvement de solidarité et d'entraide pour les Français d'outre-mer (1962).

Enfin, d'autres associations locales ou militantes s'impliquent aux côtés des Français d'Algérie. Une petite association comme l'Action civique non violente, ayant condamné les camps d'internement et défendu les objecteurs de conscience pendant la guerre, vient au chevet des rapatriés en 1962, notamment des harkis.

Toutes ces associations aident à orienter les familles selon leurs ressources et leurs possibilités d'hébergement. Le cas échéant, elles facilitent leur logement en urgence dans des centres ou des hôtels. Enfin, elles les dirigent ailleurs en France, là où il existe davantage de capacité d'accueil. ♦



L'APPEL DE JULES ROMAINS « AUX HOMMES DE BONNE VOLONTÉ »

“ Le Mouvement de solidarité et d'entraide pour les Français d'outre-mer créé le 12 janvier 1962 a maintes fois alerté les autorités responsables sur l'ampleur du drame qui se préparait. Aujourd'hui, une vision d'exode nous obsède. Pouvons-nous avoir l'esprit en paix, quand, sur les rives de la Méditerranée, nos frères se pressent pour échapper à quelque nouveau Dunkerque sur un fond d'Oradour ? Pouvons-nous rester insensibles à tant de détresse ? Au monde qui nous observe et pour compenser le silence et l'insensibilité qu'affiche le pouvoir, les Français, tous les Français doivent montrer qu'ils sont hommes de cœur et de parole. Ils doivent, dans un même élan de générosité, sans délai et avec tous leurs moyens, recevoir, aider et comprendre les Français d'Algérie. La France ne serait plus reconnaissable si elle cessait d'être une patrie accueillante, affectueuse et fraternelle.”

► Paris, le 18 juin 1962.

FRANÇAIS

DE LA METROPOLE

De tout votre cœur,
Avec tous vos moyens



ACCUEILLEZ

LES FRANÇAIS D'ALGÉRIE

Mouvement d'Entraide et de Solidarité pour les Français d'Outre-Mer

12, rue Richer Paris 9^e, CEP 114063, M.E.S.F.O.M.

Président : M^r JULES ROMAINS de l'Académie Française

« LA FRANCE DOIT OFFRIR À SES ENFANTS LE SECOURS DE LA COMMUNAUTÉ »

“ Tous les Français rapatriés, qu'ils aient besoin ou non d'une aide matérielle, doivent avant tout se sentir entourés d'une atmosphère de sympathie et de compréhension. De tout temps, en France, une épreuve nationale appelait aussitôt, dans un sentiment de solidarité, l'aide de tous les Français en faveur des victimes. Il semble que le retour des Français obligés de quitter le pays où ils résident n'ait pas provoqué le même élan de solidarité. L'opinion publique, peut-être insuffisamment informée, [...] n'a pas éprouvé la nécessité d'agir. [...] La France doit savoir offrir à ses enfants le secours de la communauté à laquelle ils n'ont jamais cessé d'appartenir; elle doit prendre la défense de leurs droits.”

► JO du 16 septembre 1961, avis et rapports du Conseil économique et social, « Problèmes posés par la réintégration des Français d'outre-mer dans la communauté nationale », séances des 25 et 26 juillet 1961, p. 1002.



Tranche de vie À l'aéroport d'Orly, à Paris, les associations occupent le centre d'accueil pour distribuer boisson et nourriture aux plus jeunes. • Photo du 27 mai 1962.

« L'ÉGLISE A FAIT APPEL À LA SOLIDARITÉ NATIONALE »

“ C'était en juin 1962; j'avais 16 ans; à la maison, on parlait beaucoup politique. Mes parents étaient, depuis le début de la guerre, pour l'indépendance de l'Algérie, ce qui était plutôt rare dans ce milieu social, bourgeois et catholique. Lorsque l'Église a fait appel à la solidarité nationale pour accueillir les rapatriés, dans l'attente de solutions durables, mes parents ont répondu présents et indiqué qu'ils accueilleraient aussi bien des harkis que des rapatriés. On avait déjà parqué les premiers à leur arrivée à Marseille... Je me revois avec ma mère dans des locaux ou erraient, l'air désespéré, des femmes et des enfants: il n'y avait pas d'hommes, ils étaient à la recherche de solutions durables: logement, emploi, papiers, etc. Je n'ai pas oublié ces

visages. On nous a proposé de prendre chez nous pendant le mois de juillet une petite fille: Marie-Louise, 10 ans, d'origine espagnole, fille de pêcheur du port d'Oran. Elle voulait bien nous suivre, à condition qu'on emmène aussi sa cousine Joëlle, 12 ans, également fille de pêcheurs. Alors, les deux sont venues avec nous. Pendant un mois, elles ont partagé la vie familiale; elles nous ont raconté spontanément leur départ dans l'urgence, l'abandon de leurs maigres biens – c'étaient des pieds-noirs pauvres – et ont fièrement précisé que leurs parents avaient 'tout cassé' dans l'appartement oranais pour que 'les Arabes' n'en profitent pas. C'étaient des enfants et le mois de juillet fut joyeux à la maison. Marie-Louise était la gaieté même; Joëlle, plus réservée, se moquait discrètement de

mes parents. Notre vie était tellement différente de ce qu'elles avaient connu jusqu'alors. Elles ne semblaient pas traumatisées. J'avais une collection de *Tintin* et le leur avais bien volontiers prêtée: j'ai découvert avec rage que sur *Le Crabe aux pinces d'or* était noté – bien appuyé, indélébile au stylo-bille – 'OAS vaincra'. J'ai rouspété – sans chercher à savoir qui avait écrit – et leur ai dit méchamment que c'était des bêtises et que l'OAS avait perdu. [...] À la fin du mois elles sont reparties dans leurs familles qui avaient trouvé à s'installer à Port-Vendres et à Collioure. Nous n'avons plus jamais entendu parler de ces deux petites filles, sinon en 1963, lorsque Marie-Louise qui avait fait sa communion solennelle nous a envoyé une image.”

► Témoignage inédit d'Édith V.



Chemin de croix Contrairement à l'idée reçue alors, les rapatriés ne forment pas une caste de riches colons. Leur niveau de vie était souvent plus bas qu'en métropole; et les plus aisés (cadres et commerçants), propriétaires d'une maison, n'ont pu vendre leurs biens avant de partir. Face à cette population déboussolée et dénuée des ressources nécessaires à son installation, la solidarité s'organise sur les quais et pistes d'aérodrome de France. • Toulon, 19 juillet 1962.

AFP DR LICENSORS

Le Château de France et son mobilier « Louis-Caisse »

vu par **André Rebreyend***

« Il faut avoir vu ça pour le croire. Et l'ayant vu, on se demande le lendemain si l'on n'a pas rêvé. Hélas, non, puisqu'à la suite des interventions répétées du bureau de notre section parisienne de l'Association nationale des rapatriés, et de la mort atroce de deux fillettes, la grande presse, la radio et la télévision, se sont enfin intéressées au sort du malheureux troupeau humain grouillant au lieu-dit: "Château de France", à une demi-heure de voiture de la capitale. Au fur et à mesure que l'on pénètre dans le camp, on se sent envahi par une sorte d'angoisse, d'abord inexplicable. La désolation du paysage, l'aspect insolite des "maisons", la maigreur de la rare végétation, l'allure des habitants se livrant à une sorte de steeple au-dessus de la succession de mares qui constituent l'essentiel de la voirie de leur cité, le regard terne des enfants, et bien d'autres observations vous transportent rapidement dans une ambiance d'où toute humanité serait exclue.

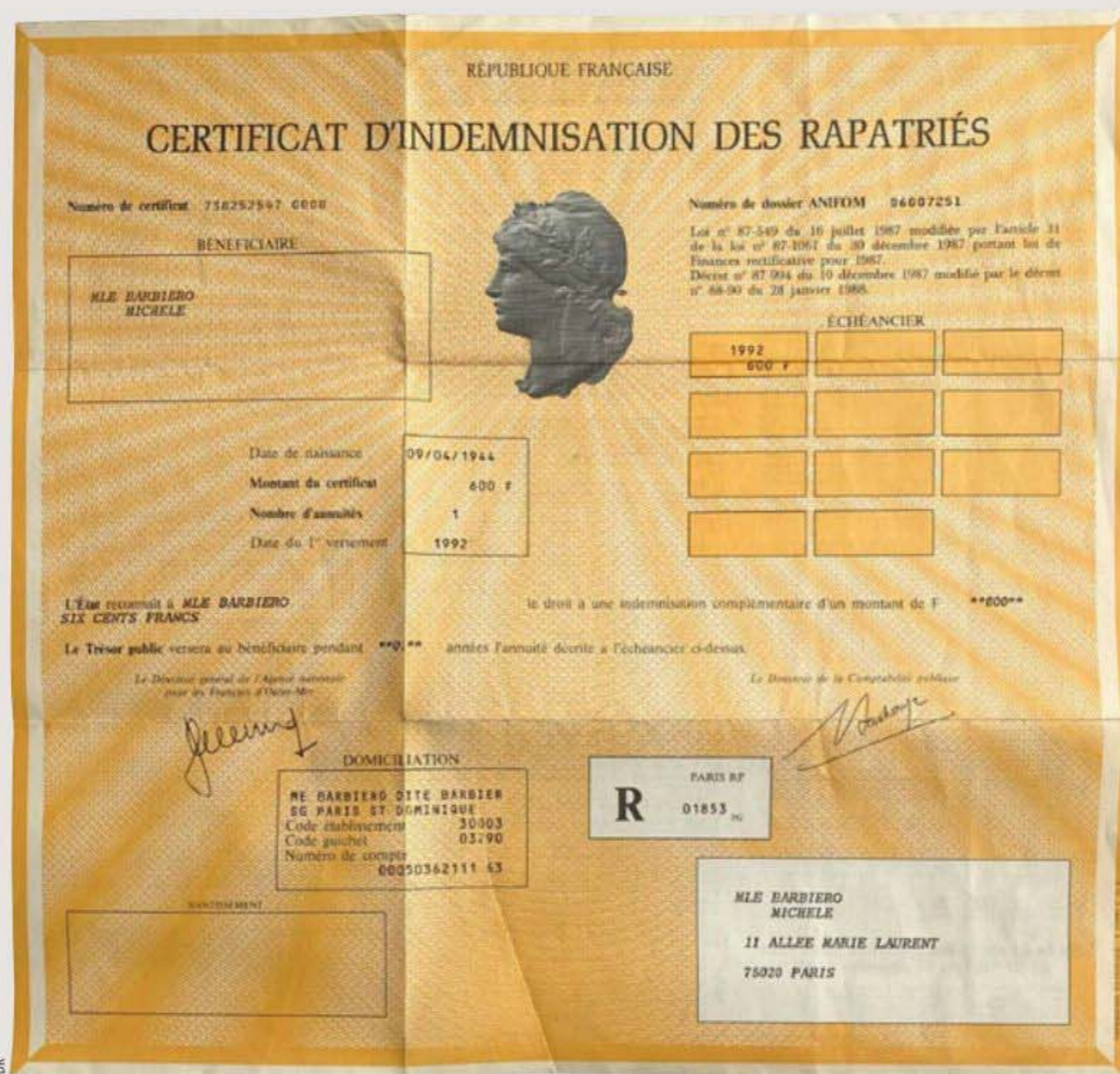
Au moment d'entrer dans l'une des deux cent cinquante "maisons" qui composent le camp, un écriteau tracé d'une main malhabile attire l'attention. "Cité de l'avenir", peut-on lire. Allons, tant mieux. Il y a donc ici des gens qui ne désespèrent pas. Hélas! je serai bien vite détrompé. L'un de ces "Châtelains de France" va s'en charger. [...] "Constatez, me dit-il, quelle est notre existence dans cet 'igloo', constitué par un assemblage de plaques de fibrociment ondulées et courbées dont on a oublié d'obturer la jonction avec un peu de ciment ou de mastic. De telle sorte que vent et pluie entrent chez nous comme chez eux. À la moindre averse, nos quelques meubles, style 'Louis-Caisse', c'est le plus répandu ici, et nos maigres matelas jetés à même le sol, sont inondés." »

► « Dante ne l'avait pas prévu. Le pourrissoir du "Château de France" », *Le Pied noir*: bulletin mensuel, décembre 1960.

* Journaliste et écrivain, ancien rédacteur en chef du *Progrès marocain*.

Les indemnisations : un casse-tête au long cours

Dossier épineux, le dédommagement des pieds-noirs privés ou spoliés de leurs biens en Algérie continue d'occuper nos députés.



Billet La loi du 16 juillet 1987 octroie aux rapatriés un complément d'indemnisation et un certificat, comme ici, où M^{me} Michèle Barbiero reçoit 600 francs en complément de l'argent déjà obtenu par ses parents pour la perte du domicile familial.

Le principe de l'indemnisation des biens abandonnés ou spoliés des rapatriés est affirmé dans la loi du 26 décembre 1961, mais c'est seulement au cours de l'année 1962 que les premières structures sont mises en place : tout d'abord, le Service des biens, puis l'Agence de défense des biens et intérêts des rapatriés. Dans le même temps, l'Algérie considère que les biens des Européens d'Algérie sont « vacants » et nationalise les propriétés agricoles et

industrielles. L'une des réclamations récurrentes des associations d'aide aux rapatriés, relayées par des députés à l'Assemblée nationale, concerne leur indemnisation. Ainsi, en 1963, pas moins de 21 questions sont posées à l'Assemblée nationale sur ce thème, et 60 jusqu'à la fin de la décennie. Il faut cependant attendre la fin de la présidence du général de Gaulle pour que l'indemnisation trouve une issue favorable : le 15 juillet 1970, la loi relative à une contribution nationale à l'indemnisation est votée. Dès lors, l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer reçoit les dossiers de déclaration de perte, comme le montre l'exemple de la famille Gonzales (*lire page ci-contre*). Le gouvernement estime que c'est à l'Algérie d'indemniser les rapatriés, c'est pourquoi il ne veut pas allouer des sommes recouvrant la totalité de la valeur des biens. Mais il fait en sorte d'indemniser intégralement les plus modestes (jusqu'à 20 000 francs de perte), et de manière dégressive au-delà : un couple ayant perdu plus d'un million de francs de patrimoine ne récupérera pas plus de 160 000 francs.

L'article 4 met le feu aux poudres

Au fur et à mesure, les lois se multiplient, notamment pour venir en aide aux plus modestes, qui continuent à rencontrer des difficultés financières. Il faut en effet préciser que les prêts qui avaient été contractés en Algérie devaient continuer à être remboursés, et que les rapatriés devaient également les intérêts des prêts qui leur avaient été alloués pour s'installer. Sous la présidence Mitterrand, un secrétariat d'État dirigé par Raymond Courrière est même créé à leur intention. La loi du 6 janvier 1982 poursuit le processus et introduit pour la première fois (sans les nommer) la possibilité pour les harkis de se faire indemniser. Avec la loi du 16 juillet 1987, les rapatriés reçoivent un complément d'indemnisation et un certificat (*illustr.*). De nouvelles lois sont promulguées au cours des années 1990 et 2000, plus particulièrement

à destination des harkis, qui ont longtemps été les oubliés de l'indemnisation – et les oubliés tout court. La loi du 23 février 2005 «portant reconnaissance de la nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés» est sans conteste celle qui a posé le plus de problèmes. En effet, son article 4 (supprimé depuis lors) demandait aux programmes scolaires de reconnaître le «rôle positif» de la colonisation, soulevant un tollé du corps enseignant. La dernière loi a été votée en 2019, en faveur des harkis. Aujourd'hui encore, il existe un groupe d'études sur les rapatriés au sein de l'Assemblée. ♦

MOB **A. N. I. F. O. M.**
AGENCE NATIONALE
POUR L'INDEMNISATION DES FRANÇAIS D'OUTRE-MER
 INDEMNISATION DES FRANÇAIS DÉPOSSEDÉS DE BIENS SITUÉS DANS
 UN TERRITOIRE ANTÉRIEUREMENT PLACÉ SOUS LA SOUVERAINETÉ,
 LE PROTECTORAT OU LA TUTELLE DE LA FRANCE
 Loi n° 70-532 du 15 juillet 1970

**DÉCLARATION DE PERTE DE MEUBLES MEUBLANTS
 D'USAGE COURANT ET FAMILIAL**

POUR TOUTES LES PERSONNES DÉSIGNÉES DANS LES DIFFÉRENTES RUBRIQUES À REMPLIR, INDICHER, SI POSSIBLE, DANS L'ORDRE DE L'ÉTAT CIVIL : LE NOM COMPLET (EN MAJUSCULES) ET TOUTS LES PRÉNOMS.

I RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU DÉCLARANT

NOM : GONZALES NOM DE JEUNE FILLE (POUR LES FEMMES MARIÉES) :

PRÉNOMS : Manuel LIEU ET DATE DE NAISSANCE : Lidi 1911 - 5 Avril 1911

DOMICILE DANS LE TERRITOIRE OU A EU LIEU LA DÉPOSSESSION : 11 Rue General CLAUDE ORAN PÉRIODES DE RÉSIDENCE DANS LE TERRITOIRE OU A EU LIEU LA DÉPOSSESSION :

DU Avril 1911 AU 11 juillet 1962
 DU AU
 DU AU

DATE DU RAPATRIEMENT : 11 juillet 1962 DÉPARTEMENT D'ACCUEIL : Seine - Seine

SI VOUS AVEZ ÉTÉ RAPATRIÉ EN QUALITÉ D'AGENT CIVIL OU MILITAIRE DE L'ÉTAT, D'UNE COLLECTIVITÉ PUBLIQUE
 OU D'UNE ENTREPRISE CONCEDEE OU CONTRÔLÉE PAR ELLE, INDICHER CI-DESSOUS :

NOM DE L'ADMINISTRATION OU DU SERVICE PUBLIC METROPOLITAIN DE PRISE EN CHARGE OU DE RATTACHEMENT : VOS GRADES, FONCTIONS ET ADRESSE ADMINISTRATIVE AU MOMENT DE VOTRE RECLASSEMENT EN METROPOLE :

AUTRES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE QUARTIER :

6 CONDITIONS ET LIEU DE LA DÉPOSSESSION

EXPOSER SOMMAIREMENT LES CONDITIONS ET CIRCONSTANCES DANS LESQUELLES A ÉTÉ OPÉRÉE LA DÉPOSSESSION, PRÉCISER LA DATE ET LE LIEU DE CETTE DÉPOSSESSION :

Maison pillée et vidée de ses meubles fin juin 1962 -

À échéance Le 11 juillet 1962, les Gonzales furent Oran en abandonnant leur maison – « le couronnement » de leur travail. Ils devront attendre la loi du 15 juillet 1970 pour en déclarer la perte.

Le dossier Gonzales

Manuel Gonzales, ancien athlète et footballeur, travaille comme employé de banque. Son épouse est mère au foyer et s'occupe de leurs deux enfants, Anne-Marie et Jean-Jacques. Ils habitent un petit appartement vétuste situé rue Jules-Ferry à Oran. Avec leurs économies, ils font construire en 1958 une maison à Protin, à l'angle de la rue Claverie et d'une rue encore sans nom, en lisière du quartier dit « arabe », le Gourbi, où les maisons sont faites de terre. Comme l'écrit plus tard leur fils, Jean-Jacques, dans son livre *Oran* (éd. Séguier, 1997) : « La construction de notre maison était le couronnement du travail de notre père et de notre mère. C'était la satisfaction du milieu de leur vie, le vrai commencement de la nôtre, pour ma sœur, pour moi, et surtout, le début d'une ère de prospérité pour nous tous. » Faute d'argent, les finitions ne sont pas terminées. Qu'à cela ne tienne, la famille s'y installe et noue des liens avec les gens du quartier, tant Européens qu'Algériens. Mais, en 1962, la violence devient insupportable. Les enfants sont envoyés en juin en métropole. Les parents échappent aux massacres

du 5 juillet 1962, durant lesquels plusieurs centaines d'Européens ont trouvé la mort. Jean-Jacques Gonzales imagine leur départ : « Quand ils partirent définitivement de la villa, après avoir pris ce qu'ils pouvaient prendre, je suppose qu'ils ont fait un tour dans les vastes pièces de notre maison, qu'ils les ont regardées l'une après l'autre un court moment, qu'ils ont accompli les gestes habituels qui expriment le regret et la lassitude, probablement touchant de la paume de la main le bois d'un meuble, l'arrondi d'une rampe, le plâtre d'un mur, que leur visage ait été faiblement éclairé par les reflets du soleil naissant ou couchant sur le marbre blanc de notre grand escalier, que leur voix a tremblé quand ils se sont dit quelques mots. Ma mère a suggéré de laisser le gaz ouvert pour que tout s'embrase. Mon père ne l'a pas voulu. Il a fermé la porte à clé avant de partir. » La famille s'installe ensuite dans la région parisienne. En 1970, les Gonzales remplissent le dossier d'indemnisation. Celui-ci stipule que la maison a été « pillée et vidée de ses meubles, en juin 1962 » (illustr. ci-dessus).

D'ALGER À PARIS, ILS TIEN

Déjà lancés ou dans les langes au moment de l'indépendance, ces Européens et Juifs d'Algérie ont (pour)suivi à leur retour en France des trajectoires qui les ont portés, dans bien des domaines, au firmament. Pour certains, au contraire, juillet 1962 a marqué une rupture, la fin d'une époque, celle d'une Algérie française évanouie comme un mirage.

Enrico Macias, l'enfant du pays

Gaston Ghrenassia est né dans une famille juive d'origine berbère, à Constantine, le 11 décembre 1938. Son père est violoniste dans l'orchestre de Cheikh Raymond, le maître du malouf, une musique arabo-andalouse. Gaston apprend la guitare, d'abord seul, à partir de 8 ans. Ce sont des amis gitans qui le surnomment « le petit Enrico », prélude à son nom d'artiste. Ses talents de guitariste lui ouvrent les portes de l'orchestre de Cheikh Raymond. La fille de ce dernier, Suzy, deviendra même son épouse. Mais Cheikh Raymond, symbole de la fraternité judéo-arabe, est exécuté par le FLN le 22 juin 1961. Dès lors, les Ghrenassia sentent qu'il n'est plus possible de rester en Algérie.

Un mois plus tard, le 29 juillet, Gaston Ghrenassia quitte son pays. Sur le *Sidi Okba*, qui le transporte de Philippeville (l'actuelle Skikda) à Marseille, il compose sur sa guitare les accords et les premières paroles d'une chanson qui deviendra célèbre, *Adieu mon pays*, véritable complainte des exilés (p. 52). Dans un premier temps, la famille vit à Vichy, avant d'emménager à Paris. Il tente alors de se lancer dans la musique arabo-andalouse, mais les débuts sont très difficiles. Il veut changer de nom, pense à ne conserver que la fin du sien, « Nassia », mais son interlocuteur

entend « Macias ». Le voilà italo-espagnol : il sera Enrico Macias. Le 5 octobre 1962, il interprète dans la célèbre émission *Cinq colonnes à la une* une chanson à l'occasion d'un reportage sur l'accueil des pieds-noirs en France. C'est une traînée de poudre.

Chanteur de la paix

Son premier 45 tours, *L'Oriental*, sort chez Pathé Marconi. Puis c'est au tour de l'album, l'année suivante, porté par sa chanson phare : *Enfants de tous pays*. Les concerts se succèdent : il fait l'Olympia en 1964 puis en 1965. Il est porté par les pieds-noirs, car ses chansons exaltent la nostalgie et la

fierté de leur pays perdu. Mais son succès dépasse largement ce seul public, le chanteur touche tous les Français, puis le monde entier ; il enchaîne les concerts en URSS, en Israël, au Canada, aux États-Unis, au Japon, en Égypte. Il reçoit le titre de « Chanteur de la paix » en 1980. Il désire à plusieurs reprises se produire en Algérie à partir des années 2000, mais les autorités algériennes refusent à cause de son soutien à Israël. Cela ne l'empêchera de lâcher dans un souffle camusien : « Si la France est ma mère adoptive, l'Algérie est ma mère. » ♦



NENT LE HAUT DE L'AFFICHE



Roger Hanin, dans la peau de Navarro

Roger Lévy est né le 20 octobre 1925 à Alger dans une famille modeste de la Casbah, qui s'installe ensuite dans le quartier de Bab-el-Oued. Après la Seconde Guerre mondiale, pendant laquelle il a subi les discriminations du régime de Vichy imposées en Algérie, il suit des études de pharmacie à Alger puis à Paris. Il découvre le théâtre et le cinéma à partir de 1952. Mais c'est longtemps après la fin de la guerre d'Algérie que sa carrière s'envole, grâce à un autre pied-noir, Alexandre Arcady, pour lequel il incarne des pieds-noirs hauts en couleur dans *Le Coup de sirocco* (1979), *Le Grand Pardon* (1982) ou encore *Le Grand Carnaval* (1983). Toutefois, le rôle qui assure la pérennité de son succès, c'est celui du commissaire Navarro, qu'il a incarné tout au long des 108 épisodes diffusés sur TF1 de 1989 à 2008.

En 1979, Alexandre Arcady consacre un film à l'exode des pieds-noirs, *Le Coup de sirocco*, avec l'attachant trio Marthe Villalonga, Roger Hanin et un petit nouveau, Patrick Bruel.

BRIDGEMAN IMAGES

Patrick Bruel, du sirocco au vent de folie

Patrick Bruel – de son vrai nom Patrick Benguigui – est né le 14 mai 1959 à Tlemcen, dans l'Ouest algérien. Sa famille est d'origine juive berbère. Peu après sa naissance, ses parents se séparent. Il reste vivre avec sa mère, enseignante, qui quitte l'Algérie en juin 1962. Patrick et sa mère s'installent à Argenteuil. Il découvre la chanson francophone, le théâtre. Son beau-père, René Moreau, lui fait découvrir le jeu à l'adolescence. Au cours des années 1970, sa passion pour la chanson s'affirme, mais c'est au cinéma qu'il fait ses premières armes, dans *Le Coup de sirocco*, d'Alexandre Arcady. Poursuivant sa carrière d'acteur, il commence le chant et sort son premier album en 1986. Trois ans plus tard, la « Bruelmania » commence avec son album *Alors regarde*, qui contient le titre *Casser la voix*. Bien qu'il ne garde pas de souvenir de sa petite enfance en Algérie, il déclare aimer sa terre natale et vouloir y donner un concert. Mais il serait empêché d'y venir du fait de ses positions jugées trop pro-israéliennes par le pouvoir algérien. ♦

L'image du père

Il se marie avec la sœur de Danièle Mitterrand le 4 août 1959, du mari de qui il est très proche, personnellement et politiquement. Il se rapproche ensuite un temps du Parti communiste, qui avait les faveurs de son père. Mais, à l'élection présidentielle de 2007, il soutient Nicolas Sarkozy. Il est victime d'un accident vasculaire cérébral en 2009, qui le diminue physiquement et psychologiquement. En 2012, il retourne visiter son quartier natal. Trois ans plus tard, le 11 février 2015, il décède. Il est inhumé dans le carré juif du cimetière Saint-Eugène à Alger, à proximité de la tombe de son père. ♦

Alain Afflelou, les yeux vers Mascara

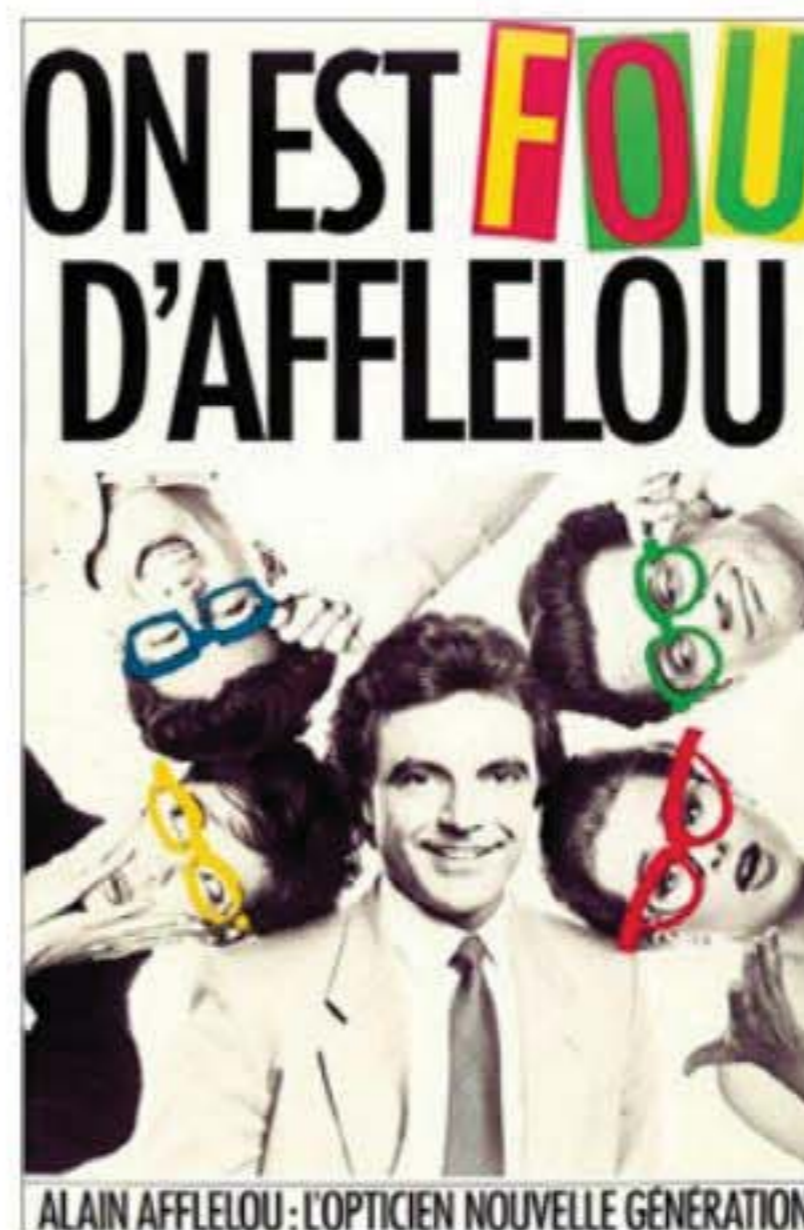
Alain Afflelou est né le 1^{er} janvier 1948 à Mascara, près d'Oran. Son père est artisan boulanger. Au moment de la déclaration de sa naissance, l'accent arabe de son grand-père est mal compris par l'officier d'état civil, qui écrit « Afflelou » au lieu d'« Afflalou ». À l'indépendance de l'Algérie, toute sa famille s'installe à Bordeaux. Il a alors 14 ans. C'est le début de l'adolescence. Ses parents sont malheureux. Son père change de métier et tient un pressing. Lui découvre la liberté ; il n'est plus sous surveillance, comme en Algérie, du fait de la violence qui y régnait durant le conflit. En 1967, il est le premier de sa famille à obtenir le bac. Il fait même croire à son père qu'il est le premier de sa classe, alors qu'il n'est que le premier de la liste ! Il suit ensuite des études d'optométrie à Paris, puis ouvre

son premier magasin, Optica, à Bordeaux. C'est le début du succès : il crée la chaîne à son nom six ans plus tard.

Personnage charismatique, il se met en scène dans les spots publicitaires vantant ses produits et propose notamment des montures à moitié prix, clé de son succès. Sa marque s'installe en Belgique, en Espagne, en Suisse, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Vietnam. Aujourd'hui, elle est présente dans 20 pays. Le cap des 1 000 points de vente dans le monde

est franchi en 2009 ; il y en a aujourd'hui plus de 1 400. S'il est un temps sponsor du club de football Paris Saint-Ger-

main, Alain Afflelou n'oublie pas ses attaches bordelaises en soutenant les Girondins de Bordeaux, dont il est même le président de 1991 à 1996. Mais ses origines algériennes sont les plus profondes. Il est retourné plusieurs fois



de l'autre côté de la Méditerranée, la première en 1975. Là, il découvre que l'on possède une mémoire olfactive. Sur une plage, il s'enivre des odeurs de son enfance, quand les côtes méditerranéennes de France ne lui laissent pas les mêmes sensations... Il retourne à son ancien domicile, à son lycée, à Sidi-bel-Abbès. Il a séjourné depuis six ou

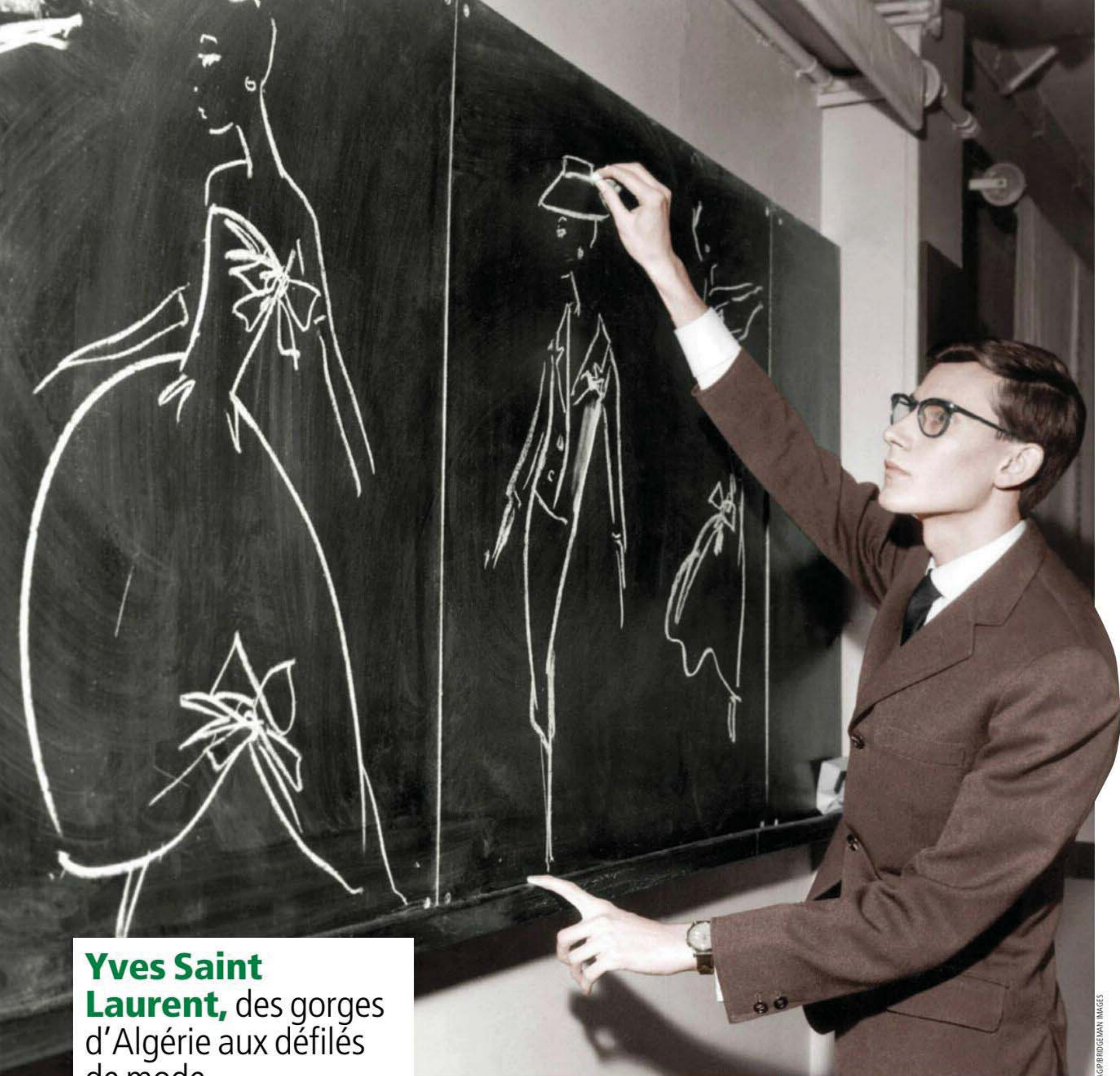
sept fois en Algérie, la dernière dans les années 2000, où il dira : « Aujourd'hui, je regrette mon pays. » ♦



Henri Borgeaud, avec son fils, se remémore le temps des orangers devant une photo de 1932 où posent ses anciens employés du domaine de La Trappe.

Henri Borgeaud, « le Seigneur » privé de royaume

Né en 1895 à Alger dans une famille d'origine suisse, Henri Borgeaud devient un industriel de renom en Algérie en administrant des entreprises prestigieuses, comme les cigarettes Bastos, les cimenteries Lafarge et la Compagnie des phosphates de Constantine. Il possède aussi un important domaine foncier, dont celui de La Trappe, à Staoueli. Pratiquant une forme de « colonialisme paternaliste », il est surnommé « le Seigneur » par ses ouvriers agricoles, qu'il traite avec bienveillance. C'est aussi un homme engagé politiquement : maire, il devient président du conseil général d'Alger et même sénateur radical-socialiste. Pendant la guerre, il défend les Européens d'Algérie tout en prônant une société moins inégalitaire. Symbole, parmi d'autres, de la colonisation, il est la cible d'un attentat à Paris en 1957, dont il réchappe. À l'indépendance, il décide de rester dans son pays, l'Algérie, mais en 1963 des soldats en armes envahissent son domaine et lui donnent deux heures pour déguerpir. Il tient à payer ses ouvriers avant. Le couple s'installe à Houlbec-Cocherel (Eure). Henri Borgeaud meurt le 30 mai 1964, dans l'amertume. À son enterrement, d'anciens employés algériens viennent déposer de la terre et quelques plantes de La Trappe. Son nom est resté comme le symbole de la colonisation outrancière, tout en étant finalement peu connu : Wikipédia ne consacre que deux lignes à sa biographie. ♦



Yves Saint Laurent, des gorges d'Algérie aux défilés de mode

Yves Saint Laurent est né le 1^{er} août 1936 à Oran, dans une famille d'origine alsacienne. Son père est président d'une compagnie d'assurances et possède une chaîne de cinémas d'Afrique du Nord. Sa mère, oranaise, est la fille d'un ingénieur. Yves Henri Donnat, futur Yves Saint Laurent, est leur fils aîné. Il passe sa jeunesse en Algérie, où il obtient le baccalauréat. Il arrive à Paris en 1955 et commence à suivre des cours de dessin à l'École de la chambre syndicale de la couture. En janvier 1955, il est présenté à Christian Dior, dont il

devient l'assistant. Deux ans plus tard, Christian meurt d'une crise cardiaque. À peine âgé de 21 ans, Yves Saint Laurent prend la tête du groupe Dior.

L'Afrique à l'honneur

En janvier 1958, il présente sa première collection, « Trapèze », qui obtient un grand succès. Mais il doit faire son service militaire. Il est hospitalisé pour dépression au Val-de-Grâce. Il est licencié de la maison Dior en 1960. Avec Pierre Bergé, il décide alors de créer sa propre maison. Sa première collection est présentée le 29 janvier

En 1957, à 21 ans, le styliste élevé au rang d'artiste prend les rênes de la maison Dior, où sa ligne « Trapèze » va triompher.

1962. Le succès est planétaire. Si Yves Saint Laurent ne retourne pas en Algérie, il retrouve un peu de ses racines à Marrakech, où il se rend deux fois par an pour créer ses collections à partir de 1966. Celle de 1967 rend d'ailleurs hommage à l'Afrique. En 1980, il achète avec Pierre Bergé le jardin Majorelle à Marrakech, créé par le peintre français éponyme. Ses cendres y sont déposées après son décès, le 1^{er} juin 2008. ♦



AGATHE POUPEY/DIVERGENCE

Les lettres de noblesse de **Paul Robert**

PHILIPPE LE TELLIER/PARISMATCHSCOOP

Paul Robert est né à Orléansville (aujourd'hui Chlef), dans le centre de l'Algérie, le 19 octobre 1910. Son oncle était d'ailleurs maire de cette ville et président du conseil général d'Alger. Son père reprend les mandats électifs de son oncle après le décès de celui-ci. Paul suit ses études au lycée Bugeaud d'Alger puis entre à la faculté de droit de la même ville. Il devient même président de l'Association générale des étudiants d'Algérie de 1931 à 1934. À partir de cette date, il poursuit ses études à Paris et soutient sa thèse à la fin de la guerre, en 1945. Les difficultés qu'il rencontre à traduire des termes d'agronomie pendant sa thèse lui inspirent l'idée d'un nouveau dictionnaire fonctionnant par analogie. Il commence à rédiger les notices des lettres A, B et C. En 1950, après qu'il a obtenu un prix de l'Académie française, il rentre à Alger pour lancer une souscription. Un journaliste écrit même: « C'est d'Algérie que nous viendra le nouveau Littré. » En 1951, il fonde sa maison d'édition, la Société du nouveau Littré, à Casablanca, avec de jeunes linguistes, dont Alain Rey. Les événements indépendantistes au Maroc le convainquent d'installer son équipe à Paris. La rédaction du dictionnaire s'achève en 1964. Trois ans plus tard sort la version compacte, le fameux Petit Robert. ♦

Daniel Auteuil, les gazouillis du roudi

Daniel Auteuil est né le 24 janvier 1950 à Alger, où ses parents, chanteurs lyriques, se produisent. Son arrière-grand-père paternel est un enfant trouvé dans les rues de « la Blanche » en 1873. Son grand-père, né en 1905, a ensuite travaillé à Alger comme serrurier. Daniel n'a que 6 mois lorsque ses parents quittent Alger pour rentrer à Avignon, dont ils sont originaires: il n'a donc pas vécu le rapatriement de 1962. En 2005, il joue dans *Caché*, un film de Michael Haneke, qui concerne la mémoire de la guerre d'Algérie et pour lequel il obtient le prix du meilleur acteur au Prix du cinéma européen. ♦

Marcel Demonque, un patron qui ne laisse pas « béton »

Marcel Demonque est né à Alger le 12 mars 1900, dans une famille très modeste. Boursier au lycée d'Alger, il poursuit ses études à l'école des mines de Nancy. Il exerce comme ingénieur à Nancy, aux Houillères de la Sarre et aux Mines de potasse d'Alsace. Après-guerre, il est nommé DG des Chaux et ciments de Lafarge et du Teil, puis P-DG à partir de 1959. Il transforme progressivement l'entreprise familiale en un groupe international tout en se distinguant par sa générosité en matière sociale. Par ailleurs, cofondateur en 1954 du

Centre d'études politiques et civiques, club de réflexion très marqué à droite, il y donne une conférence l'année suivante sur la situation en Afrique du Nord, au cours de laquelle il se démarque des positions favorables à l'Algérie française du fait de considérations religieuses et démographiques. Cela n'empêche pas le groupe de réaliser 35 % de ses activités dans les anciennes colonies au cours des années 1960. Marcel Demonque décède en 1974, alors que son groupe, devenu les Ciments Lafarge, a pris une dimension mondiale. ♦

Isidore Partouche et son fils, Patrick, au bord d'une de ces tables de jeux qui ont fait leur succès.



Isidore Partouche, le roi du casino

Né en 1930 à Trézel dans une famille juive oranaise, Isidore Partouche arrive en France en 1962. Il est alors radio-électricien et concessionnaire de la société Philips. En 1973, il achète avec ses frères et sœurs un casino en difficulté financière à Saint-Amand-les-Eaux (Nord), avec l'établissement thermal et la source d'eau minérale. C'est le début d'une longue série: de 1976 à 1994, il achète des casinos au Touquet, à Forges-les-Eaux, à Dieppe, à Aix-en-Provence, à La Ciotat. En 1995, le groupe s'introduit en Bourse et en 2002 devient le premier casinotier français. En 2005, Isidore passe les rênes à son fils unique, Patrick. Mais les pertes s'accumulent. Au cours des années 2010, le groupe s'ouvre aux nouvelles technologies. Sa santé financière s'est améliorée ces dernières années, n'était une affaire de blanchiment d'argent dans son casino de Cannes en 2018... ♦

Marlène Jobert, la fille de Birkhadem

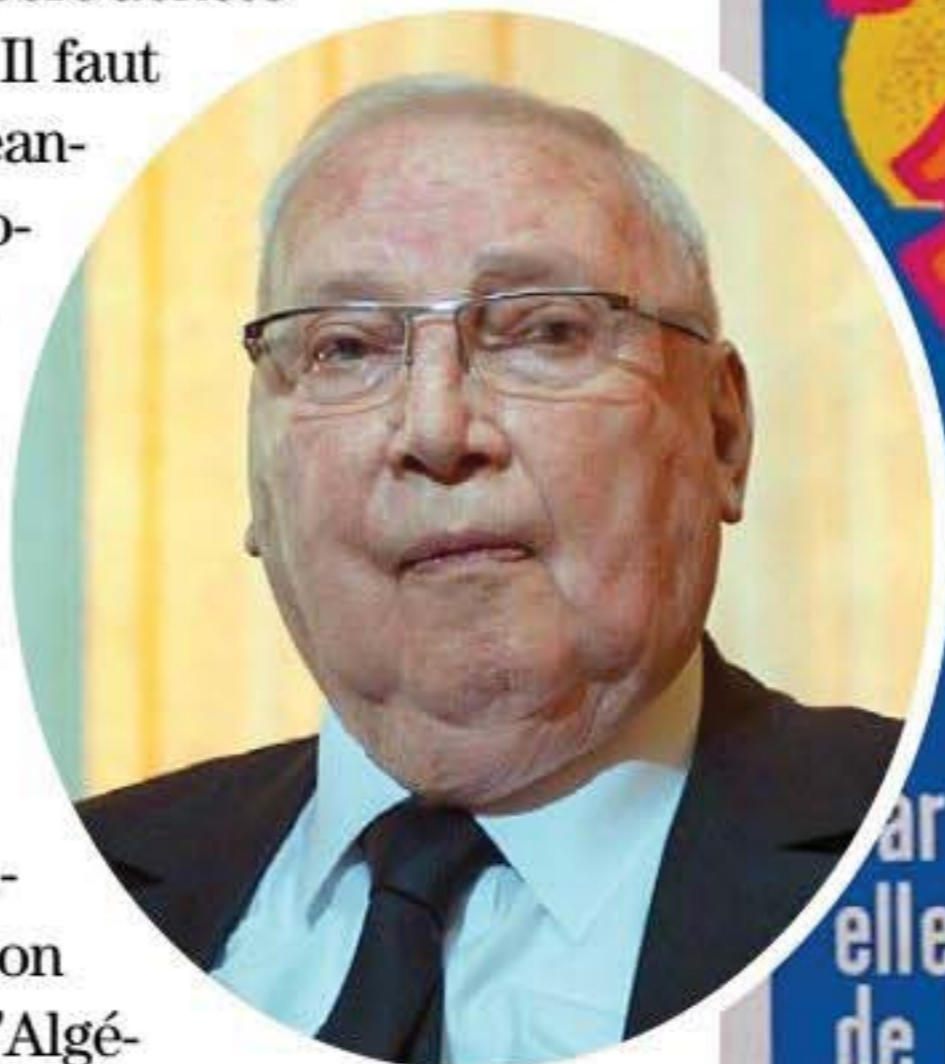
Née en 1940, Marlène Jobert est la fille d'un adjudant-chef de l'aviation, brutal, et d'une mère juive d'Algérie originaire de Birkhadem. La famille s'installe ensuite près de Dijon, où son père travaille à la tour de contrôle de l'aéroport militaire. Sa mère tient une épicerie et s'occupe de ses quatre enfants. Marlène Jobert se souvient qu'elle allait chercher de l'eau à l'abreuvoir en souffrant du froid et des engelures. Elle s'inscrit aux beaux-arts à Dijon et découvre l'art dramatique. Elle suit les cours du conservatoire dans cette ville puis à Paris. En 1963, elle commence sa carrière sur les planches. Elle joue son premier rôle en 1966 dans le film de Jean-Luc Godard *Masculin féminin*. Sa carrière est désormais lancée. Une carrière cinématographique qu'elle clôt en 1989, pour se consacrer à l'écriture. ♦



ARCHIVES DU 7E ART/PHOTO 12

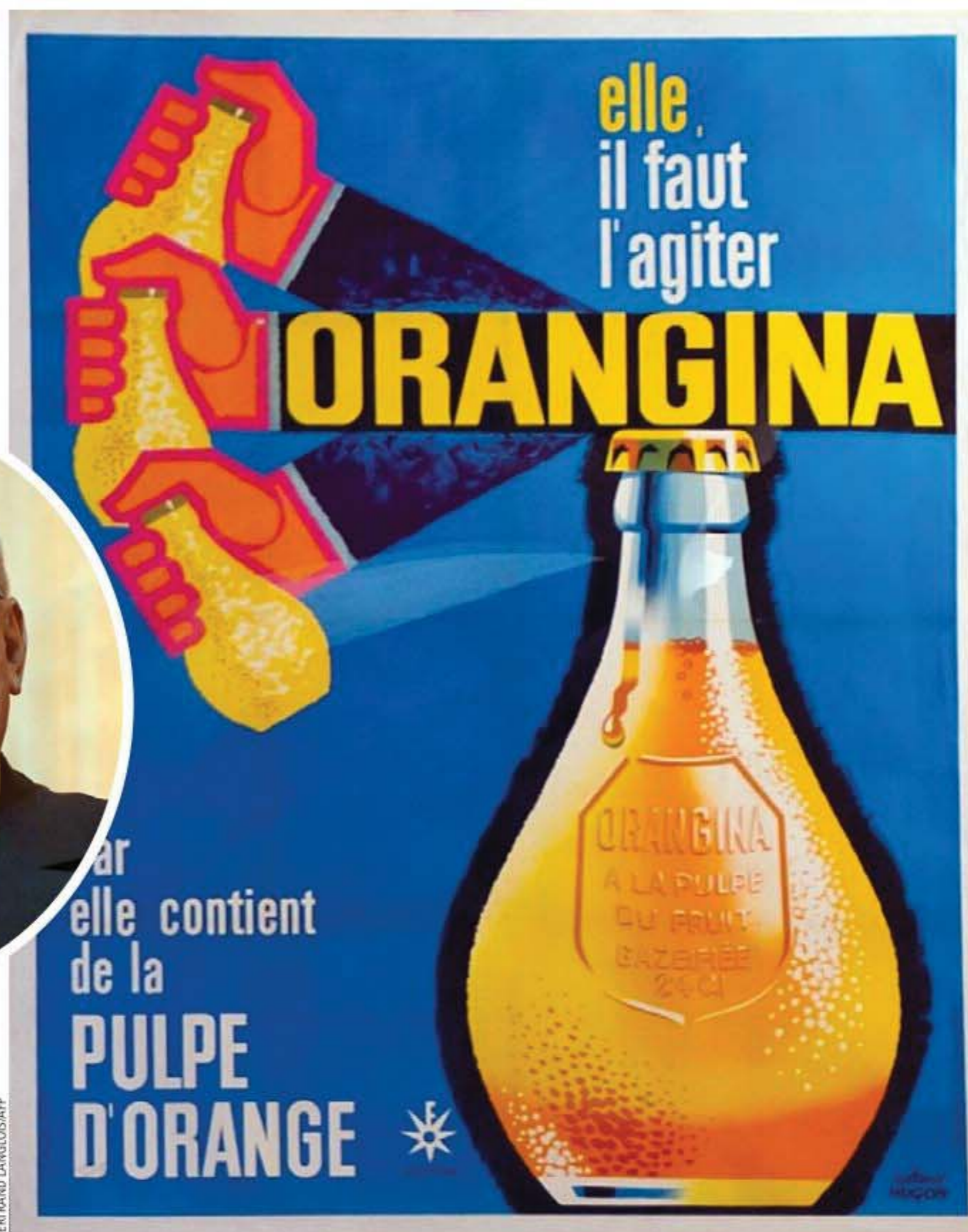
Jean-Claude Beton, secoués de père en fils

Il est né en 1925 à Boufarik, près d'Alger, dans une famille de commerçants d'huiles essentielles. En 1935, son père découvre à la foire de Marseille un concentré de jus d'orange appelé « Naranjina », qu'un pharmacien de Valence a élaboré. L'année suivante, il présente cette bouteille à la foire d'Alger. Le succès est immédiat. Son père achète la formule au pharmacien espagnol. Il faut attendre la fin de la guerre pour que Jean-Claude Beton, après ses études d'agronomie, reprenne la marque Orangina avec l'aide de deux de ses oncles. En 1951, il fonde la Compagnie française des produits Orangina. Il repense la forme de la bouteille et lui donne la silhouette ventrue qu'on lui connaît. Le concentré d'orange est produit à Boufarik et il accorde des licences de fabrication et de distribution de la boisson à deux embouteilleurs d'Algérie. Au départ, ceux-ci n'apprécient pas la forme de la bouteille, mais Jean-Claude Beton, à la fois « autoritaire et charmeur », impose son idée. Il possède également un sens fort de la communication et de la valorisation du produit. La première campagne publicitaire est un succès, avec l'affiche de Bernard Villemot (*ci-contre*). Orangina arrive en métropole en 1953. Durant la guerre d'Algérie, les ventes explosent : 50 millions de bouteilles en 1957. Les appelés, qui y prennent goût en Algérie, veulent continuer à en boire à leur retour. En 1961, à l'approche de l'indépendance, la société s'installe en métropole. L'ascension continue, fulgurante. Jean-Claude Beton innove toujours : il invente ainsi le condi-



AFP PHOTO/BERTRAND LANGLOIS

BERTRAND LANGLOIS/AF



tionnement en pack de six bouteilles, organise des caravanes publicitaires et diffuse son premier spot publicitaire à la télévision en 1969. En 1975, l'entreprise vend 500 millions de bouteilles. Le groupe poursuit alors encore son expansion pour devenir un groupe mondialement connu. ♦

Jean-François Poupinel, un homme de réseau

Jean-François Poupinel est né à Alger le 18 janvier 1940. En 1959, il intègre l'École polytechnique, devient ingénieur des Ponts et Chaussées, avant d'étudier à Harvard. Il commence sa carrière au ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports, avant de rejoindre Paribas. En 1985, il intègre la Compagnie financière et industrielle des autoroutes (Cofiroute), dont il devient le P-DG en 1997. ♦

Jean-Pierre Bacri, le génial grincheux de Castiglione

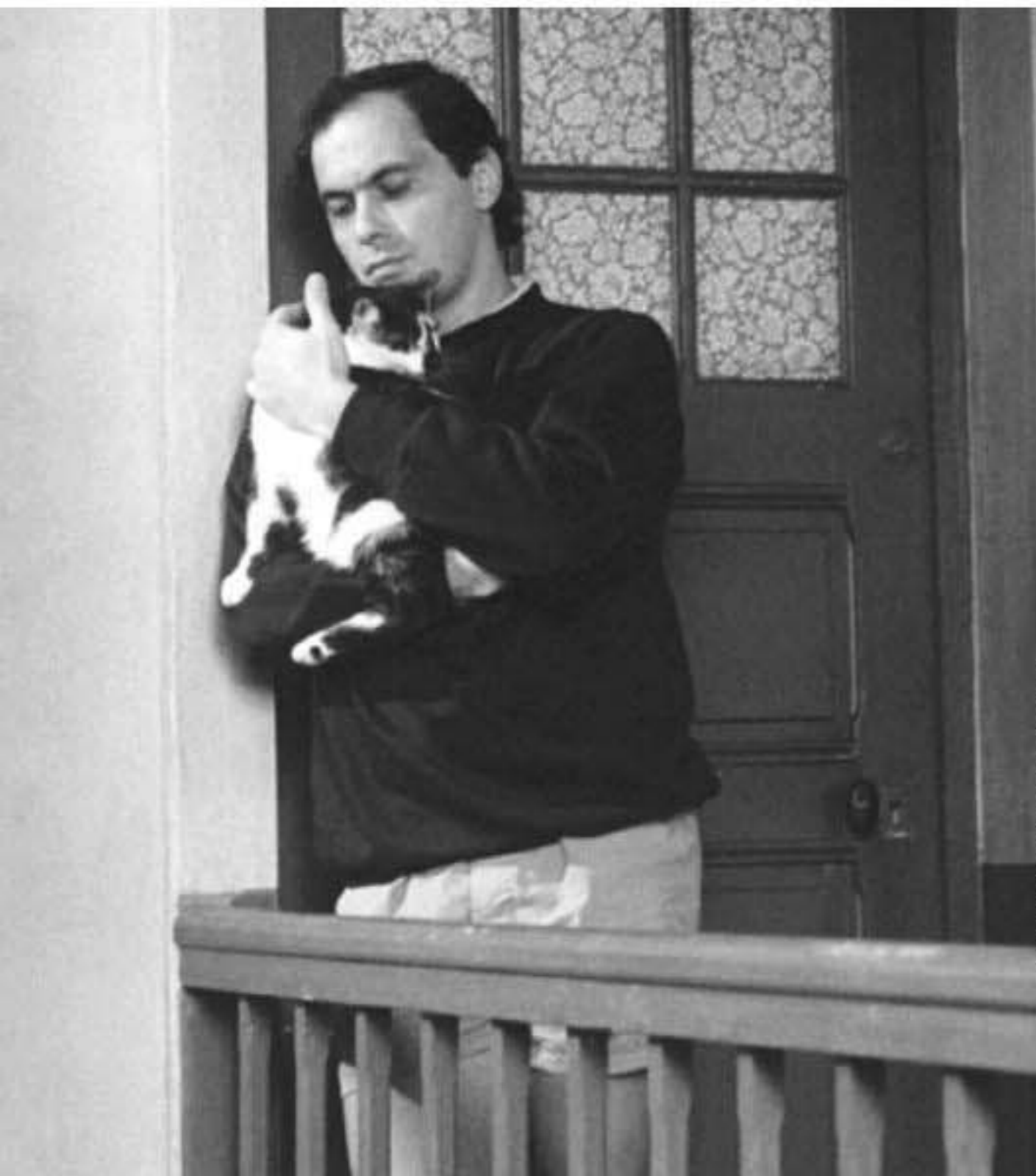
Jean-Pierre Bacri est né le 24 mai 1951 à Castiglione (aujourd'hui Bou-Ismaïl), entre Tipaza et Alger. Sa famille, juive d'Algérie, quitte le pays en 1962 et s'installe à Cannes. Son père travaille comme facteur, mais aussi comme ouvrier au cinéma le week-end. C'est là qu'il découvre le septième art. Il obtient son bac et veut d'abord devenir enseignant de français et de latin. Il poursuit ses études et enchaîne les petits boulots. À 25 ans, il opte pour la publicité et part pour Paris. Mais la fibre artistique le rattrape : il s'inscrit au Cours Simon. Il enchaîne des petits rôles au théâtre, écrit des pièces et obtient même un prix pour l'une d'elles, *Le Doux Visage de l'amour*, en 1979. Son rôle de proxénète dans *Le Grand Pardon* d'Alexandre Arcady (1982) le fait connaître du grand public. Il enchaîne alors les succès. Avec Agnès Jaoui, rencontrée en 1986, il écrit des films d'auteur, dans lesquels le couple joue, qui séduisent le grand public. ♦



DELPHINE GHOSAROSSIAN/DIVERGENCE

Étienne Daho, aussi breton qu'algérien

Étienne Daho est né le 14 janvier 1956 à Oran. Son père est un militaire kabyle, musicien et noceur, qui quitte sa famille. Étienne le voit pour la dernière fois à l'âge de 4 ans. Sa mère, d'origine espagnole, le confie à ses grands-parents, qui tiennent un commerce dans un village côtier. Mais il est confronté au déchaînement de violence à Oran, en 1961 et en 1962. Sans l'autorisation de quitter le territoire de son mari envolé, sa mère est bloquée en Algérie à l'indépendance. Sa tante emmène finalement Étienne en 1964. Ils s'installent à Rennes, où sa mère les rejoint. Il suit alors ses études au lycée puis à l'université de Haute-Bretagne. De plus en plus, il se passionne pour la pop, le rock, enchaîne les séjours à Londres. Il écrit ses premiers textes en 1976. Trois ans plus tard, il fait ses débuts sur la scène des Trans Musicales. C'est son deuxième album, *La Nuit, la nuit* (1984) qui le fait connaître. Depuis, son succès ne se dément pas. La figure algérienne dont il se sent le plus proche est Albert Camus. Il dit à propos de son enfance : « C'est en Algérie que j'ai découvert mon indépendance et mon côté plus costaud qu'on ne pourrait le penser. Je me sens aussi français qu'anglais, aussi breton qu'algérien. Je suis... la somme de tant de choses. » ♦



FILM 7/FRANCE 3 CINEMA/CHRISTOPHEL

Georges Blachette, le colon déchu

Né à Mustapha le 27 septembre 1900 dans une famille de menuisiers installée presque depuis la conquête de 1830, Georges Blachette devient le P-DG de la Société générale des alfas dans le Sud oranais. L'entreprise est tellement florissante qu'il est surnommé « le roi de l'alfa », une plante dont les feuilles servent, notamment, à la fabrication de pâte à papier. Certaines années, sa production compte pour plus d'un quart des exportations totales du pays. Georges Blachette est aussi

nommé P-DG de la Société algérienne des eaux. Parallèlement, il entreprend une carrière politique. Il reprend *Le Journal d'Alger*, d'obédience libérale, en 1949. Il est élu député d'Alger en 1951 et siège à l'Assemblée parmi les républicains indépendants. Il se rapproche de Pierre Mendès France. Cible d'attentats du fait des revenus qu'elle dégage et de son rôle stratégique, son entreprise est nationalisée en 1956. Il quitte l'Algérie en 1962 et s'éteint en 1980 dans les Bouches-du-Rhône. ♦



RUE DES ARCHIVES/AGIP/BRIDGEMAN

Paul Belmondo, façonné à Alger

Paul Belmondo, né en 1898 à Alger, est d'origine italienne. Il commence à sculpter en 1911 et entre à l'école des beaux-arts d'Alger. Mais ses études sont interrompues par la Grande Guerre. Il est mobilisé en 1917. Il est blessé puis gazé à Saint-Mihiel, entre Nancy et Verdun. Démobilisé en 1920, il reprend ses études aux beaux-arts à Alger puis à Paris. Il se lie d'amitié avec le sculpteur Charles Despiau. En 1926, il obtient le grand prix artistique d'Afrique du Nord puis le prix Blumenthal des jeunes talents, ce qui lance sa carrière. Il se marie en 1931 avec la jeune peintre Madeleine Raynaud-Richard, avec laquelle il aura trois enfants, dont le futur acteur Jean-Paul Belmondo. Au cours des années 1930, Paul Belmondo réalise des bas-reliefs et des sculptures tant à Alger qu'à Paris, notamment au Trocadéro et au jardin des Tuileries. Il devient professeur aux Beaux-Arts en 1956 et membre de l'Institut de France en 1960. Il décède en 1982. Un musée lui est consacré à Boulogne-Billancourt. ♦

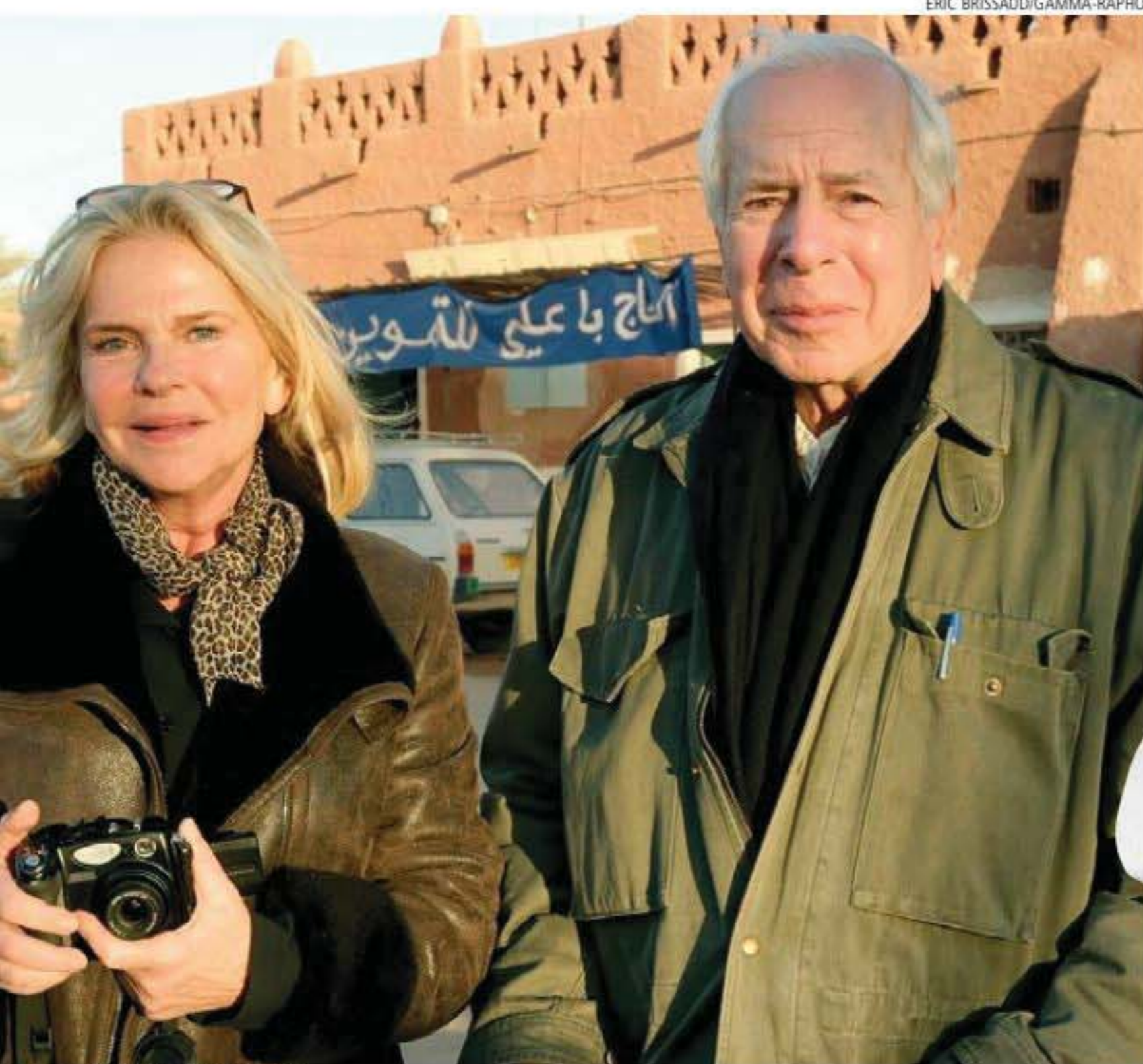
Laurent Schiaffino, dans les remous de l'indépendance

Descendant d'une dynastie d'armateurs génois, Laurent Schiaffino, né le 22 janvier 1897 à Alger, était l'un des hommes les plus puissants de l'Algérie coloniale. En 1920, il prend la tête de la Société algérienne de navigation et multiplie les lignes entre l'Algérie, l'Espagne et la France métropolitaine. Après 1945, il reconstitue sa flotte, endommagée pendant la guerre. En 1950, sa compagnie devient la Société algérienne de navigation Charles Schiaffino et C^{ie}. Il s'engage en Algérie, notamment en présidant la chambre de commerce d'Alger. Il

possède aussi des parts dans *La Dépêche algérienne*. Il est élu sénateur en 1955. Il défend dans ce cadre l'Algérie française. En 1962, sa flotte participe très activement au rapatriement des pieds-noirs. Il continue à résider en Algérie jusqu'à la nationalisation des biens. En 1966, sa flotte, désormais basée en France, compte 21 navires, mais les échanges avec l'Algérie se réduisent progressivement. En 1975, il se lance dans le transport de véhicules, mais décède trois ans plus tard. Son dernier cargo reliant l'Algérie est vendu l'année suivante. ♦

Jean Daniel, l'observateur camusien

Jean Daniel, décédé le 19 février dernier, était presque centenaire : il est né le 21 juillet 1920, dans une famille juive d'Algérie installée à Blida. Son vrai nom est d'ailleurs Jean Daniel Bensaïd. Son père, minotier, préside le consistoire local. Mais son fils se détourne tôt de la religion et adopte des idées de gauche au moment du Front populaire. Inscrit en philosophie à l'université d'Alger, il rejoint, quand éclate la Seconde Guerre mondiale, les troupes du général Leclerc et participe à la Libération. Il reste vivre à Paris, y poursuit des études de philosophie tout en côtoyant le monde politique. Il commence à écrire comme intellectuel et journaliste. Il fait la rencontre d'Albert Camus, dont il se sent très proche et qui préface son premier roman, *L'Erreur* (1952). Il s'oriente cependant vers le journalisme, et intègre *L'Express* en 1956. Il y couvre la guerre d'Algérie, défend l'idée de négociations avec le FLN, ce qui vaut à l'hebdomadaire de nombreuses saisies et poursuites judiciaires. Il est grièvement blessé lors des combats à Bizerte, en Tunisie, en juillet 1961. À son retour à *L'Express* à la fin de la guerre, les relations se distendent avec Jean-Jacques Servan-Schreiber. La crise qui s'ensuit le conduit à prendre en main la rédaction de *France-Observateur*, qui devient *Le Nouvel Observateur* en 1964. Resté proche de l'Algérie, il a été fait D^r *honoris causa* de l'université de Blida en 2014. ♦

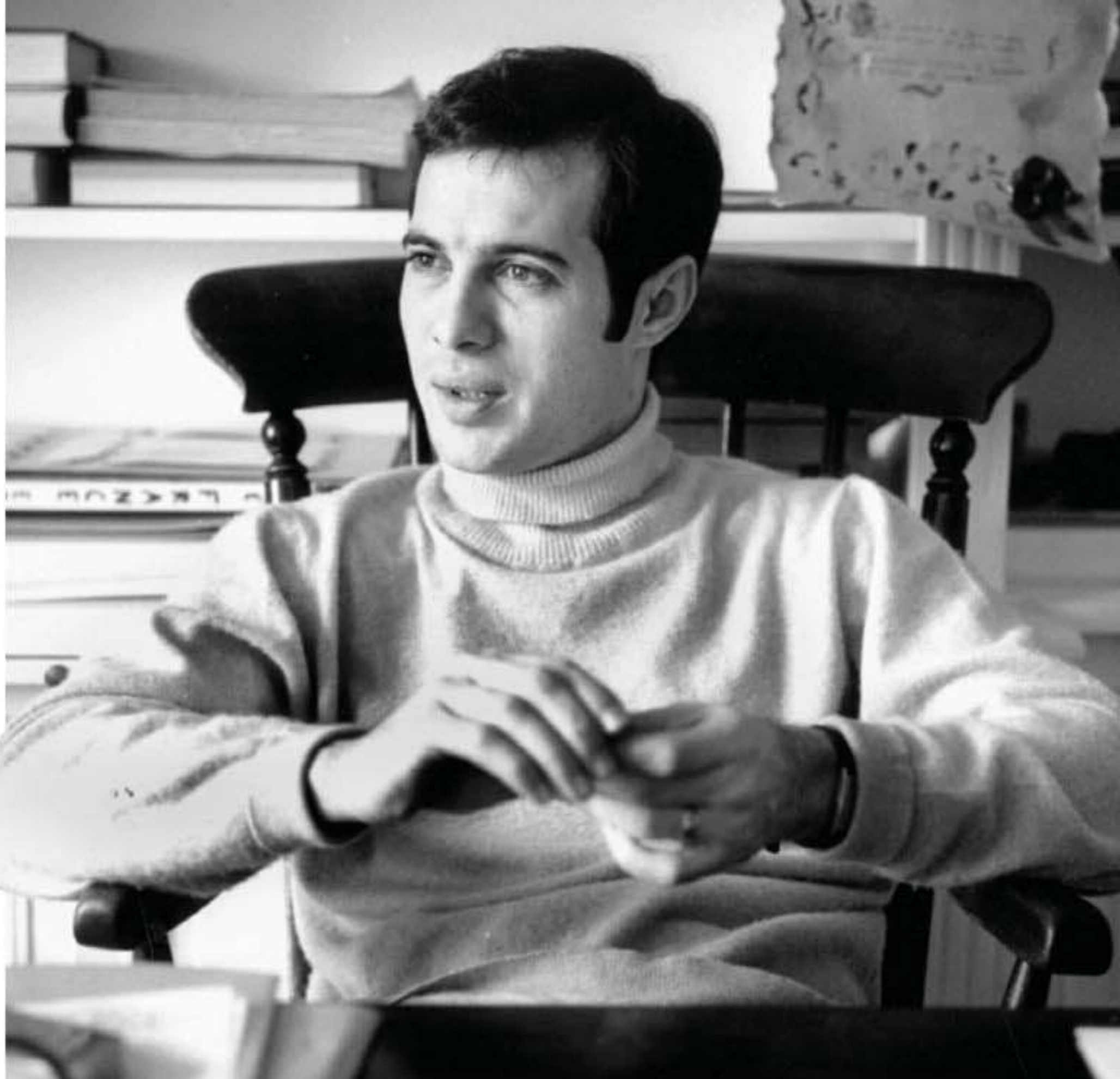


ERIC BRISSAUD/GAMMA-RAPHO

ERIC BRISSAUD/GAMMA-RAPHO

André Carrus, Tiercé gagnant !

André Carrus est né à Alger le 9 septembre 1898. Après avoir participé à la Grande Guerre, il sort diplômé de Polytechnique en 1922. On doit à cet ingénieur des Ponts et Chaussées, notamment, le pont au-dessus des voies ferrées de la gare du Nord. Par ailleurs, il se marie avec sa « marraine de guerre », Madeleine Chauvin, fille du patron de Pari mutuel Chauvin, dont il prend les rênes en 1930. La même année, une loi autorise les sociétés de courses à enregistrer les paris en dehors des hippodromes. C'est ce qui l'amène à créer le Pari mutuel urbain (PMU) le 3 mars 1931. Menacé pendant la Seconde Guerre mondiale, André Carrus se réfugie dans l'Isère et envoie un de ses fils en Algérie et l'autre aux États-Unis. Après la guerre, il lance le Couplé : un franc succès. Ses fils le rejoignent en 1953. Ils inventent le Tiercé, qui devient un phénomène national à partir de 1957. Dix ans plus tard, André décède. Mais son fils Jacques continue : le Quarté est inventé en 1976 ; le Quinté, en 1989. Les paris, d'abord manuels, évoluent, pour devenir électroniques en 1965 et entièrement informatisés en 1985. Jacques Carrus est décédé en 2010, à l'âge de 80 ans. ♦



GERALD BLONCOURT/BRIDGEMAN IMAGES

Guy Bedos, l'humoriste à l'enfance triste

Guy Bedos est né le 15 juin 1934 à Alger, dans une famille de pieds-noirs d'origine espagnole. Son père est visiteur médical ; et sa mère, la fille du proviseur du lycée Bugeaud, où il a été élève. La séparation de ses parents lui vaut une enfance mouvementée, pendant laquelle il est ballotté d'un endroit à l'autre, notamment en pension. De plus, l'ambiance familiale est délétère : son beau-père bat sa mère, qui le bat à son tour. La famille déménage à Rueil-Malmaison, en banlieue parisienne, en 1949. Il quitte le foyer familial et commence à vendre des livres en faisant du porte-à-porte. Mais son oncle lui a transmis la fibre artistique. Il suit des cours de théâtre, fait de la mise en scène et interprète son premier rôle au cinéma en 1954. Deux ans plus tard, appelé à combattre en Algérie, il réussit à se faire réformer en faisant la grève de la faim et en simulant la folie. Sa carrière d'humoriste est lancée au mitan des années 1960. Au cinéma, il incarne le rôle d'un appelé du contingent dans *Le Pistonné*, de Claude Berri (1970), puis interprète notamment un médecin juif pied-noir dans *Un éléphant, ça trompe énormément* (1976) et *Nous irons tous au paradis* (1977), d'Yves Robert. En 1991, il monte le spectacle *Coup de soleil* à l'Olympia, avec Michel Boujenah et Smaïn, pour dénoncer le racisme. Il est toujours resté proche de l'Algérie, où il est retourné à plusieurs reprises. Il affirme : « Je ne suis pas dans la mélancolie d'une Algérie française, je suis beaucoup plus proche d'un Camus que d'Enrico Macias. Je prends le risque de déplaire en disant ça, mais je ne changerai pas d'un iota. » ♦

Eux aussi sont nés en Algérie

Louis Acariès, Paul Amar, Alexandre Arcady, Georges-Marc Benamou, Jean Benguigui, Valérie Benguigui, Pierre Bénichou, Jean-Claude Brialy, Alain Chabat, Jean-Pierre Elkabbach, Françoise Fabian, Dominique Farrugia, Jacques Ferrandez, Liane Foly, Annie Fratellini, Nicole Garcia, Jean-Pax Méfret, Jean Montaldo, Paul Nahon, Jean Sénéclauze, Patrick Timsit, Marthe Villalonga, Éric Zemmour et autres romanciers, sportifs, prêtres, militaires, intellectuels, artistes...

DE L'ALGÉRIE AU RESTE DU MONDE

Tous les pieds-noirs ne font pas le choix de la métropole. Entre pays d'origine et désir d'aventure, le futur s'envisage sous toutes les latitudes.



Cessez-le-feu Après une première rencontre à Évian, délégations française (dont le ministre Louis Joxe, 3^e à g.) et algérienne se retrouvent à Lugrin (Haute-Savoie), du 20 au 28 juillet 1961 pour préparer les termes des futurs accords d'Évian, signés le 18 mars 1962.

Aux origines diverses, les pieds-noirs connaissent également des devenirs géographiques multiples. Pour certains, les liens avec la métropole sont moins évidents qu'avec leur pays d'origine, où ils peuvent encore avoir de la famille. Il en est ainsi pour les pieds-noirs d'origine espagnole. Beaucoup viennent bien entendu en France, en particulier ceux qui sont républicains (l'Espagne est alors dirigée par Franco), mais d'autres choisissent de retourner dans le pays de leurs racines. À tout le moins, certains transitent par l'Hexagone pendant qu'une partie de leur famille s'installe en Espagne. Il en est ainsi de Philippe Pascal, né à Sidi-bel-Abbès, dont la famille maternelle fait partie

des « durs de l'OAS ». Pour ceux-là, l'installation en France n'est pas envisageable : ils considèrent que la France les a trahis et en éprouvent un très fort ressentiment. Ils peuvent aussi faire l'objet de poursuites judiciaires pour leur implication dans l'OAS. Ainsi, l'Espagne franquiste sert de base arrière aux militants de l'organisation clandestine, avec par exemple l'existence de camps d'entraînement à Reus ou à Saint-Sébastien.

Toutefois, cela ne concerne que quelques pieds-noirs très engagés ; les autres sont des militaires déserteurs et des militants nationalistes. Ils peuvent rentrer en France à partir de 1963, bien que certains doivent patienter en exil jusqu'à l'amnistie de 1968. Mais la très

grande majorité des pieds-noirs qui partent s'installer en Espagne n'est pas liée à l'OAS. Il en est ainsi d'Alain Bonnet i Juan, auteur de la bande dessinée *Au nord-est d'Arzew*, qui revient sur son enfance algérienne. Il vit maintenant près de Valence. Nombreux sont les pieds-noirs qui s'implantent dans le sud de l'Espagne, en particulier dans la région d'Alicante. Ils seraient environ de 10 000 à 15 000 à avoir fait ce choix, parmi les 30 000 personnes qui ont transité par ce pays.

Esprit pionnier

Une autre destination importante est Israël. Tout au long de la guerre d'indépendance, des centaines de Juifs d'Algérie font leur alya chaque année. En 1961 et en 1962, environ 7 500 personnes prennent le chemin de l'État hébreu. Au total, ils sont un peu plus de 10 % à s'y installer, ce qui est peu, notamment par rapport aux Juifs marocains (environ 60 %). Cela tient à la citoyenneté française pleine et entière qu'ils ont obtenue depuis le décret Crémieux (1870). De ce fait, ils se sentent pleinement français, en dépit de l'antisémitisme qu'ils ont subi, notamment pendant la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle ils ont dû troquer leur citoyenneté française contre un statut d'indigènes. Leur arrivée en métropole en 1962 leur apparaît presque comme la suite logique de leur assimilation, en dépit du choc de l'exode. C'est pourquoi, pendant longtemps, leur histoire s'est totalement fondue dans celle des pieds-noirs. Ce n'est essentiellement qu'au cours des vingt dernières années que la mémoire des Juifs d'Algérie s'est affirmée en tant que telle, notamment par des livres comme *Les Trois Exils. Juifs d'Algérie*, de Benjamin Stora (Stock, 2006). D'autres encore sont tentés par des départs plus lointains, comme pour se conformer à un esprit pionnier, mais aussi pour se tenir à distance de la métropole. C'est ainsi que certains optent pour l'Australie ; d'autres, pour l'Amé-



Racines Si nombre d'Espagnols républicains pieds-noirs font le choix de la France, d'autres retournent sur la terre de leurs ancêtres, comme ces partisans du oui au référendum organisé par Franco en 1966.

Préférent les Antilles, la Nouvelle-Calédonie ou la Polynésie. Au cours d'un colloque du Cercle algérieniste sur les pieds-noirs en Nouvelle-Calédonie, le Pr Jean-Yves Faberon estime ainsi : « Quand ils viennent en Nouvelle-Calédonie, les pieds-noirs en repartent rarement. Ce pays d'outre-mer, comme cette ville de Nouméa très "méditerranéenne", leur plaît, et ils s'y sentent souvent mieux qu'en métropole [...] le melting-pot calédonien et Nouméa, qui est tout sauf une "ville blanche", leur sont familiers » (*Pieds-Noirs en Nouvelle-Calédonie*, L'Harmattan, 2012). En Polynésie, c'est l'ancien bourreau d'Alger Fernand Meyssonier qui s'est installé, avant de rentrer en métropole à la fin de sa vie. Pour les uns comme pour les autres qui sont partis pour les départements et territoires d'outre-mer, ils pensaient retrouver un peu du « rêve algérien ». L'ont-ils trouvé? ♦

rique latine, en particulier l'Argentine. À l'Amérique du Nord est aussi associé un imaginaire pionnier important, auquel les États-Unis, avec leur *American way of life*, contribuent particulièrement au cœur des années 1960. Le Québec possède moins cette force évocatrice, mais offre l'avantage d'être francophone. Certains préfèrent pour-

suivre « l'aventure africaine » sans que cela soit dans le cadre colonial. Pour une partie, l'Algérie est leur pays et continue à l'être (*lire p. 44-45*). Et il y a ceux qui partent pour l'Afrique subsaharienne, comme Robert Herrera-Cano (*lire l'encadré ci-dessous*). Enfin, d'autres rentrent en métropole, mais refusent d'y rester. Ils lui pré-

Itinéraire d'un globe-trotter trompe-la-mort



Robert Herrera-Cano sur un site de forage pétrolier près de Port-Gentil, au Gabon.

Robert Herrera-Cano, né en 1937 à Oran dans une famille d'ouvriers, s'installe à Rabat à 10 ans environ puis déménage à Rouen à 18 ans, pour travailler comme mécanicien. Deux ans plus tard, il est appelé en Algérie. Il y est grièvement blessé. Il quitte le pays à la fin de décembre 1959, sans

remords, mais avec le sentiment qu'il ne reverra plus jamais sa terre natale. Las, il ne se satisfait pas de son quotidien en France, et trouve du travail dans une compagnie forestière au Gabon. Après un accident qui manque de lui coûter la vie, il change d'orientation professionnelle en travaillant pour des sociétés pétrolières et minières. Son patron est lui-même un ancien pied-noir algérien, de même que de nombreux membres du personnel. Il est de nouveau gravement blessé dans un accident de voiture. Sur le plan professionnel, tout fonctionne à merveille : il est nommé responsable d'une société qui travaille pour Elf. En raison du contre-choc pétrolier, son contrat n'est pas renouvelé en 1987. Il rentre alors en France avec sa famille, près de Perpignan, où il a acheté un pied-à-terre. En tout, il aura échappé sept fois à la mort. Et même si ces expériences lui ont laissé d'importantes séquelles physiques et psychiques, sans doute la baraka était-elle de son côté...

J'Y SUIS, J'Y RESTE...

Si une partie des quelque 500 000 pieds-noirs encore présents en 1962 se résout à fuir les violences, d'autres, caressant l'espoir de jours meilleurs, n'imaginent pas la vie ailleurs.



Martyrs Les pieds-noirs ne sont guère plus de quelques milliers, au début des années 1990, à braver par solidarité avec les Algériens la « décennie noire », qui sera fatale, le 21 mai 1996, à sept moines trappistes du monastère de Tibhirine, dont les meurtres ne seront jamais élucidés.

Si les pieds-noirs étaient un million en 1960, la moitié d'entre eux sont encore présents en Algérie au moment de l'indépendance, en juillet 1962. Un climat de terreur règne alors, entre le cessez-le-feu en mars et l'indépendance en juillet, alimenté par les attentats de l'OAS, mais aussi par la terrible fusillade de la rue d'Isly le 26 mars 1962. Se sentant abandonnés et même trahis par l'armée française, les pieds-noirs se convainquent qu'ils n'ont plus le choix qu'entre « la valise et le cercueil ». La tension devient extrême à Oran le 5 juillet 1962: au moment où l'indépendance est proclamée, environ 700 pieds-noirs sont massacrés. On observe aussi de nombreux cas d'enlèvements et de disparitions, qui cachent des exécutions pures et simples. Pour autant, des pieds-noirs ne choisissent pas la voie du départ. Outre

La double peine des Juifs anticolonialistes

Parmi les pieds-noirs présents en Algérie à l'indépendance, il y aurait environ 20 000 Juifs du cru début 1963. À l'instar des autres pieds-noirs, leur nombre diminue régulièrement: ils ne seraient plus que 3 000 à la fin de 1965 et 1 000 en 1971. Parmi eux se trouve une frange d'anticolonialistes qui a pris fait et cause pour l'indépendance du pays. Certains ont même combattu les armes à la main, voire participé aux attentats, tel Daniel Timsit. Celui-ci, étudiant en médecine, est arrêté pour avoir participé à des laboratoires d'explosifs pour le compte du FLN. Libéré à l'indépendance, il termine alors ses études de médecine et s'installe en Algérie, où il participe à deux cabinets ministériels. Après le coup d'État de juin 1965, il craint pour sa sécurité et

s'installe à Paris comme médecin endocrinologue. Il faut dire que de nombreux juifs anticolonialistes étaient communistes et que les activités politiques ne plaisaient pas aux autorités algériennes. Il en est ainsi d'Henri Alleg, de son vrai nom Harry Salem. Celui-ci n'est pas vraiment un pied-noir. Installé en Algérie en 1940, il est arrêté en juin 1957 au domicile du militant Maurice Audin puis torturé, jugé et condamné pour son activité indépendantiste. Il en tire son célèbre livre *La Question* (Minuit, 1958). À l'indépendance, il relance en Algérie le journal dont il était auparavant le rédacteur en chef, *Alger républicain*. En juin 1965, le journal est interdit. Henri Alleg s'installe en France. Ses liens avec l'Algérie resteront très forts.

« [...] *L'Algérie est notre pays. En France, nous nous sentons comme des étrangers... C'est pourquoi je suis pour la réconciliation, l'amnistie. Le Sahara vaut bien une messe et même une grand-messe.[...] Ensemble, FLN, OAS, chrétiens, musulmans, israélites, construisons cette Algérie nouvelle. Que le sang versé soit le ciment de ce pays.* »

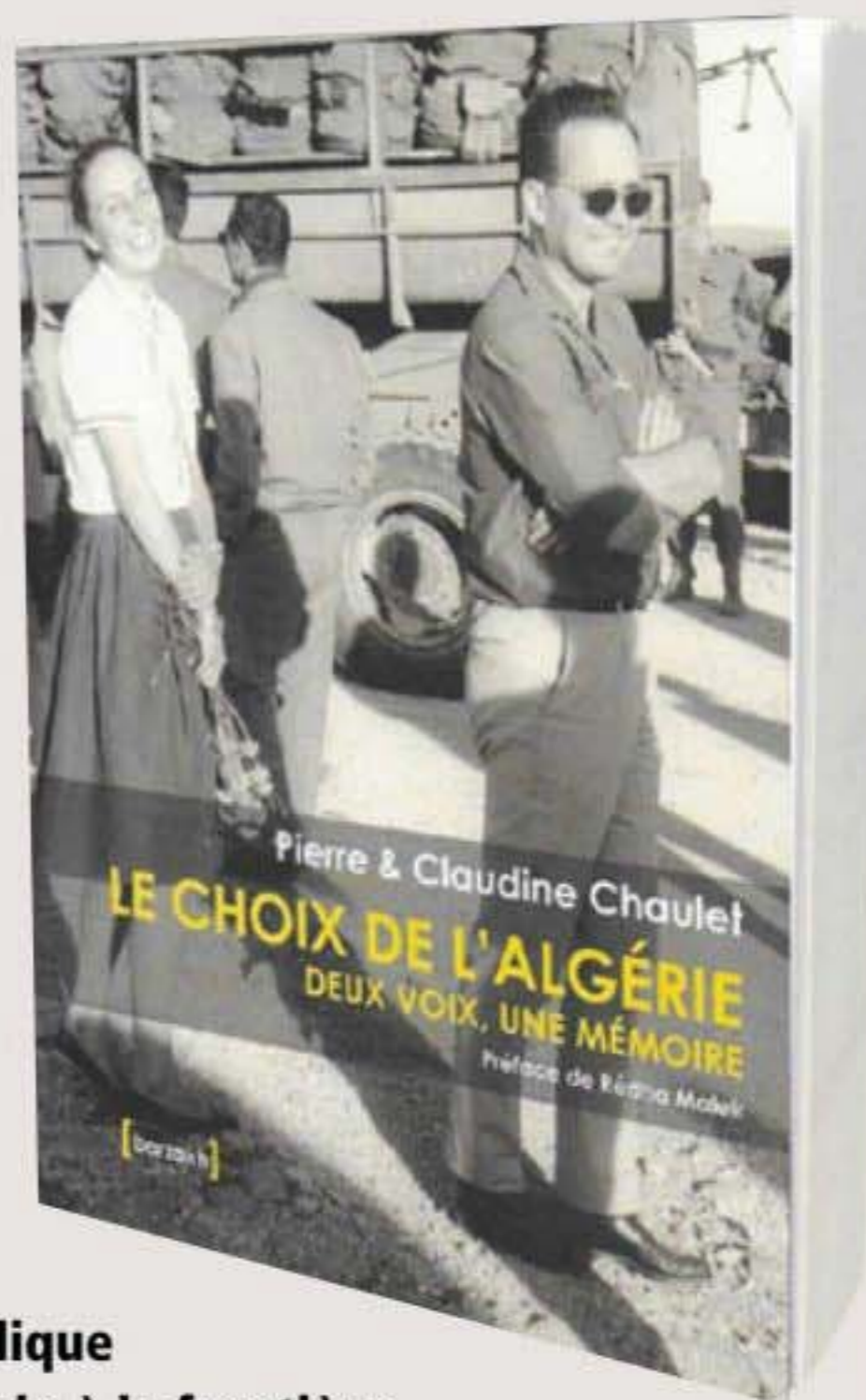
Appel de l'écrivain Jules Roy à la télévision algérienne, 26 juin 1962.

ceux qui ont des affaires à régler avant de partir, ils misent sur le fait que la répression à leur encontre va cesser. De fait, les incidents de l'été 1962 concernent les Algériens entre eux : l'armée « de l'extérieur » (présente en Tunisie et au Maroc pendant le conflit) l'emporte sur les maquisards de l'intérieur. Cela pousse de nouveaux pieds-noirs à quitter le pays. Au moment où Ahmed ben Bella prend le pouvoir, en septembre 1962, ils ne sont plus que 200 000, essentiellement répartis dans les plus grandes villes algériennes.

Les départs suivants, moins nombreux, sont en partie compensés par l'arrivée des « pieds-rouges » et des coopérants (*lire p. 46-47*), même si parmi eux figurent de nombreux anciens pieds-noirs. Les chiffres sont en revanche moins bien suivis par les autorités consulaires françaises. En juin 1963, ils seraient environ 150 000, et un peu plus de 92 000 à la veille du coup d'État de Houari Boumediène (juin 1965). Cet événement ne modifie cependant pas substantiellement le nombre de pieds-noirs présents en Algérie. Ils seraient autour de 65 000 en 1968 et 50 000 en 1972. La mise en place du régime, qui fait de moins en moins appel à des coopérants, et la politique d'arabisation de plus en plus importante favorisent la poursuite des départs. Ne restent plus que les « derniers des Mohicans »... Ils sont encore quelques milliers au début des années 1990 – et guère plus de quelques centaines à y vivre aujourd'hui. ♦

Le choix du cœur et de la raison des Chaulet

Pierre Chaulet est né en 1930 dans une famille de catholiques sociaux. Il suit des études de médecine à Alger et participe dans le même temps à des mouvements de jeunesse. Il rencontre Claudine, née en Haute-Marne en 1931 et installée en Algérie depuis 1946, juste après l'insurrection algérienne. Le couple prend fait et cause pour l'indépendance, milite au sein du FLN tout en conservant des liens importants avec les chrétiens sociaux. Arrêté en février 1957, Pierre est expulsé d'Algérie en France en mai. Il soutient sa thèse à la fin de l'année, puis rejoint Tunis avec Claudine et leur fils. Le couple continue alors à participer aux activités du FLN et du Gouvernement provisoire de la République algérienne, Pierre exerçant comme médecin à la frontière algéro-tunisienne. À l'indépendance, le couple repart pour l'Algérie. Ils obtiennent la nationalité algérienne en 1963 pour leur participation à la lutte indépendantiste. Claudine devient sociologue; Pierre occupe des postes haut placés tant dans des centres hospitaliers universitaires que sur le plan national. Il participe ainsi à la lutte contre la tuberculose et les maladies respiratoires. Il exerce même quelques responsabilités politiques à Alger. En 1994, menacé par les islamistes, le couple déménage à Genève, où Pierre travaille au sein de l'Organisation mondiale de la santé. Le retour en Algérie se fait en 1999. Pierre et Claudine poursuivent leurs activités. Pierre, atteint d'un cancer, décède à Montpellier en octobre 2012, mais il est inhumé à Alger. Claudine le suit trois ans plus tard. Son décès suscite alors une grande émotion en Algérie.



Le Choix de l'Algérie. Deux voix, une mémoire, de Pierre et Claudine Chaulet (Barzakh, 2012).

UN ÉTAT À CONSTRUIRE

L'indépendance signée, un système de coopération est mis en place entre la France et son ancienne colonie. Des mesures institutionnelles qui n'excluent pas les initiatives individuelles, comme celle des militants anticolonialistes.

Les coopérants

La coopération entre l'Algérie et la France est prévue dans le II^e chapitre des accords d'Évian et mis formellement en place avec un protocole d'accord signé le 28 août 1962. C'est le résistant Stéphane Hessel qui est chargé de cette question à l'ambassade de France à Alger. Dès 1963, 13 800 coopérants seraient présents en Algérie. Leur nombre augmente ensuite pour atteindre 20 000 personnes en 1965, juste avant le coup d'État. Puis les effectifs diminuent, jusqu'à environ 6 700 en 1972. Dans les premiers temps, deux catégories de personnes composent les coopérants français en Algérie : des militants anticolonialistes qui, s'ils ne sont pas inquiétés par la justice, se trouvent en Algérie par conviction. Leur profil est donc proche de celui des pieds-rouges. Et des pieds-noirs qui ont fait le choix de rester en Algérie. Comme l'économie du pays est à relancer et qu'il manque beaucoup de personnel qualifié du fait du départ rapide et massif des Européens, la coopération offre un cadre à ceux qui veulent bien rester et apporter leur compé-

tence. Il en est par exemple ainsi de Jacques Lengrand, fils d'un entrepreneur assassiné en 1956. Il s'engage alors dans les parachutistes, participe aux combats (sans torturer) et est blessé à deux reprises.

Espionnage

En 1961, il reprend l'entreprise familiale, les Auto-Cars blidéens. Il reste en Algérie à l'indépendance, mais son entreprise est nationalisée. On lui propose cependant un poste à responsabilités au sein de l'Office national des transports, qui regroupe toutes les anciennes compagnies. Il accepte, avec le titre de coopérant, puis devient même conseiller du ministre des Transports, jusqu'à son départ d'Algérie en 1974. Après le coup d'État de 1965, la nature des relations entre les deux États se modifie. La France désire régulariser et optimiser l'emploi de ses coopérants en Algérie en fonction de ses besoins stratégiques, et le régime boumediéniste ne veut pas des coopérants trop politiques mais des techniciens. Ceux-ci sont moins nombreux mais bien mieux payés. Leur nombre diminue

progressivement, d'autant que les relations se tendent entre les deux États. Ainsi, en 1971, cinq coopérants sont arrêtés et incarcérés plus d'un an sous le prétexte d'espionnage. ♦

Les « pieds-rouges »

À l'indépendance algérienne, alors que nombre de pieds-noirs quittent le pays, d'autres font le trajet en sens inverse. Ils ont été surnommés les « pieds-rouges ». Ce sont des militants anticolonialistes politisés, communistes et trotskistes pour la plupart d'entre eux. Leur engagement contre la guerre et pour l'indépendance s'accompagne d'une volonté d'aider à la construction du jeune État, si possible dans un sens socialiste et révolutionnaire. Pour certains d'entre eux, c'est presque une nécessité, car ils vivent dans la clandestinité en France ou à l'étranger en tant que membres des réseaux de soutien au Front de libération nationale (FLN) ou comme déserteurs et insoumis. C'est le cas de Jean-Louis Hurst et de sa compagne allemande, Heike (*illustr. ci-contre*). Lui est un instituteur communiste, déserteur de l'armée française, qui fait partie des réseaux de soutien au FLN et qui crée l'organisation Jeune Résistance. Condamné par contumace, il choisit le chemin de l'Algérie avec son épouse. Là, les pieds-rouges vivent l'euphorie des débuts de l'État indépendant. Ils ne voient pas forcément les exactions

Après le coup d'État de 1965, le régime de Boumediene ne veut pas des coopérants trop politiques mais des techniciens. Critiqués, les pieds-rouges fuient le pays

commises, les dissensions qui existent entre les différentes factions du FLN ou encore les dysfonctionnements déjà présents. Ils se jettent avec exaltation dans les chantiers de (re)construction, tel celui d'Oued-Fodda, où Heike et Jean-Louis Hurst encadrent des jeunes algériens venus consolider un barrage hydraulique. D'autres participent à l'organisation du cinéma algérien, comme René Vautier (futur réalisateur d'*Avoir vingt ans dans les Aurès*). Certains créent des journaux, comme l'avocat Jacques Vergès et le géostratège Gérard Chaliand, qui fondent *Révolution africaine*, auquel participent le dessinateur Siné, les romanciers Georges Arnaud et Kateb Yacine, ou la sociologue Juliette Minces.

L'engagement politique constitue une caractéristique centrale des pieds-rouges. Quelques-uns jouent un rôle majeur, comme l'avocat pied-noir indépendantiste Yves Mathieu, qui parti-

cipe à la rédaction de la loi sur les biens dits «vacants» (octobre 1962). Un autre militant, le trotskiste Michel Raptis, dit «Pablo», devenu l'un des conseillers du président Ben Bella, prépare les décrets sur l'autogestion (votés en mars 1963). Citons encore le Juif égyptien communiste Henri Curiel, emprisonné en France pour son aide au FLN, qui fonde en Algérie l'organisation Solidarité, une sorte d'ONG d'aide aux mouvements révolutionnaires et de libération nationale.

Mais les activités politiques des pieds-rouges qui sortent du giron du nouveau pouvoir algérien sont rapidement condamnées. Il existe en effet des tentatives de déstabilisation du régime.

Ainsi, en 1963, un projet de maquis révolutionnaire voit le jour en Kabylie. Une dizaine d'étrangers, dont plusieurs Français, compose la moitié des membres du maquis en voie de constitution. Ils sont arrêtés; une jeune Française, Michèle Cleuziou, meurt même dans des conditions suspectes. Dès lors, les critiques fusent contre les étrangers, et en particulier les Français. De nombreux pieds-rouges se sentent moins tolérés, du moins dans les instances officielles. Ils fuient l'Algérie après le coup d'État de juin 1965 portant Houari Boumediène au pouvoir, de peur de subir la répression. Ne restent que les coopérants qui ne se mêlent pas de politique. ♦

Roman-photo Heike Hurst pose avec des élèves de sa classe en Kabylie, près de Tizi-Ouzou, vers 1965 (1 et 2). Le couple pique-nique avec des amis algériens et un pied-rouge tchécoslovaque (3). Heike (2^e à dr.), Jean-Louis (4^e à dr.) et leur fille Annick (au centre) au moment de leur retour définitif en France, en juin 1968 (4).





« Touche pas à mon pays » Une inscription tracée sur un mur d'Alger en 1961 à la gloire de l'Organisation armée secrète et de son chef, le général putschiste Salan.

COLL. O. CALONGE/ADOC-PHOTOS

LA COULEUR POLITIQUE DES PIEDS-NOIRS

Plutôt de gauche ou centristes, ils virent à droite, voire à droite toute, quand « l'Algérie française » vacille. Un constat à nuancer selon les régions...

L'Algérie fut longtemps une terre républicaine, du fait de la présence d'anciens déportés de la révolution de 1848 et de communards de 1871. De nombreux opposants espagnols au régime franquiste ont aussi trouvé refuge dans la région oranaise. D'où la présence d'importants bastions socialistes et commu-

nistes. Mais la guerre va complètement modifier la donne: certains communistes basculent par exemple en faveur de l'OAS, les libéraux favorables au dialogue avec les nationalistes algériens ne sont pas entendus. Ne restent audibles que les partisans de « l'Algérie française », quels qu'en soient les moyens... L'un des traits les plus com-

muns des pieds-noirs est leur rejet du général de Gaulle: ils ont vécu comme une profonde trahison l'évolution de la politique du chef de l'État, et se sont sentis abandonnés, voire rejetés, au moment de leur rapatriement. Après la guerre, certains poursuivent leur engagement politique favorable à « l'Algérie française » en rejoignant les rangs du Front national ou en en étant proches. D'une manière générale, les pieds-noirs votent plus à droite, mais sans forcément verser dans les extrêmes. Ici, la variable géographique joue aussi: dans la région parisienne notamment, les pieds-noirs se sont davantage « fondus » dans la population et en ont adopté les comportements politiques. En revanche, dans le Sud-Est, les mémoires plus marquées et plus confinées favorisent des comportements politiques plus à droite. C'est l'existence d'un véritable « sudisme » à la française. Ainsi, en 1999 est même créé à Marseille un Parti pied-noir (PPN), qui a fini par être dissous au cours des années 2000. ♦

Robert Ménard et les ennemis de la France

Robert Ménard est né le 6 juillet 1953 à Oran, dans une famille modeste. Son père, communiste, bascule en faveur de l'OAS. À l'indépendance, la famille s'installe dans l'Aveyron puis dans l'Hérault, dans un quartier populaire de Béziers. Les conditions de vie familiale sont difficiles. Tenté de devenir prêtre, il poursuit des études de philosophie et se rapproche des milieux d'extrême gauche au début des années 1970. Il se lance dans les radios libres à la fin de cette décennie et crée le journal *Le Petit Biterrois*. Il cofonde Reporters sans frontières en 1985 et entreprend dans ce cadre de nombreuses actions médiatiques pour défendre les journalistes inquiétés pour leur travail. Mais Robert Ménard suscite aussi des critiques pour son comportement autoritaire au sein de l'association, qu'il finit par quitter en 2008. La même année, il crée une petite maison d'édition, Mordicus, où il va publier le livre *Vive Le Pen!*, mais aussi *Vive l'Algérie française!* (2012). La mémoire de la guerre d'indépendance et la question de l'islam semblent les moteurs qui le tournent vers l'extrême droite. Il est élu maire de Béziers en 2014. Dans ce cadre, il rend notamment hommage aux militants de l'OAS exécutés pour leur participation aux attentats et aux tentatives d'assassinat du général de Gaulle. ♦



Alain Savary et Robert Lacoste sur le perron de l'Élysée en 1956.

Alain Savary, le tout-terrain

Alain Savary est né à Alger le 25 avril 1918. Sa famille, d'origine bretonne, s'installe à Paris lorsqu'il a 8 ans. Il est appelé dans la Marine en 1938 et rallie la France libre en juin 1940. Il devient gouverneur de Saint-Pierre-et-Miquelon jusqu'en 1943. À cette date, il retrouve ses parents à Rabat et redécouvre les sensations du Maghreb à Marrakech. Après avoir participé à la Libération, il occupe différents postes politiques. En 1956, il est secrétaire d'État chargé des Affaires marocaines et tunisiennes dans le gouvernement Guy Mollet. Mais il démissionne en novembre 1956, après l'arraisonnement de l'avion de Ben Bella. En 1958, il fonde le Parti socialiste autonome et publie *Nationalisme algérien et grandeur française* (Plon, 1960), dans lequel il insiste sur la nécessité de préparer le retour des Européens d'Algérie. Il est ensuite membre du Bureau national du PSU et, en 1981, nommé ministre de l'Éducation nationale. Attaché aussi à l'indépendance des protectorats, son nom a été donné à une artère de Tunis. ♦



L'élus de Béziers dépose une gerbe de fleurs à l'occasion de la Journée nationale d'hommage aux harkis, le 25 sept. 2019, au pied de la stèle qui leur est dédiée.

D'autres figures pieds-noires de l'échiquier politique

Paul Quilès, né en 1942 à Saint-Denis-du-Sig, qui a notamment été ministre de la Défense puis de l'Intérieur sous François Mitterrand; **Nicole Guedj**, avocate née à Constantine en 1955, qui a été deux fois secrétaire d'État dans le gouvernement Raffarin en 2004; **Jean-Jacques Susini**, né en 1933 à Alger, où il devient membre de l'Association générale des étudiants et de mouvements d'extrême droite. Il compte parmi les fondateurs et

dirigeants de l'Organisation armée secrète (OAS) et fait même partie des instigateurs d'un attentat contre le général de Gaulle en 1964. Il est candidat du Front national dans les Bouches-du-Rhône aux législatives de 1997. Il est mort à Paris en 2017; **Julien Dray**, né en 1955 à Oran dans une famille juive. Il fait ses études en banlieue parisienne et est diplômé d'histoire et de sciences économiques. Militant trotskiste au cours années

1970, il rejoint le Parti socialiste en 1981 et participe à la fondation de SOS Racisme en 1984, qui se veut une courroie de transmission du PS. Longtemps député de l'Essonne, il a occupé de nombreuses fonctions au sein du PS. Il a soutenu le mouvement du *Hirak* en Algérie dès les premières manifestations; **Jean-Michel Blanquer** et **Cédric Villani** sont aussi des descendants de pieds-noirs, nés en France.

LA MÉMOIRE DANS LA PEAU

Les déracinés d'Algérie, à qui manquent les bruits et les odeurs d'une jeunesse cadennassée, tentent d'entretenir le fil ténu du souvenir.

Le traumatisme du départ et le sentiment de l'impossibilité de retourner sur les lieux de leur enfance ou de leur jeunesse ont poussé de nombreux pieds-noirs à développer une forme de nostalgie, parfois appelée « nostalgérie ». Ce phénomène est d'autant plus fort que les familles se sont éclatées à leur arrivée en France. Lorsqu'elles se voient, rarement, vient la remémoration des moments passés ensemble en Algérie. Alors les larmes montent aux yeux à l'évocation du bon temps familial, ou le corps se fige au contraire dans une rigidité sèche qui interdit tout resurgissement et toute transmission de la mémoire. C'est ce que montre Olivia Burton dans sa bande dessinée intitulée *L'Algérie, c'est beau comme l'Amérique* (voir la planche p. 52), dans laquelle elle raconte comment se déroulaient les repas de famille.

Rapprochements

Très rapidement, les chansons d'Enrico Macias, en particulier *Adieu mon pays* (lire p. 52), font grand effet sur la mémoire, avec les mélodies arabo-andalouses propices à la nostalgie mais pleines d'un esprit entraînant d'ouverture. Pour certains, le livre constitue un moyen privilégié. Nombre de témoignages familiaux et de monographies sont ainsi parus au cours des années 1970 et 1980. Le cinéma, avec des films comme *La Baraka* (1982) ou *L'Autre*

Côté de la mer (1997), revient également sur la mémoire de l'Algérie et les rapports franco-algériens.

Des associations ont également porté cette mémoire, en particulier le Cercle algérianiste, cofondé en 1973 par Maurice Calmein (né en 1947 à Oran), qui en devient le président jusqu'en 1985. Actuellement, l'association, qui reven-

dique 10 000 membres, est dirigée par Thierry Rolando, qui a cosigné le livre *Vive l'Algérie française!* avec Robert Ménard. Le Centre de documentation historique sur l'Algérie, installé à Aix-en-Provence, a été créé un an plus tard, avec la volonté de collecter de la documentation et des archives essentiellement relatives aux rapatriés d'Algérie. De très nombreux sites Internet très documentés sont également nés, permettant de retracer l'histoire de localités algériennes, de familles pied-noires, de personnalités et d'événements.

Avec le temps, la mémoire s'est cristallisée de manière de plus en plus politique et revendicative. Une association comme Coup de soleil a cependant été créée en 1985 pour favoriser les rapprochements entre les personnes liées au Maghreb, dans un esprit d'ouverture. Chaque année, elle organise le Maghreb-Orient des livres dans les salons de l'hôtel de ville de Paris. ♦



Le bon temps Quelques clichés jaunis, autant de madeleines de Proust pour donner corps à un passé que d'aucuns peinent à évoquer.

• Yvette Marçot, mère de Jean-Louis Marçot, qui témoigne p. 25.

Heureusement, il y avait cette petite heure magique, avant le déjeuner du dimanche, où tu redevais toi-même ...



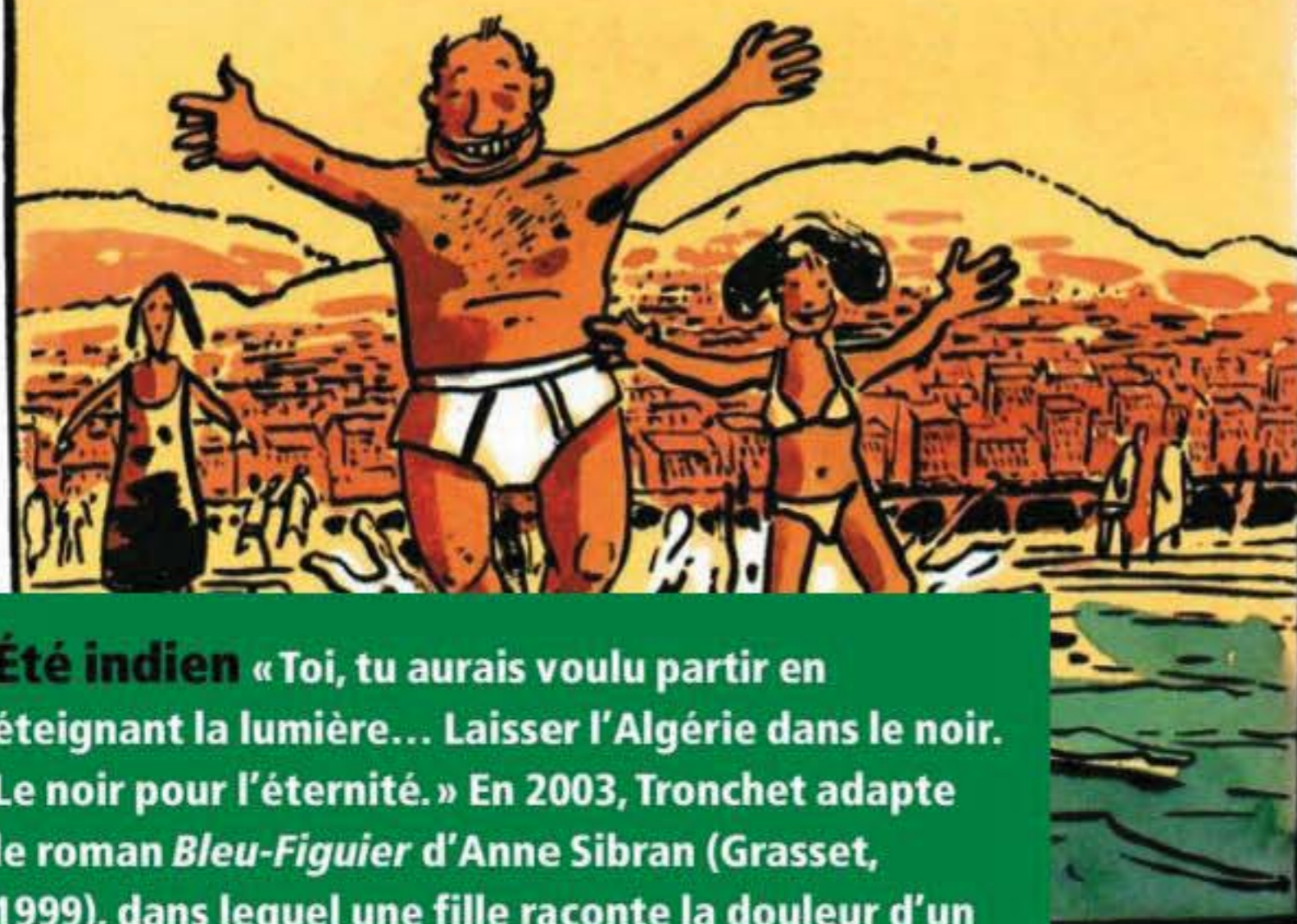
Ouvrant le grammophone comme un gros coquillage, tu m'inventais une ville trépidante et rythmée ...



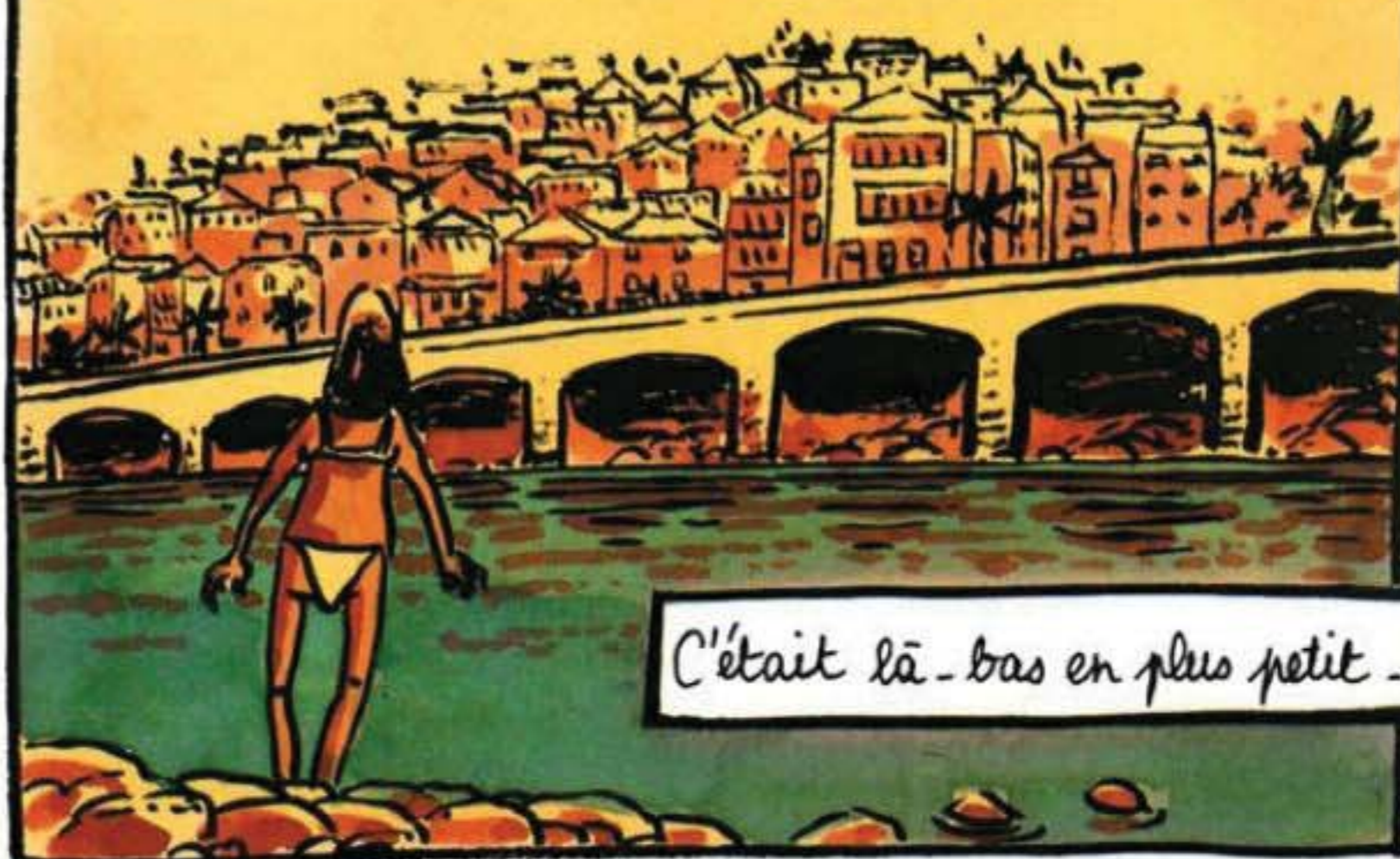
Sur le fil de la voix, je traversais la mer et rien ne me semblait plus concret que cette ville de Cocagne ...



Autres moments complices, nos vacances à Banyuls où je retrouvais le timbre vigoureux de ton rire -

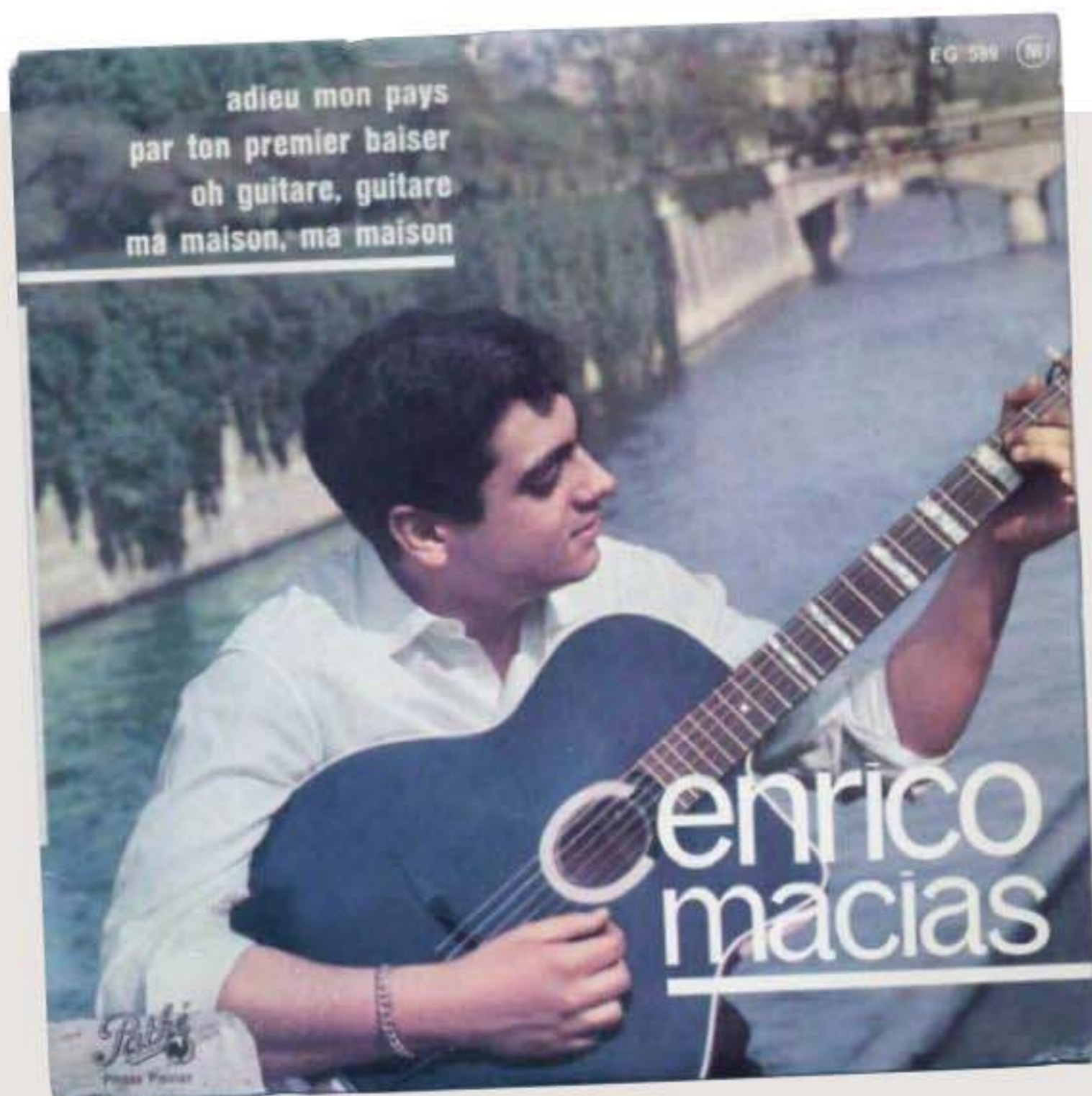


Pourquoi Banyuls ? Et puis un jour, Rose m'a montré une carte postale d'Alger - - Mêmes rampes, mêmes palmiers, mêmes arches.



C'était là-bas en plus petit -

Été indien « Toi, tu aurais voulu partir en éteignant la lumière... Laisser l'Algérie dans le noir. Le noir pour l'éternité. » En 2003, Tronchet adapte le roman *Bleu-Figuiers* d'Anne Sibran (Grasset, 1999), dans lequel une fille raconte la douleur d'un père privé de sa terre natale. Bouleversant.



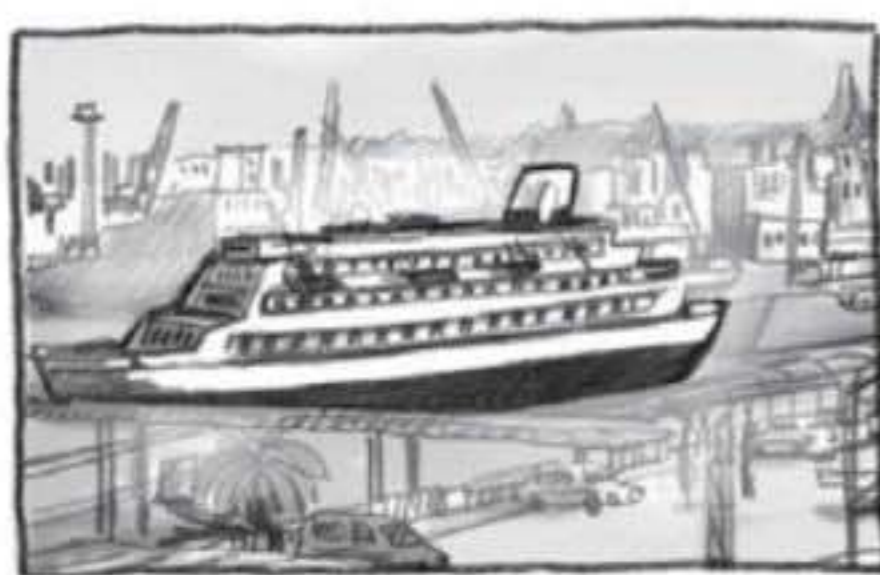
L'HYMNE AU MAL DU PAYS D'ENRICO MACIAS

J'ai quitté mon pays / J'ai quitté ma maison / Ma vie
ma triste vie / Se traîne sans raison
J'ai quitté mon soleil / J'ai quitté ma mer bleue
Leurs souvenirs se réveillent / Bien après mon adieu
Soleil ! soleil de mon pays perdu / Des villes blanches que
j'aimais / Des filles que j'ai jadis connues
J'ai quitté une amie / Je vois encore ses yeux / Ses yeux mouillés
de pluie / De la pluie de l'adieu
Je revois son sourire / Si près de mon visage / Il faisait
resplendir / Les soirs de mon village
Mais, du bord du bateau / Qui m'éloignait du quai / Une chaîne
dans l'eau / A claqué comme un fouet
J'ai longtemps regardé / Ses yeux bleus qui fuyaient / La mer
les a noyés / Dans le flot du regret

► Enrico Macias, « Adieu mon pays », extrait de l'album *À l'Olympia* 1964.



STENKIS ÉDITIONS, 2015



EN FORÇANT MA MÉMOIRE...

“ De là où je me trouve, de là où j'écris, en forçant ma mémoire, je pourrais refaire le dessin du couloir, des portes qui s'ouvrent sur la lumière des chambres, de l'étroite salle d'eau, à la baignoire sabot, au désuet chauffe-eau. Je remonte sur l'évier de carreaux blancs de la petite cuisine, salle à manger familiale, simple et riche de nos vies si modestes. Longtemps, la clarté qui s'écoule au seuil de la porte qui ouvre sur la terrasse éclaboussée de soleil a chaviré mon cœur, jusqu'à la rechercher dans d'autres cités blanches. Souvent mon corps s'est glissé entre les draps blancs, étendus sur les lignes, accrochés par leurs épingles de bois, respirant ce parfum de lessive mélangé à la chaleur des nuits. Et la raideur de leur étoffe m'enveloppe. Le pays où je naquis s'appelle l'Algérie. »

► Témoignage inédit de Sylvette Maurin, née en 1947 à Hussein-Dey.

Petite-fille de pieds-noirs, Olivia Burton a marché sur les traces de ses aïeux dans une Algérie fantasmée à partir des témoignages familiaux – inconnue. Une confrontation intime, source d'émerveillement, mise en images par Mahi Grand. • *L'Algérie c'est beau comme l'Amérique* (éd. Steinkis, 2015).

LA TENTATION DU RETOUR

Traumatisés par leur départ violent, les pieds-noirs hésitent à raviver une plaie mal cicatrisée en entreprenant un voyage... dans le temps.



Caravane Retour aux sources, quête identitaire motivent les premiers candidats pieds-noirs à un retour en Algérie – vécu comme une expérience initiatique par leurs enfants et petits-enfants venus, après les années 1990, les accompagner ou seuls.

Pour certains pieds-noirs, la rupture avec l'Algérie a été totale. Ils n'y sont jamais retournés et n'en ont pas l'intention. À la violence du traumatisme du départ répond la violence du rejet actuel. Certains pensent à ce retour, sans avoir la force, le courage ou l'élément déclencheur de l'organiser, à l'image du journaliste et traducteur Georges C. (*lire le témoignage ci-dessous*). Pour d'autres au contraire, la rupture ne s'est jamais complètement réalisée. Ainsi, dès l'après-guerre, des pieds-noirs retournent en Algérie pour régler des affaires ou poursuivre leur activité professionnelle. Ainsi, le père de Philippe Pascal, agriculteur à Parmentier, s'y rend entre 1963 et 1964 pour participer aux vendanges et aux récoltes. En 1965, il emmène même son fils, mais, jeté à terre par des Algériens, il comprend que c'est fini. Après une dernière visite sur les tombes familiales, il rentre en France avec ses tantes qui étaient restées sur place. Ce fut son ultime voyage en Algérie.



Vous pouvez sentir l'amertume d'un homme qui ne reverra probablement

jamais l'Algérie. Toutefois, depuis 1962, je suis allé au Maroc et en Tunisie. Sur la grande place du marché de Marrakech, un tout jeune Marocain m'a dit, sans même m'entendre parler: 'Toi, tu es de chez nous!' Ce n'est pas d'hier – c'était en 1981 – mais ce souvenir reste très vivace en moi, parce qu'il a touché à mes racines."

► Témoignage inédit de Georges C.

Pour d'autres, le désir de retourner en Algérie est venu un peu plus tard, au cours des années 1970 ou 1980. Pour certains, partis enfants en 1962, c'était l'occasion de découvrir le pays à l'âge adulte, comme le raconte le chercheur Jean-Louis Marçot: «À 25 ans, l'envie me prit de retourner "voir". Je voulais savoir ce que l'Algérie avait fait de son indépendance et vérifier si le socialisme qu'elle professait était parent du mien» (*Le Sable des racines*, L'Harmattan, >>>

»» 1992). Le voyage est aussi un retour aux sources, parfois nécessaire pour se projeter vers le futur. Ainsi, la sœur aînée de Jean-Louis Marçot est aussi retournée en Algérie, pour y concevoir son enfant, en 1976 – prénommée d'ailleurs Leïla... De ce point de vue, le voyage correspond à une quête identitaire, une manière de mieux comprendre qui l'on est, d'où l'on vient, pour se construire et avancer. Le premier retour de Jean-Louis Marçot en Algérie s'est par exemple révélé catastrophique, mais cela lui a permis de s'identifier comme pied-noir : « Aujourd'hui seulement j'assume mon identité. Jusqu'alors, la honte me retirait à une communauté qui, par aveuglement et égoïsme, a préféré sacrifier son pays plutôt que d'en accepter le partage. » Cette quête identitaire est parfois si forte qu'elle conduit des pieds-noirs à vouloir s'installer en Algérie. C'est ce qui s'est passé pour l'écrivaine Michèle Barbier. Au cours des années 1960, elle y est allée trois fois, y retourne vingt ans plus tard, en 1988, dans le cadre de son travail puis, le temps d'un amour naissant, avec l'intention d'y rester. Mais la révolution d'octobre 1988 est en marche. La montée de l'islamisme se

fait déjà sentir. Les amants se quittent, Michèle Barbier rentre en France : « À travers lui, elle recherchait l'Algérie. À travers elle, il recherchait la France. Mais la France et l'Algérie sont devenues deux nations totalement étrangères l'une à l'autre. Comme eux. Le lien ambigu qui les avait unis s'est rompu. Il ne reste plus qu'à oublier les passions à peine ébauchées et à signer la paix, dans le respect mutuel », écrit-elle dans *Nouvel adieu* (Éd. du Net, 2016). Durant les années 1990, les voyages en Algérie cessent ou peu s'en faut. Ils reprennent dans les années 2000. Pour les pieds-noirs, vieillissants, il s'agit dès lors de voir une dernière fois les lieux de leur jeunesse, de renouer aussi des liens avec d'anciens camarades (*lire ci-contre*). Enfin, de plus en plus, les enfants accompagnent leurs parents ou marchent seuls sur leurs traces ou celles de leurs grands-parents – comme le racontent Olivia Burton dans *L'Algérie, c'est beau comme l'Amérique* (p. 52), ou encore Joël Alessandra dans *Petit-Fils d'Algérie* (p. 57), deux bandes dessinées publiées en 2015, dans lesquelles les auteurs livrent leurs sentiments sur cette expérience initiatique. ♦

“ Dououreux passé, surtout pour mes aînés. Pour moi, « rentrée » en France en 1960 (après avoir été étudiante à l'École normale), la vie était devant moi... Il m'a fallu retourner 'là-bas' en 1982, puis en 2007 et en 2009, pour apprendre, essayer de comprendre et surtout, enfin, tisser des liens avec ces Algériens que je voyais mais ne regardais pas, que j'entendais mais n'écoutais pas. C'est en allant à Béjaïa en mars 2007, invitée par une association, en relation avec le centre social où je travaille bénévolement, que j'ai fait la connaissance d'hommes et de femmes qui m'ont entourée, me faisant parler de mon passé pour retrouver le leur, enfoui, anesthésié, par les années noires qu'ils avaient vécues après 1990. 'Raconte-nous encore, me disaient-ils, c'est de nous que tu parles, pas seulement de toi...' J'y suis retournée en mai de la même année, invitée cette fois-ci chez eux, à titre individuel. Et en 2009. Notre amitié se poursuit depuis, entre Béjaïa, la Kabylie (que je ne connaissais pas, enfant) et Alger. J'ai pu, surtout, simplement, parler avec eux, avec les parents surtout, de cette guerre vue par eux, qui m'était inconnue ! Aucune gêne, aucune haine, aucun ressentiment entre nous, car ils ont tout de suite senti que je recherchais leurs témoignages, pour arriver à vivre avec mon passé rempli de zones d'ombre... Alors cette amitié qui nous unit maintenant m'est devenue d'autant plus précieuse ! ”

► Témoignage d'Anne-Marie Alazard. Adolescente algéroise pendant le conflit, elle est insouciante, mais la réalité de la guerre la rattrape lorsqu'elle croit perdre sa mère au cours d'un attentat. Elle suit des études pour devenir institutrice, avant de partir pour la France en 1960.

En 2004, Pierre Testud retrouve Abdelkader, un ami d'enfance. Il reçoit une lettre dans laquelle celui-ci l'informe des recherches qu'il a effectuées pour obtenir ses coordonnées et lui rappelle leurs jeux d'enfance. En 2016, Pierre Testud atterrit en Algérie...



COLLECTION PARTICULIÈRE (X4)

Des liens solides comme un bout d'araucaria

« **Mardi 4 octobre 2016.** Le Boeing A319 s'immobilise sur le tarmac de l'aéroport Houari-Boumediene. Le temps est suspendu quelques instants pour récupérer les bagages, entre deux destinations, entre deux rêves, entre deux vies, entre deux terres. Ma terre natale est ici. Je suis parti vers la France pour un voyage en terre inconnue le 24 juin 1962. [...] Cinquante-quatre ans après, j'ai rendez-vous en terre bien connue : mon pays natal, l'Algérie ! [...] Paul et mon ami Moho sont là, et m'attendent dans le hall. J'ai oublié de remplir la fiche d'entrée que je gribouille avec hâte. "Bienvenue dans votre pays, monsieur !" Le policier me rend mon passeport, je ne sais que répondre. Je le remercie en souriant, à la fois étonné, et reconnaissant pour cette

attention inattendue. Je traverse le hall d'arrivée, et je tombe dans leurs bras. Moho et Paul sont joyeux, blagueurs... Nous prenons la direction de Sidi Ghiles, l'autoroute [...]. Je reconnais la route nationale 11 qui me menait au collège. [...] Plus que six kilomètres pour arriver à Novi.

J'ai habité Novi, mais c'est la première fois que je viens à Sidi Ghiles. C'est le nouveau nom du village, rebaptisé ainsi après l'indépendance proclamée en 1962. Nous passons par la route du bas où se situait notre maison familiale. Le boulodrome est devenu l'école des filles. Un immeuble, la nouvelle bibliothèque, s'élève au milieu de l'ancien tennis. L'araucaria, espèce de pin du Chili aussi appelé "désespoir des singes" trône toujours dans le jardin de la tante Paulette en face de notre porte d'entrée. C'est déjà la nuit ! La maison de mon enfance est là comme dans un rêve, le silence s'installe dans la voiture.

C'est l'heure de sortir les chaises longues devant la porte pour prendre le frais. Je revois les visages familiers de mon enfance. Une sensation de bouillonnement m'envahit. La curiosité l'emporte sur la nostalgie. Quel voyage !... Arrivée chez Paul... Rue de la mosquée, l'ancienne église trop petite a été détruite, la placette du kiosque marque le centre du village. Le délicieux couscous de l'accueil est cuisiné par les filles de Moho. Nous partageons ce repas des retrouvailles avec une grande émotion, des échanges interminables, des anecdotes, des éclats de rire. *L'al-adhan*, l'appel à la prière du muezzin voisin, vient nous interrompre de ses quatre puissants haut-parleurs.

"*Ashhadu an lâ ilâha illâ Allâh.*" ("J'atteste qu'il n'y a de divinité que Dieu.")

J'atteste quant à moi... que ce couscous est divin ! Nous reprenons notre joyeuse discussion. »

Extrait d'Algérie : les oursins de mon enfance, de Pierre Testud (Éditions d'Albrét, 2020).



Salut les copains

En 2016, le Néracais Pierre Testud (Lot-et-Garonne) retourne à Novi, le village où il a grandi, rebaptisé Sidi Ghiles après 1962. Le boulodrome, la demeure familiale, la nouvelle bibliothèque, les amis d'enfance, tout a changé. Et rien n'a changé.

LE CHOC DES GÉNÉRATIONS

Forcés de composer avec un héritage familial fait de silence, de rancœur, de regrets, les enfants de pieds-noirs cherchent leur voie.

Confrontés à la douleur du traumatisme de leurs parents, de nombreux enfants de pieds-noirs (comme d'autres catégories de personnes qui ont vécu la guerre d'Algérie d'ailleurs) connaissent peu le parcours de leurs géniteurs. Ceux-ci se ferment à l'évocation de la guerre d'indépendance, du rapatriement. Dans ce cas, leurs enfants font face à un vide mémoriel qu'ils peuvent combler par ce qu'ils apprennent à l'école. Mais bien souvent les enfants de la guerre d'Algérie soulignent les manques qu'ils ont ressentis lors des apprentissages scolaires, avec le sentiment que cette question n'était pas abordée. Heureusement, les programmes s'étoffent. Certains choisissent de partir sur les traces de leurs parents. Pour d'autres, que dérange l'image négative de colon qui colle à la peau du pied-noir dans les représentations sociales, la quête identitaire s'oriente non vers l'histoire

de leurs parents en Algérie, mais à celle qui précède: d'où viennent mes ancêtres? Ceux qui se disent espagnols, par exemple, vont rechercher leurs origines hispaniques sans que la dimension pied-noire affleure dans cette quête. Pour d'autres encore, la transmission s'est faite de manière pleine et entière. C'est surtout le cas lorsque l'histoire de leurs parents est peu traumatisante. Dans ce cas, une mémoire sereine peut se transmettre de

génération en génération. Un héritage pied-noir dans une dimension éventuellement critique et distanciée par rapport à la situation coloniale ou au passé familial.

Quand elle est traumatisante, l'histoire transmise aux enfants par les parents revêt souvent une dimension idéologique à même de déclencher une forme de militantisme mémoriel. Alors, une volonté de «rejouer» le passé peut exister, comme si la guerre n'était pas terminée. Ou, au contraire, la situation peut se retourner. Ainsi, la jeune Céline (le prénom a été changé) est une fille de pieds-noirs bercée dans son enfance par un discours «Algérie française», au point qu'âgée d'une dizaine d'années elle choisit l'Algérie comme destination du voyage qu'elle vient de gagner – alors qu'il n'est question que de la guerre civile aux informations! Plus encore, adulte, elle se marie non pas avec un Algérien mais avec un Marocain. Progressivement, l'idée fait son chemin. En 2018, Céline fait un voyage en Algérie, accompagnée de son mari, ses enfants et... son père! ♦

... ET LÀ C'EST VOTRE ARRIÈRE-GRAND-PÈRE SUR LE PONT EL-KANTARA, À CONSTANTINE, EN ALGÉRIE.

LÀ, VOTRE PAPY DEVANT LE CINÉMA DE LA FAMILLE, TOUJOURS À CONSTANTINE

ET LÀ...



« Et les enfants de... ? Mon père est né en 1938 en Algérie française. Il a été à l'école de la République et s'est toujours senti français, dès son plus jeune âge. Mais ses parents ne l'étaient pas. En pleine guerre d'Algérie, il a fait son service militaire français. Et le soir il rentrait chez lui dans la Casbah, au milieu des Arabes. En 1962, il a choisi de rester français et est venu vivre à Paris, où je suis née... Et où il s'est donné la mort il y a quelques années. Je n'ai jamais vu pleurer mon père que lorsqu'il évoquait cette guerre. Les sanglots prenaient le pas sur les mots et je ne saurai jamais ces fantômes qui le poursuivaient. »

> **Témoignage inédit de Marianne B.**

Dernière page de la BD de Joël Alessandra, *Petit-Fils d'Algérie* (Casterman, 2015).

ET Y A EU
CES ACCORDS
D'ÉVIAN, LA PAIX !
TU PARLES !

C'ÉTAIT
INFÂME !

LA GUERRE,
LES ALGÉRIENS,
L'ARMÉE FRANÇAISE,
ET NOUS... !

TU TE SOUVIENS ?
ON ÉTAIT AU MILIEU,
POUSSÉS PAR LES UNS,
TIRÉS PAR
LES AUTRES !



Mon père était pied-noir.
Comme mon grand-père, ma grand-mère,
Comme toute ma famille !
Près d'un million de Français
s'étaient installés là-bas, en Algérie,
C'était la France, c'était leur pays,
c'était pareil.
Et puis, en 1962, ils ont dû partir,
tout quitter.
Pour la France.
Un arrachement.

Je suis né cinq ans plus tard, en 1967.
Je n'ai jamais connu l'Algérie.
Si ce n'est par bribes.
Des bouts de vies épars,
des fragments éclatés,
des coups de colère, de la hargne...



Et mon père est mort. Comme mon grand-père,
ma grand-mère, mes tantes, mes oncles.
Je suis resté avec leurs souvenirs, sans rien
d'autre à quoi me raccrocher. Il me restait leur
colère rentrée, leurs meurtrissures.

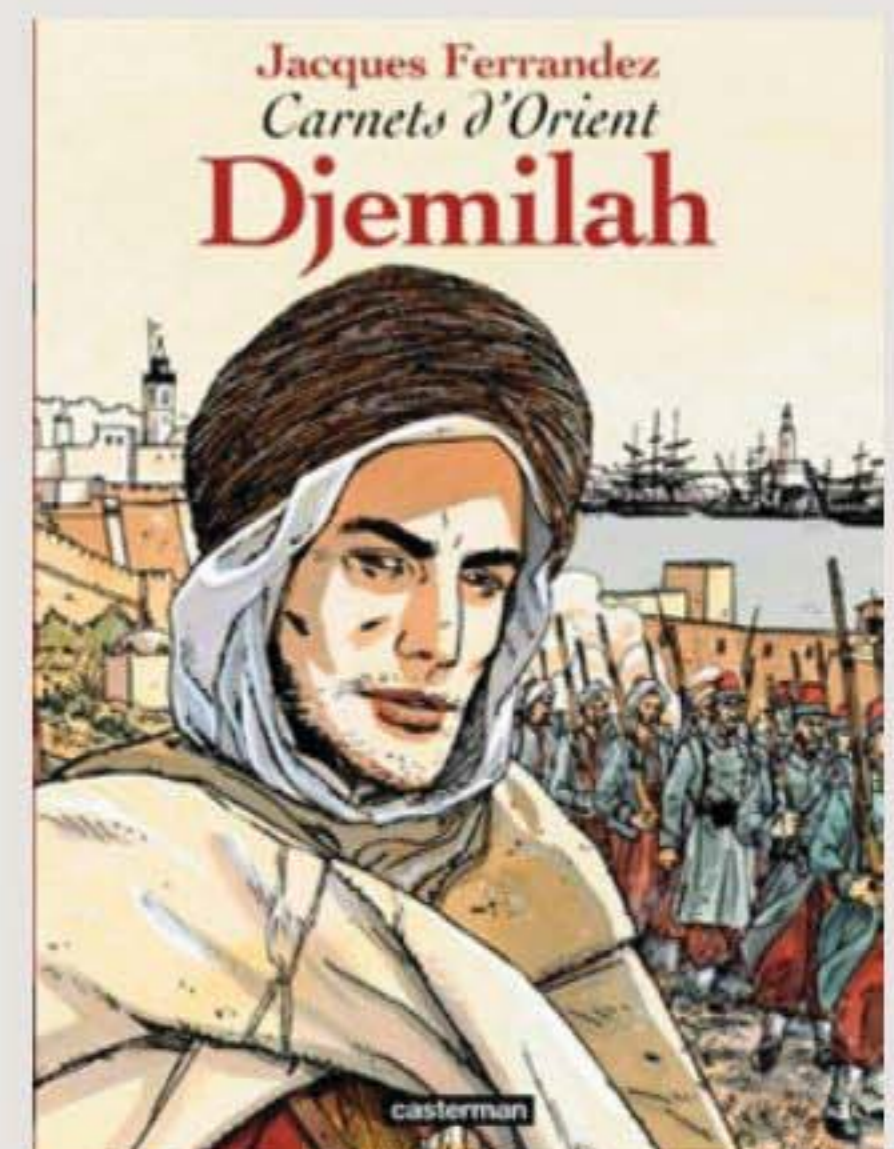
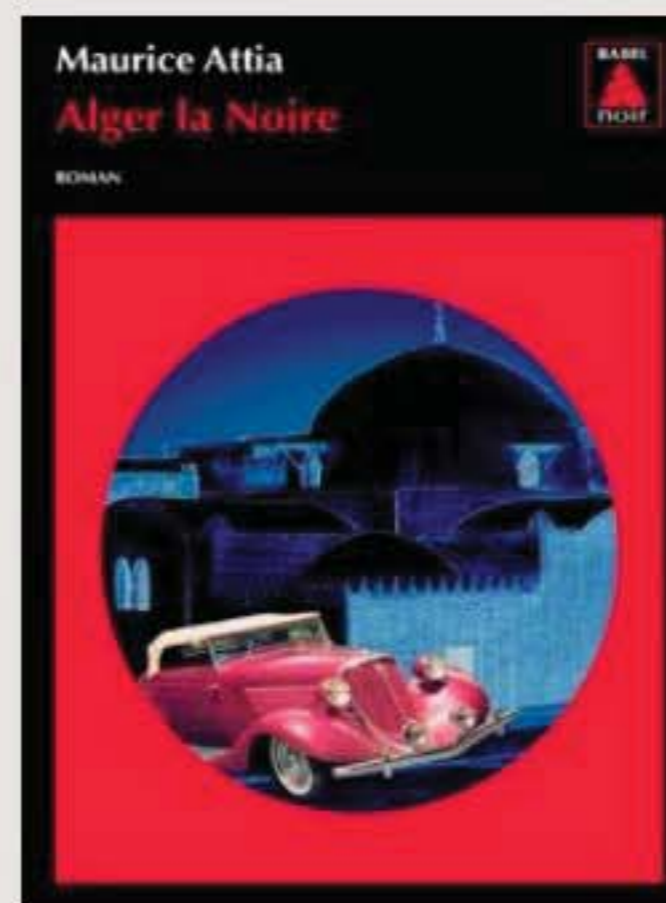
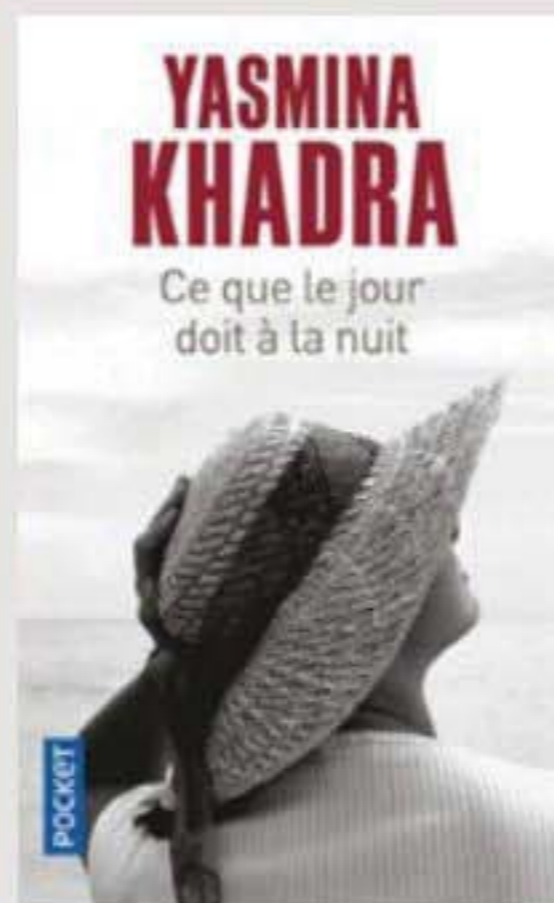
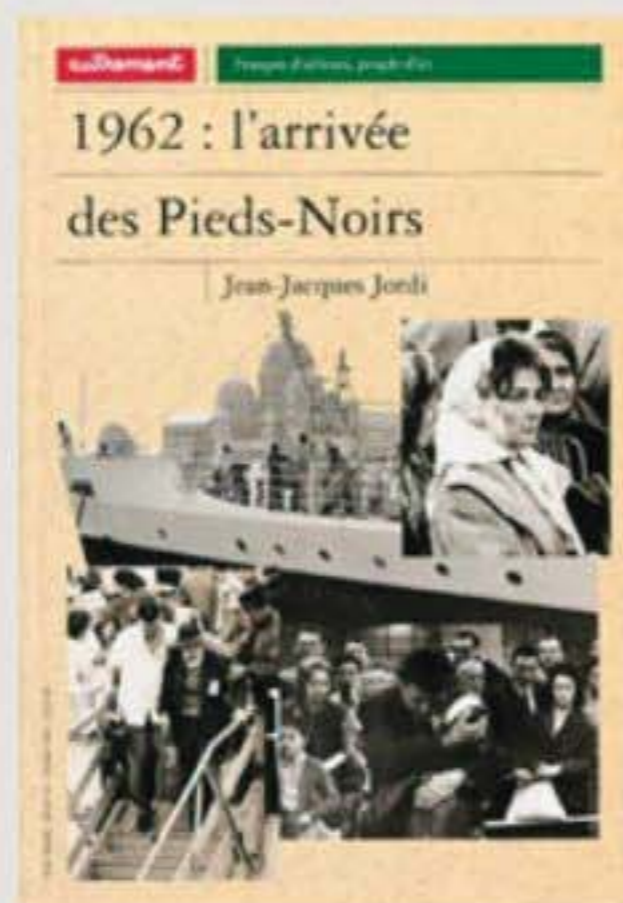
J'étais un gamin des années 1970.
Autour de moi, on disait des pieds-noirs
qu'ils étaient racistes, profiteurs, voire fascistes...

Ils gueulaient fort, c'est vrai !
Pour le reste, je ne savais rien.
Comment avaient-ils été avec les Arabes ?
Qu'avaient-ils laissé derrière eux ?
Ils étaient ma famille,
Je ne savais rien de leurs vies !

En paix En 2013, Joël Alessandra se rend à Constantine, où habitait sa famille, des Italiens ayant fui la misère pour cet éden méditerranéen au début du XX^e siècle et dont il se demande s'ils n'étaient pas d'horribles exploiters racistes. Un voyage pour dissiper les craintes et lever les doutes.

BOUILLON DE CULTURE

LIVRES



HISTOIRE

Les travaux de Jean-Jacques Jordi sur l'histoire des pieds-noirs font autorité. Retenons notamment *1962 : l'arrivée des pieds-noirs* (Autrement, 1995) et *De l'exode à l'exil. Rapatriés et pieds-noirs en France* (L'Harmattan, 1993). Ce dernier livre est consacré à Marseille.

Parmi les travaux plus récents, signalons *L'Algérie des pieds-noirs*, d'Anne Dulphy (Vendémiaire, 2014), consacrée au cas des pieds-noirs d'origine espagnole. La thèse de Yann Scioldo-Zürcher, *Devenir métropolitain* (Éditions EHESS, 2010), est tout à fait essentielle pour mieux connaître les politiques d'intégration des rapatriés d'Algérie en France. Cette liste est loin d'être exhaustive, et de nombreux travaux importants mériteraient d'être mentionnés, de même que les innombrables témoignages publiés ou qui circulent au sein des familles.

ROMANS

L'œuvre d'Albert Camus, qui disparaissait il y a soixante ans, est incontournable et reste d'une très grande justesse. Nous retiendrons en particulier son roman inachevé, aux accents autobiographiques, *Le Premier Homme* (Gallimard, 1994). En ces temps de pandémie, *La Peste* est d'une effroyable actualité (Gallimard, 1947).

Nous vous conseillons également le très beau livre de Yasmina Khadra, *Ce que le jour doit à la nuit* (Julliard, 2008), formidable saga dans l'Algérie des années 1930 à l'indépendance, située notamment à Oran.

Nous vous suggérons aussi le très beau témoignage d'Anne Plantagenet, *Trois jours à Oran* (Stock, 2014), qui raconte le voyage qu'elle fait avec son père sur les terres de sa jeunesse. Enfin, Jeanne Benameur brise l'omerta familiale dans *Ça t'apprendra à vivre* (Denoël, 2003), superbe récit sur son enfance dans un pays en guerre et l'exil de la fratrie en France.

POLARS

Maurice Attia a publié *Alger la Noire* (Actes Sud, 2006), sur une sombre histoire de meurtre dans l'Alger de 1962, sur fond d'OAS...

BANDES DESSINÉES

En plus des BD que nous avons déjà mentionnées dans le dossier, nous vous conseillons vivement celles de Jacques Ferrandez, en particulier son œuvre majeure, *Les Carnets d'Orient*, qui revient sur toute l'histoire de la colonisation algérienne jusqu'à l'indépendance (dix volumes, Casterman, 1986-2009). Du même auteur, nous recommandons aussi l'adaptation et même la réappropriation du roman inachevé d'Albert Camus, *Le Premier Homme* (Gallimard, 2017).

Il est évidemment impossible de passer outre à la géniale série de Joann Sfar, *Le Chat du rabbin*, aux neuf albums parus pour le moment, qui se situent dans les années 1930 à Alger (Dargaud, 2002-2019). N'oublions surtout pas la superbe œuvre de Jeanne Puchol, *Charonne-Bou Kadir* (Éditions Tirésias, 2012), qui raconte l'enfance de l'auteure à la fin de la guerre. Enfin, le sobrement intitulé *D'Algérie*, de Morvandiau (Maison rouge, 2007), raconte le voyage qu'il a fait avec ses parents en Algérie, sur les terres familiales, à la rencontre notamment de son oncle père blanc.

« Il s'agissait cette fois de la défaite définitive, celle qui termine les guerres et fait de la paix elle-même une souffrance sans guérison » (Albert Camus, *La Peste*)

FILMS

Le premier sur les pieds-noirs, *Les Oliviers de la justice*, de James Blue (1962), est adapté du roman éponyme de Jean Pélégri. Les incontournables films d'Alexandre Arcady, *Le Coup de sirocco* (1979) ou encore *Le Grand Pardon* (1982). Plus récemment, il a adapté *Ce que le jour doit à la nuit*, de Yasmina Khadra (2012). *La Baraka*, de Jean Valère (1982). *L'Autre Côté de la mer*, de Dominique Cabrera, avec les excellents Claude Brasseur et Roschdy Zem (1997). Nicole Garcia a réalisé le magnifique *Un balcon sur la mer*, avec Jean Dujardin (2010), sur la mémoire occultée de la guerre d'Algérie.

À droite, *L'Autre Côté de la mer*; ci-dessous, *La Baraka*.



BRIDGEMAN IMAGES



SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUCTION (SFP) / ÉLÉPHANT PRODUCTIONS - COLLECTION CSF / BRIDGEMAN IMAGES



ASSOCIATIONS

Coup de soleil (association dirigée par Georges Morin), le Cercle algérieniste (présidé par Thierry Rolando), le Centre de documentation historique sur l'Algérie (CDHA, dirigé par Joseph Perez), et l'Association des pieds-noirs progressistes et de leurs amis (ANPNPA). Il existe de très nombreuses associations et de très nombreux sites (aux qualités très diverses) qui offrent une multitude de renseignements sur l'histoire de l'Algérie, de ses localités, de ses familles et quantité de documents et photographies.

Le CDHA : www.cdha.fr ; Coup de soleil : coupdesoleil.net et www.coupdesoleil-rhonealpes.fr ; le Cercle algérieniste : www.cerclealgerianiste.fr ; l'ANPNPA : www.anpnpa.org

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tous les témoins qui ont bien voulu répondre à mes questions pour la préparation de ce numéro. Ce dossier n'a pas vocation à être exhaustif. Je compte donc sur la compréhension de celles et ceux qui ne verront pas leur témoignage dans ces pages. Qu'ils veuillent bien me le pardonner. Je ne les ai pas oubliés. Leur témoignage sera utilisé. TRAMOR QUEMENEUR